

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2007 — 4670

[C — 2007/12768]

**4 DECEMBRE 2007. — Loi relative aux élections sociales
de l'année 2008**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi est applicable sans préjudice des dispositions de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Art. 3. La présente loi ne s'applique qu'à l'institution ou au renouvellement des conseils d'entreprise visés par la loi du 8 novembre 2007 déterminant le seuil applicable pour l'institution des conseils d'entreprise ou le renouvellement de leurs membres à l'occasion des élections sociales de l'année 2008 ainsi qu'à l'institution ou au renouvellement des comités pour la prévention et la protection du travail pour la première période d'élections qui suit celle de 2004. Elle s'applique également au fonctionnement de ces mêmes organes.

Art. 4. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1° conseil : le conseil d'entreprise;

2° comité : le comité pour la prévention et la protection au travail;

3° organe : le conseil ou le comité;

4° personnel de direction : les personnes chargées de la gestion journalière de l'entreprise, qui ont pouvoir de représenter et d'engager l'employeur, ainsi que les membres du personnel directement subordonnés à ces personnes, lorsqu'ils remplissent également des missions de gestion journalière;

5° organisations représentatives des cadres : les organisations reconnues conformément à la procédure fixée à l'article 5;

6° organisations représentatives des travailleurs :

a) les organisations interprofessionnelles représentatives des travailleurs constituées sur le plan national, représentées au Conseil central de l'Economie et au Conseil national du Travail et qui comptent au moins 50.000 membres;

b) les organisations professionnelles et interprofessionnelles affiliées à ou faisant partie d'une organisation interprofessionnelle visée au a);

7° jeune travailleur : les travailleurs qui n'ont pas atteint l'âge de vingt cinq ans au jour de l'élection;

8° travailleur : les personnes occupées en vertu d'un contrat de travail ou d'un contrat d'apprentissage; sont assimilées à ces personnes, les personnes placées en formation professionnelle dans l'entreprise par les organismes des Communautés chargés de la formation professionnelle; les chercheurs engagés par le Fonds national de la recherche scientifique ou par le Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek-Vlaanderen ainsi que par les Fonds associés sont considérés comme travailleurs de l'établissement dans lequel ils exercent leur mandat de recherche.

Art. 5. Les organisations représentatives des cadres qui souhaitent être reconnues doivent en adresser la demande au ministre fédéral qui a l'emploi dans ses attributions sous pli recommandé à la poste.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2007 — 4670

[C — 2007/12768]

**4 DECEMBER 2007. — Wet betreffende de sociale verkiezingen
van het jaar 2008**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet is van toepassing, onverminderd de bepalingen van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven en van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

Art. 3. Deze wet is enkel van toepassing op de instelling of de vernieuwing van de ondernemingsraden bedoeld bij de wet van 8 november 2007 tot bepaling van de drempel van toepassing voor de instelling van de ondernemingsraden of de vernieuwing van hun leden ter gelegenheid van de sociale verkiezingen van het jaar 2008 alsook op de instelling of de vernieuwing van de comités voor preventie en bescherming op het werk voor de eerste verkiezingsperiode die volgt op deze van 2004. Ze is ook van toepassing op de werking van deze zelfde organen.

Art. 4. Voor de toepassing van deze wet moet worden verstaan onder :

1° raad : de ondernemingsraad;

2° comité : het comité voor preventie en bescherming op het werk;

3° orgaan : de raad of het comité;

4° leidinggevend personeel : de personen belast met het dagelijks bestuur van de onderneming, die gemachtigd zijn om de werkgever te vertegenwoordigen en te verbinden, alsmede de personeelsleden, onmiddellijk ondergeschikt aan die personen, wanneer zij eveneens opdrachten van dagelijks bestuur vervullen;

5° representatieve organisaties van kaderleden : de organisaties erkend overeenkomstig de procedure vastgelegd bij artikel 5;

6° representatieve werknemersorganisaties :

a) de op nationaal vlak opgerichte interprofessionele representatieve werknemersorganisaties, vertegenwoordigd in de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en in de Nationale Arbeidsraad en die ten minste 50.000 leden tellen;

b) de professionele en interprofessionele organisaties die bij een onder a) bedoelde interprofessionele organisatie zijn aangesloten of er deel van uitmaken;

7° jeugdige werknemer : de werknemers die de leeftijd van vijftientig jaar niet bereikt hebben op de dag van de verkiezingen;

8° werknemer : de personen tewerkgesteld krachtens een arbeids- of een leerovereenkomst; worden gelijkgesteld met deze personen, de personen die voor een beroepsopleiding in de onderneming geplaatst zijn door de gemeenschapsinstellingen belast met de beroepsopleiding; de onderzoekers aangeworven door het Fonds national de la recherche scientifique of door het Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek-Vlaanderen, evenals door de geassocieerde Fondsen, worden beschouwd als werknemers van de instelling waar zij hun onderzoeksoverdracht uitoefenen.

Art. 5. De representatieve organisaties van kaderleden die willen erkend zijn, moeten hun verzoek bij een ter post aangetekende brief richten tot de federale minister die de werkgelegenheid onder zijn bevoegdheden heeft.

Cette demande doit être accompagnée :

- d'une copie de leur statut;
- de la liste de leurs dirigeants;
- de leur dénomination;
- de leur adresse;
- de leur numéro de téléphone.

Elles doivent également y joindre tout élément utile pour déterminer si elles remplissent les conditions prévues à l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Avant de reconnaître une organisation représentative des cadres, le Roi prend l'avis du Conseil national du Travail. Celui-ci fait parvenir son avis dans les deux mois de la demande qui lui est faite, à défaut de quoi il sera passé outre.

TITRE II. — Organisation des élections

CHAPITRE I^{er}. — Entreprises devant instituer un organe

Art. 6. § 1^{er}. Un conseil doit être institué dans les entreprises occupant habituellement en moyenne au moins cent travailleurs. Il en est de même dans les entreprises où a été institué ou aurait dû être institué un conseil lors de l'élection précédente pour autant qu'elles occupent habituellement en moyenne au moins cinquante travailleurs.

Toutefois, dans ces entreprises occupant moins de cent travailleurs, il n'y a pas lieu de procéder à l'élection des membres du conseil. Leur mandat est exercé par les délégués du personnel élus au comité.

§ 2. Un comité doit être institué dans les entreprises occupant habituellement en moyenne au moins cinquante travailleurs. Pour les entreprises du secteur des mines, minières et carrières souterraines, un comité doit être institué dans les entreprises occupant habituellement en moyenne au moins vingt travailleurs.

§ 3. Pour l'application de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, est visée l'entreprise avec ou sans finalité industrielle ou commerciale.

§ 4. Pour l'application du présent article et de l'article 7, ne sont pas considérés comme des travailleurs :

1° le travailleur lié par un contrat de remplacement conclu conformément aux dispositions de l'article 11 ter de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

2° le travailleur intérimaire.

Art. 7. § 1^{er}. La moyenne des travailleurs occupés dans l'entreprise, au sens de l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 et de l'article 49 de la loi du 4 août 1996, se calcule en divisant par trois cent soixante-cinq le total des jours civils compris dans chaque période commençant à la date de l'entrée en service et se terminant à la date de sortie de service communiquée par l'employeur pour chaque travailleur en vertu de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, au cours d'une période de quatre trimestres qui précèdent le trimestre dans lequel se situe l'affichage de l'avis annonçant la date des élections.

Pour les travailleurs qui ne sont pas soumis à l'application de l'arrêté royal précité du 5 novembre 2002, cette moyenne est calculée, par dérogation à l'alinéa précédent, en divisant par trois cent soixante-cinq le total des jours civils pendant lesquels chacun de ces travailleurs a été inscrit dans le registre général du personnel, dont la tenue est imposée par l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux, ou, pour l'entreprise qui n'est pas soumise à ces dispositions, dans tout document en tenant lieu, au cours d'une période de quatre trimestres qui précèdent le trimestre dans lequel se situe l'affichage de l'avis annonçant la date des élections.

Dit verzoek moet vergezeld zijn van :

- een afschrift van hun statuten;
- een lijst met hun leiders;
- hun benaming;
- hun adres;
- hun telefoonnummer.

Zij moeten eveneens elk gegeven eraan toevoegen, dat dienstig is om vast te stellen of zij de voorwaarden vervullen, vastgesteld in artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.

Alvorens een representatieve organisatie van kaderleden te erkennen, wint de Koning het advies in van de Nationale Arbeidsraad. Deze deelt zijn advies mede binnen twee maanden na de hem gedane aanvraag, bij ontstentenis ervan wordt eraan voorbij gegaan.

TITEL II. — Organisatie van de verkiezingen

HOOFDSTUK I. — Ondernemingen die een orgaan moeten oprichten

Art. 6. § 1. Er moet een raad worden opgericht in de ondernemingen, die gewoonlijk gemiddeld ten minste honderd werknemers tewerkstellen. Hetzelfde geldt voor de ondernemingen waar bij de vorige verkiezing een raad werd opgericht of had moeten worden opgericht, voor zover zij gewoonlijk gemiddeld ten minste vijftig werknemers tewerkstellen.

In die ondernemingen waar minder dan honderd werknemers worden tewerkgesteld moet evenwel niet worden overgegaan tot de verkiezing van de leden van de raad. Hun mandaat wordt uitgeoefend door de personeelsafgevaardigden verkozen in het comité.

§ 2. Er moet een comité worden opgericht in de ondernemingen die gewoonlijk gemiddeld ten minste vijftig werknemers tewerkstellen. Voor de ondernemingen van de sector van de mijnen, de graverijen en de ondergrondse groeven, moet een comité worden opgericht in de ondernemingen die gewoonlijk gemiddeld ten minste twintig werknemers tewerkstellen.

§ 3. Voor de toepassing van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven en de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, wordt de onderneming bedoeld met of zonder industriële of commerciële finaliteit.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel en van artikel 7, worden niet als werknemers beschouwd :

1° de werknemer die verbonden is door een vervangingsovereenkomst gesloten overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 ter van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

2° de uitzendkracht.

Art. 7. § 1. Het gemiddelde van de in de onderneming tewerkgestelde werknemers in de zin van artikel 14 van de wet van 20 september 1948 en van artikel 49 van de wet van 4 augustus 1996, wordt berekend door het totaal aantal kalenderdagen van iedere periode die aanvangt op de datum van indiensttreding en eindigt op de datum van uitdiensttreding zoals door de werkgever voor elke werknemer medegedeeld krachtens het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, gedurende een periode van de vier trimesters die het trimester voorafgaan waarin de aanplakking geschiedt van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, te delen door driehonderd vijfenzeventig.

Voor de werknemers die uitgesloten worden uit het toepassingsgebied van voornoemd koninklijk besluit van 5 november 2002, wordt in afwijking van het vorig lid, dit gemiddelde berekend door het totaal aantal kalenderdagen waarop elk van deze werknemers, gedurende een periode van de vier trimesters die het trimester voorafgaan waarin de aanplakking geschiedt van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, werd ingeschreven in het algemeen personeelsregister, waarvan het bijhouden wordt opgelegd door het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten of, voor de onderneming die niet onderworpen is aan deze bepalingen, in elk document dat hiertoe bijgehouden wordt, te delen door driehonderd vijfenzeventig.

§ 2. Lorsque l'horaire de travail effectif d'un travailleur n'atteint pas les trois quarts de l'horaire qui serait le sien s'il était occupé à temps plein, le total des jours civils visés au § 1^{er} au cours de la période de quatre trimestres visée au § 1^{er}, sera divisé par deux.

§ 3. En cas de transfert conventionnel d'entreprise au sens de l'article 21, § 10, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et des articles 69 et 70 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, le calcul s'effectue sur base de la partie de la période de quatre trimestres fixée au § 1^{er} se situant après le transfert et en divisant par le nombre de jours civils se situant dans cette même partie le total des jours civils visés au § 1^{er} qui se situent dans cette même partie.

Art. 8. Si une entreprise compte en tant qu'entité juridique plusieurs unités techniques d'exploitation et qu'une de celles-ci ne satisfait pas à la norme de cinquante travailleurs pour les comités et de cent travailleurs pour les conseils, il faut :

1° soit joindre cette unité technique d'exploitation à d'autres unités techniques de la même entité juridique n'atteignant pas non plus la norme de cinquante travailleurs pour les comités ou de cent travailleurs pour les conseils;

2° soit joindre cette unité technique d'exploitation à une unité technique de la même entité juridique atteignant la norme de cinquante travailleurs pour les comités ou de cent travailleurs pour les conseils.

Dans le secteur des mines, minières et carrières souterraines, la norme de 50 travailleurs pour l'institution d'un comité est réduite à 20 travailleurs.

La procédure à suivre pour opérer ces regroupements est celle prévue aux articles 10 à 12.

Art. 9. Les élections pour la désignation des délégués du personnel des conseils d'entreprise et des comités pour la prévention et la protection au travail auront lieu pendant la période qui débute le 5 mai 2008 et qui se termine le 18 mai 2008.

CHAPITRE II. — Opérations préliminaires à la procédure électorale

Art. 10. Au plus tard le soixantième jour précédant celui de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, l'employeur informe par écrit le conseil et le comité, ou, à défaut, la délégation syndicale :

1° sur la nature, les domaines et le degré d'autonomie et de dépendance du siège vis-à-vis de l'entité juridique; lorsqu'un organe a déjà été institué, l'information ne porte que sur les modifications intervenues dans la structure de l'entreprise et sur les nouveaux critères d'autonomie et de dépendance du siège vis-à-vis de l'entité juridique;

2° du nombre de membres du personnel par catégorie (ouvriers, employés, y compris les cadres et le personnel de direction, jeunes travailleurs), compte tenu du nombre de membres du personnel occupés dans l'entreprise à ce moment;

3° des fonctions du personnel de direction en précisant leur dénomination et leur contenu et, à titre indicatif, de la liste des personnes qui exercent ces fonctions;

4° des fonctions des cadres et à titre indicatif, de la liste des personnes qui exercent ces fonctions; ne peuvent être repris dans cette liste que des employés déclarés comme tels dans les déclarations transmises à l'Office national de Sécurité sociale; cette information n'est donnée qu'au conseil, ou à son défaut, à la délégation syndicale.

§ 2. Wanneer het werkelijke uurrooster van een werknemer niet de drie vierden bereikt van het uurrooster dat het zijne zou zijn geweest indien hij voltijds tewerkgesteld was, wordt het in § 1 bedoelde totaal aantal kalenderdagen tijdens de in § 1 bedoelde periode van de vier trimesters, gedeeld door twee.

§ 3. In geval van overgang van een onderneming krachtens overeenkomst in de zin van artikel 21, § 10, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven en van de artikelen 69 en 70 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, wordt de berekening uitgevoerd op basis van het gedeelte van de in § 1 vastgestelde periode van de vier trimesters dat gesitueerd is na de overgang en door het totaal der in § 1 bedoelde kalenderdagen die gesitueerd zijn tijdens hetzelfde gedeelte, te delen door het aantal kalenderdagen die gesitueerd zijn tijdens hetzelfde gedeelte.

Art. 8. Indien een onderneming als juridische entiteit verscheidene technische bedrijfseenheden omvat en één van deze niet aan de norm voldoet van vijftig werknemers voor de comités en honderd werknemers voor de raden moet :

1° ofwel deze technische bedrijfseenheid gevoegd worden bij andere technische eenheden van dezelfde juridische entiteit die evenmin de norm van vijftig werknemers voor de comités of honderd werknemers voor de raden bereiken;

2° ofwel deze technische bedrijfseenheid gevoegd worden bij een technische eenheid van dezelfde juridische entiteit die de norm van vijftig werknemers voor de comités of honderd werknemers voor de raden bereikt.

In de sector van de mijnen, de graverijen en de ondergrondse groeven, wordt de norm van 50 werknemers voor de oprichting van een comité teruggebracht tot 20 werknemers.

De te volgen procedure om deze groeperingen te verwezenlijken is deze voorgeschreven bij de artikelen 10 tot 12.

Art. 9. De verkiezingen voor de aanwijzing van de afgevaardigden van het personeel bij de ondernemingsraden en bij de comités voor preventie en bescherming op het werk zullen plaatshebben gedurende een periode die aanvangt op 5 mei 2008 en eindigt op 18 mei 2008.

HOOFDSTUK II Handelingen die de verkiezingsprocedure voorafgaan

Art. 10. Uiterlijk op de zestigste dag die de aanplakking voorafgaat van het bericht waarin de datum van de verkiezingen wordt aangekondigd, informeert de werkgever schriftelijk de raad en het comité, of bij ontstentenis ervan, de vakbondsafvaardiging :

1° over de aard, de gebieden en de graad van zelfstandigheid of afhankelijkheid van de zetel ten opzichte van de juridische entiteit; wanneer reeds een orgaan werd opgericht, heeft de informatie enkel betrekking op de wijzigingen die zich in de structuur van de onderneming hebben voorgedaan en op de nieuwe criteria van zelfstandigheid of afhankelijkheid van de zetel ten opzichte van de juridische entiteit;

2° over het aantal personeelsleden per categorie (arbeiders, bedienden met inbegrip van de kaderleden, en het leidinggevend personeel, jeugdige werknemers), rekening houdend met het aantal personeelsleden dat op dat ogenblik in de onderneming wordt tewerkgesteld;

3° over de functies van het leidinggevend personeel door hun benaming en hun inhoud te verduidelijken, alsmede, bij wijze van aanduiding, over de lijst van de personen die deze functies uitoefenen;

4° over de functies van de kaderleden, alsmede, bij wijze van aanduiding, over de lijst van de personen die deze functies uitoefenen; in deze lijst mogen slechts bedienden opgenomen worden die zo aangegeven zijn in de aangifte overgemaakt aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid; deze informatie wordt enkel aan de raad gegeven, of bij ontstentenis ervan, aan de vakbondsafvaardiging;

5° sur la date d'affichage de l'avis annonçant la date des élections et sur la date qu'il envisage pour les élections.

Les dispositions du 4° ne sont pas applicables dans les entreprises qui comptent moins de cent travailleurs au sens de l'article 7. Elles ne s'appliquent pas non plus aux entreprises qui comptent moins de trente employés au jour où l'information est donnée.

Dans tous les cas, même en l'absence de conseil ou de comité ou, à défaut, de délégation syndicale, ces informations sont consignées sur un document conforme au modèle repris en annexe de la présente loi. Une copie de ce document dûment complété est affichée à l'endroit visé à l'article 14, alinéa 1^{er}. Cet affichage peut être remplacé par une mise à la disposition électronique du document, pour autant que tous les travailleurs y aient accès pendant leurs heures normales de travail. Une copie de ce même document est envoyée soit à une adresse électronique prévue à cet effet au Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale ou directement aux sièges des organisations définies à l'article 4, 6°, a. et des organisations définies à l'article 4, 5°, dans ce dernier cas, seulement si la procédure entamée vise à l'institution d'un conseil.

Art. 11. Entre le soixantième et le trente-cinquième jour précédant celui de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, l'employeur consulte :

1° le conseil, le comité, ou, à défaut, la délégation syndicale sur :

a) le nombre d'unités techniques d'exploitation ou d'entités juridiques pour lesquelles des organes doivent être institués ainsi que sur leur description;

b) la division de l'entité juridique en unités techniques d'exploitation avec leur description et leurs limites ou le regroupement de plusieurs entités juridiques en unités techniques d'exploitation avec leur description et leurs limites;

2° le conseil, le comité, ou, à défaut, la délégation syndicale sur les fonctions du personnel de direction, ainsi que sur la liste qui a été, à titre indicatif, fournie par l'employeur;

3° le conseil ou, à défaut, la délégation syndicale, sur les fonctions de cadres ainsi que sur la liste qui a été, à titre indicatif, fournie par l'employeur.

Les dispositions du 3° ne sont pas applicables dans les entreprises qui comptent moins de cent travailleurs au sens de l'article 7. Elles ne s'appliquent pas non plus aux entreprises qui comptent moins de trente employés au jour où l'information a été donnée en application de l'article 10.

Art. 12. Au plus tard le trente-cinquième jour précédant celui de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, l'employeur communique par écrit au conseil et au comité ou, à défaut, à la délégation syndicale, ses décisions :

1° concernant les fonctions du personnel de direction, ainsi, qu'à titre indicatif, la liste des personnes qui exercent ces fonctions;

2° concernant :

a) le nombre d'unités techniques d'exploitation ou d'entités juridiques pour lesquelles des organes doivent être institués, avec leur description;

b) la division de l'entité juridique en unités techniques d'exploitation avec leur description et leurs limites ou le regroupement de plusieurs entités juridiques en unités techniques d'exploitation avec leur description et leurs limites;

3° concernant les fonctions de cadres ainsi, qu'à titre indicatif, la liste des personnes qui exercent ces fonctions; ne peuvent être repris dans cette liste que des employés déclarés comme tels dans les déclarations transmises à l'Office national de Sécurité sociale.

5° over de datum van aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt en over datum die hij beoogt voor de verkiezingen.

De bepalingen van het 4° zijn niet van toepassing in de ondernemingen die minder dan honderd werknemers tellen in de zin van artikel 7. Ze zijn ook niet van toepassing in de ondernemingen die op de dag dat de informatie wordt gegeven minder dan dertig bedienden tellen.

In alle gevallen, zelfs wanneer er geen raad of comité is, of bij ontstentenis daarvan, geen vakbondsafvaardiging, worden deze inlichtingen meegedeeld op een document overeenkomstig het model dat als bijlage gaat bij deze wet. Een afschrift van dit, naar behoren ingevuld, document wordt aangeplakt op de plaats bepaald in artikel 14, eerste lid. Deze aanplakking mag vervangen worden door het ter beschikking stellen van een elektronisch document, voor zover alle werknemers hiertoe tijdens hun normale werkuren toegang hebben. Een afschrift van datzelfde document wordt ofwel verstuurd naar een daartoe bestemd elektronisch adres van de Federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal overleg, ofwel onmiddellijk naar de zetel van de in artikel 4, 6°, a bepaalde organisaties en de in artikel 4, 5° bepaalde organisaties; in dit laatste geval enkel wanneer de ingezette procedure gericht is op de oprichting van een raad.

Art. 11. Tussen de zestigste en de vijfendertigste dag die de aanplakking voorafgaat van het bericht waarin de datum van de verkiezingen wordt aangekondigd, raadpleegt de werkgever :

1° de raad, het comité, of bij ontstentenis ervan de vakbondsafvaardiging :

a) over het aantal technische bedrijfseenheden of juridische eenheden waarvoor organen moeten worden opgericht, alsmede over hun beschrijving;

b) over de indeling van de juridische entiteit in technische bedrijfseenheden met hun beschrijving en grenzen of over de samenvoeging van meerdere juridische entiteiten in technische bedrijfseenheden met hun beschrijving en grenzen;

2° de raad, het comité, of bij ontstentenis ervan de vakbondsafvaardiging, over de functies van het leidinggevend personeel, alsmede over de lijst die bij wijze van aanduiding door de werkgever werd gegeven;

3° de raad, of bij ontstentenis ervan de vakbondsafvaardiging, over de functies van de kaderleden alsmede over de lijst die, bij wijze van aanduiding, door de werkgever werd gegeven.

De bepalingen van het 3° zijn niet van toepassing in de ondernemingen die minder dan honderd werknemers tellen in de zin van artikel 7. Zij zijn ook niet van toepassing in de ondernemingen die op de dag dat de in toepassing van artikel 10 bedoelde informatie wordt gegeven minder dan dertig bedienden tellen.

Art. 12. Uiterlijk op de vijfendertigste dag die de aanplakking voorafgaat van het bericht waarin de datum van de verkiezingen wordt aangekondigd worden de raad en het comité of, bij ontstentenis ervan, de vakbondsafvaardiging, door de werkgever schriftelijk in kennis gesteld van zijn beslissingen :

1° betreffende de functies van het leidinggevend personeel alsmede bij wijze van aanduiding de lijst van de personen die deze functies uitoefenen;

2° betreffende :

a) het aantal technische bedrijfseenheden of juridische entiteiten waarvoor organen moeten worden opgericht, met hun beschrijving;

b) de indeling van de juridische entiteit in technische bedrijfseenheden met hun beschrijving en grenzen of de samenvoeging van meerdere juridische entiteiten in technische bedrijfseenheden met hun beschrijving en grenzen;

3° betreffende de functies van de kaderleden evenals, bij wijze van aanduiding, de lijst van personen, die deze functies uitoefenen; in deze lijst mogen slechts bedienden opgenomen worden die zo aangegeven zijn in de aangifte overgemaakt aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Les dispositions du 3° ne sont pas applicables dans les entreprises qui comptent moins de cent travailleurs au sens de l'article 7. Elles ne s'appliquent pas non plus aux entreprises qui comptent moins de trente employés au jour où l'information a été donnée en application de l'article 10.

Dans tous les cas, même en l'absence de conseil ou de comité ou, à défaut de délégation syndicale, ces informations sont consignées sur un document conforme au modèle repris en annexe de la présente loi. Une copie de ce document dûment complété est affichée à l'endroit visé à l'article 14, alinéa 1^{er} de la présente loi. Cet affichage peut être remplacé par une mise à la disposition électronique du document, pour autant que tous les travailleurs y aient accès pendant leurs heures normales de travail. Une copie de ce même document est envoyée soit à une adresse électronique prévue à cet effet au Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale ou directement aux sièges des organisations définies à l'article 4, 6°, a et des organisations définies à l'article 4, 5°, dans ce dernier cas seulement, si la procédure entamée vise à l'institution d'un conseil.

Le recours contre les décisions de l'employeur mentionnées dans l'affichage visé à l'alinéa 1^{er} est régi par l'article 3 de la loi du 4 décembre 2007 réglant les recours judiciaires introduits dans le cadre de la procédure relative aux élections sociales de l'année 2008.

CHAPITRE III. — Procédure électorale

Section I^{re}. — Avant les opérations de vote

Sous-section I^{re}. — Généralités

Art. 13. § 1^{er}. Les opérations électorales peuvent être suspendues à partir du jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections prévu à l'article 14, à l'initiative d'une organisation représentative des travailleurs qui a présenté des candidats si, pendant la période qui sépare le jour d'affichage de l'avis annonçant la date des élections du jour des élections, la majorité des travailleurs de la catégorie d'ouvriers ou d'employés intéressée est impliquée dans une grève ou si vingt-cinq pour cent des travailleurs de la catégorie d'ouvriers ou d'employés intéressée est en chômage temporaire.

L'employeur et les organisations représentatives des travailleurs qui ont présenté des candidats peuvent néanmoins décider de continuer ces opérations. A défaut d'un tel accord, ils indiquent la date à laquelle les opérations électorales sont suspendues; l'inspecteur social-chef de district de la Direction générale Contrôle des lois sociales en est informé.

S'ils omettent de le faire, la suspension prend cours au moment où les conditions fixées à l'alinéa 1^{er} sont remplies. La suspension prend fin le jour où les conditions fixées à l'alinéa 1^{er} ne sont plus remplies.

§ 2. Lorsque des dates de la procédure électorale coïncident avec un dimanche ou un jour habituel d'inactivité dans l'entreprise, l'opération doit être effectuée au plus tard la veille de ce dimanche ou de ce jour habituel d'inactivité.

Art. 14. Le conseil ou le comité ou, à son défaut l'employeur, fait connaître aux travailleurs nonante jours avant le jour de l'élection, par affichage d'un avis dans les diverses sections et divisions de l'entreprise :

1° la date et l'horaire des élections; en cas de désaccord au sein du conseil ou du comité, cette date et cet horaire sont fixés par l'inspecteur social-chef de district de la Direction générale Contrôle des lois sociales du ressort;

2° l'adresse et la dénomination de l'unité ou des unités techniques d'exploitation pour lesquelles des conseils ou des comités doivent être institués;

3° le nombre de mandats par conseil ou comité et par catégorie;

4° les listes électorales provisoires ou les endroits où elles peuvent être consultées. Ces listes reprennent les travailleurs occupés dans l'entreprise qui satisferont aux conditions d'électorat au jour de l'élection;

5° la liste des membres du personnel de direction avec mention de la dénomination et du contenu des fonctions, ou les endroits où elle peut être consultée;

6° la liste des cadres, ou les endroits où elle peut être consultée, dans les entreprises qui occupent au moins cent travailleurs au sens de l'article 7; les travailleurs qui exercent une des fonctions de cadre et qui figurent sur la liste électorale des jeunes travailleurs ne sont pas repris dans la liste des cadres; ne peuvent être repris dans cette liste que des

De bepalingen van 3° zijn niet van toepassing in de ondernemingen die minder dan honderd werknemers tellen in de zin van artikel 7. Ze zijn ook niet van toepassing in de ondernemingen die op de dag dat de in toepassing van artikel 10 bedoelde informatie wordt gegeven minder dan dertig bedienden tellen.

In alle gevallen, zelfs wanneer er geen raad of comité is, of bij ontstentenis daarvan, geen vakbondsafvaardiging, worden deze inlichtingen meegedeeld op een document overeenkomstig het model dat als bijlage gaat bij deze wet. Een afschrift van dit, naar behoren ingevuld, document wordt aangeplakt op de plaats bepaald in artikel 14, eerste lid van deze wet. Deze aanplakking mag vervangen worden door het ter beschikking stellen van een elektronisch document, voor zover alle werknemers hiertoe tijdens hun normale werkuren toegang hebben. Een afschrift van datzelfde document wordt ofwel verstuurd naar een daartoe bestemd elektronisch adres van de Federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal overleg, ofwel onmiddellijk naar de zetel van de in artikel 4, 6°, a bepaalde organisaties en de in artikel 4, 5° bepaalde organisaties; in dit laatste geval enkel wanneer de ingezette procedure gericht is op de oprichting van een raad.

Het beroep tegen de beslissingen van de werkgever vermeld in de aanplakking bedoeld in het eerste lid, wordt geregeld door artikel 3 van de wet van 4 december 2007 tot regeling van de gerechtelijke beroepen ingesteld in het kader van de procedure aangaande de sociale verkiezingen van het jaar 2008.

HOOFDSTUK III. — Verkiezingsprocedure

Afdeling I. — Voor de stemverrichtingen

Onderafdeling 1. — Algemeenheden

Art. 13. § 1. Indien gedurende de periode van de dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt en de dag van de verkiezingen de meerderheid van de werknemers van de betrokken categorie arbeiders of bedienden bij een staking betrokken is of indien vijftig procent van de betrokken categorie arbeiders of bedienden tijdelijk werkloos is, kunnen de kiesverrichtingen op verzoek van een representatieve organisatie die kandidaten heeft voorgedragen worden geschorst vanaf de dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt bedoeld in artikel 14.

De werkgever en de representatieve werknemersorganisaties die kandidaten hebben voorgedragen, kunnen nochtans beslissen deze verrichtingen voort te zetten. Bij ontstentenis van dergelijk akkoord stellen zij de datum vast waarop de kiesverrichtingen worden geschorst; de sociaal inspecteur-districtshoofd van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten wordt hierover ingelicht.

Indien zij nalaten dit te doen, neemt de schorsing een aanvang op het ogenblik dat de voorwaarden, vastgesteld in het eerste lid, vervuld zijn. De schorsing neemt een einde op de dag waarop de voorwaarden vastgesteld in het eerste lid, niet meer vervuld zijn.

§ 2. Indien de data van de verkiezingsprocedure samenvallen met een zondag of een gewone inactiviteitsdag in de onderneming, moet de verrichting ten laatste aan de vooravond van die zondag of die gewone inactiviteitsdag uitgevoerd zijn.

Art. 14. Door aanplakking van een bericht negentig dagen voor de dag van de verkiezingen in de verschillende secties en afdelingen van de onderneming, stelt de raad of het comité, of bij ontstentenis ervan de werkgever, de werknemers in kennis van :

1° de datum en de uurregeling van de verkiezingen; ingeval hieromtrent geen akkoord is bereikt in de raad of het comité, stelt de sociaal inspecteur-districtshoofd van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van het rechtsgebied deze datum en deze uurregeling vast;

2° het adres en de benaming van de technische bedrijfseenheid of -eenheden waarvoor raden of comités moeten worden opgericht;

3° het aantal mandaten per raad of comité en per categorie;

4° de voorlopige kiezerslijsten of de plaatsen waar zij kunnen worden geraadpleegd. Deze lijsten hernemen de werknemers tewerkgesteld in de onderneming die op de dag van de verkiezingen zullen voldoen aan de kiesvoorwaarden;

5° de lijst van de leden van het leidinggevend personeel met vermelding van de benaming en de inhoud van de functies, of de plaatsen waar zij kan worden geraadpleegd;

6° de lijst van de kaderleden of de plaatsen waar zij kan worden geraadpleegd, in de ondernemingen die ten minste honderd werknemers tewerkstellen in de zin van artikel 7; de werknemers die één van de kaderfuncties uitoefenen en die op de kieslijst van de jeugdige werknemers voorkomen, worden niet opgenomen in de lijst van de

employés déclarés comme tels dans les déclarations transmises à l'Office national de Sécurité sociale;

7° les dates qui résultent de la procédure électorale;

8° la personne ou le service chargé par l'employeur d'envoyer ou de distribuer les convocations électorales.

Cet avis doit être daté. La date mentionnée sur l'avis vaut date d'affichage de l'avis annonçant la date des élections pour l'application des dispositions de la présente loi. Elle ne peut être antérieure à la date réelle de l'affichage.

L'affichage de l'avis annonçant la date des élections peut être remplacé par une mise à la disposition électronique du document, pour autant que tous les travailleurs y aient accès pendant leurs heures normales de travail.

Cet avis doit être conforme au modèle repris en annexe de la présente loi. A défaut de conseil et de comité, une copie de cet avis est transmise à la délégation syndicale. Une copie de cet avis est envoyée soit à une adresse électronique prévue à cet effet au service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale ou directement aux sièges des organisations définies à l'article 4, 6°, a et des organisations définies à l'article 4, 5°, dans ce dernier cas, seulement si la procédure entamée vise à l'institution d'un conseil. Les listes des membres du personnel de direction et des travailleurs qui exercent une fonction de cadre sont jointes à ces envois. Les listes électorales ne sont jointes qu'à défaut de conseil ou de comité.

Les travailleurs peuvent consulter, auprès de leurs représentants, les documents contenant les divers avis que l'employeur est tenu de leur remettre et doit afficher dans l'entreprise durant la procédure électorale.

Art. 15. La date des élections doit se situer le nonantième jour après la date de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections.

Si cet avis mentionne pour les élections une date ne tombant pas le nonantième jour après la date de son affichage, il reste valable, mais la date des élections doit être mise en concordance avec les prescriptions du présent article et celles de l'article 14 de la présente loi.

Sous-section 2. — Conditions d'électorat

Art. 16. Participent à l'élection des délégués du personnel au conseil ou au comité, tous les travailleurs de l'entreprise, y compris les travailleurs étrangers ou apatrides, engagés dans les liens d'un contrat de travail ou d'apprentissage, à l'exception des travailleurs faisant partie du personnel de direction qui, à la date des élections, sont occupés depuis trois mois au moins dans l'entité juridique ou dans l'unité technique d'exploitation composée de plusieurs entités juridiques; en cas de transfert conventionnel d'entreprise ou de division de celle-ci, il est tenu compte de l'ancienneté acquise avant le transfert pour l'application de la présente condition d'électorat.

Entrent en compte pour le calcul de l'ancienneté, les périodes pendant lesquelles le chercheur engagé par le Fonds national de la recherche scientifique ou par le Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek-Vlaanderen ainsi que par les Fonds associés, a exercé son mandat de recherche dans l'établissement, ainsi que les périodes pendant lesquelles un travailleur a été placé en formation professionnelle dans l'entreprise par les organismes des Communautés compétents pour la formation professionnelle.

Les causes de suspension de l'exécution du contrat n'ont pas d'incidence sur les conditions d'ancienneté.

Art. 17. A défaut de preuve écrite, la preuve des conditions d'électorat prévue à l'article 16 peut être faite par toutes voies de droit.

Sous-section 3. — Confection des listes électorales

Art. 18. Les électeurs sont inscrits sur des listes électorales distinctes, selon qu'ils sont à considérer comme ouvriers ou comme employés en fonction des déclarations transmises à l'Office national de Sécurité sociale.

Si l'entreprise occupe au moins quinze cadres, les employés et les cadres sont, pour l'élection du conseil, inscrits sur des listes électorales distinctes.

kaderleden; in deze lijst mogen slechts bedienden opgenomen worden die zo aangegeven zijn in de aangifte overgemaakt aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

7° de data die uit de verkiezingsprocedure voortvloeien;

8° de persoon of de dienst belast door de werkgever met het versturen of het ronddelen van de oproepingsbrieven voor de verkiezing.

Dit bericht moet gedagtekend worden. Voor de toepassing van de bepalingen van deze wet moet de datum vermeld op het bericht de datum zijn van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt. Hij kan niet vroeger zijn dan de werkelijke datum van de aanplakking.

De aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, kan vervangen worden door het ter beschikking stellen van een elektronisch document, voor zover alle werknemers hiertoe toegang hebben tijdens hun normale werkuren.

Dit bericht moet overeenstemmen met het model dat als bijlage gaat bij deze wet. Bij ontstentenis van een raad of een comité wordt een afschrift van dit bericht overgemaakt aan de vakbondsafvaardiging. Een afschrift van dit bericht wordt ofwel verstuurd naar een daartoe bestemd elektronisch adres van de Federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal overleg, ofwel onmiddellijk naar de zetel van de in artikel 4, 6°, a bepaalde organisaties en de in artikel 4, 5° bepaalde organisaties; in dit laatste geval enkel wanneer de ingezette procedure gericht is op de oprichting van een raad. De lijsten van het leidinggevend personeel en van de werknemers die een kaderfunctie uitoefenen worden bij deze verzendingen gevoegd. De kiezerslijsten worden enkel bijgevoegd bij ontstentenis van een raad of een comité.

De werknemers kunnen bij hun vertegenwoordigers de documenten raadplegen met de verschillende berichten die de werkgever hen moet bezorgen en tijdens de verkiezingsprocedure in de onderneming moet aanplakken.

Art. 15. De datum van de verkiezingen moet vallen op de negentigste dag na de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt.

Indien in dit bericht een datum wordt vermeld voor de verkiezingen die niet de negentigste dag na de aanplakking valt, blijft het bericht geldig, maar moet de datum van de verkiezingen met de voorschriften van dit artikel en met de voorschriften van artikel 14 van deze wet in overeenstemming worden gebracht.

Onderafdeling 2. — Kiesvoorwaarden

Art. 16. Aan de verkiezingen van de personeelsafgevaardigden in de raad of het comité wordt deelgenomen door alle werknemers van de onderneming, met inbegrip van de buitenlandse werknemers en staatlozen, die verbonden zijn door een arbeids- of een leerovereenkomst, met uitzondering van de werknemers die deel uitmaken van het leidinggevend personeel, die op de datum van de verkiezingen sedert ten minste drie maanden tewerkgesteld zijn in de juridische entiteit of in de technische bedrijfseenheid gevormd door meerdere juridische entiteiten; voor de toepassing van deze kiesvoorwaarde wordt bij overgang krachtens overeenkomst van een onderneming of bij verdeling ervan, rekening gehouden met de anciënniteit verworven vóór de overgang.

Voor de berekening van de anciënniteit wordt er rekening gehouden met de periodes gedurende welke de onderzoeker van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek-Vlaanderen of van het Fonds national de la recherche scientifique of van de geassocieerde Fondsen, zijn onderzoeksopdracht heeft uitgeoefend in de instelling, evenals met de periodes gedurende welke een werknemer voor een beroepsopleiding in de onderneming geplaatst is door de gemeenschapsinstellingen bevoegd voor de beroepsopleiding.

De oorzaken van schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst zijn zonder invloed op de anciënniteitsvoorwaarden.

Art. 17. Bij ontstentenis van een schriftelijk bewijs kan het bewijs van de in artikel 16 gestelde kiesvoorwaarden met alle rechtsmiddelen worden geleverd.

Onderafdeling 3. — Opstelling van de kiezerslijsten

Art. 18. De kiezers worden op afzonderlijke lijsten ingeschreven naargelang zij in functie van de aangifte overgemaakt aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid als arbeider of als bediende moeten worden beschouwd.

Indien de onderneming ten minste vijftien kaderleden tewerkstelt, worden, voor de verkiezing van de raad, de bedienden en de kaderleden op afzonderlijke kiezerslijsten ingeschreven.

Si l'entreprise compte au moins 25 travailleurs qui seront considérés comme jeunes travailleurs au jour de l'élection, ces jeunes travailleurs sont également inscrits sur une liste électorale distincte.

Art. 19. La qualité d'électeur est constatée par l'inscription sur les listes électorales.

Art. 20. Les listes électorales sont dressées dans l'ordre alphabétique des noms des électeurs, par le conseil ou le comité, ou par l'employeur lorsqu'un conseil ou un comité n'a pas encore été institué.

Elles mentionnent le nom, prénoms, et date de naissance de chaque électeur, la date de son entrée en service dans l'entreprise ainsi que le lieu où il travaille dans l'entreprise.

Art. 21. A la date de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, les listes électorales provisoirement arrêtées sont déposées et mises à la disposition des travailleurs en un endroit de l'entreprise qui leur est accessible.

Art. 22. Toute réclamation à laquelle les listes électorales provisoires pourraient donner lieu se fera conformément aux dispositions de l'article 30.

Sous-section 4. — Composition du conseil ou du comité

Art. 23. La délégation du personnel au sein du conseil et du comité est composée de :

4 membres effectifs, si l'entreprise compte moins de 101 travailleurs;

6 membres effectifs, si l'entreprise compte de 101 à 500 travailleurs;

8 membres effectifs, si l'entreprise compte de 501 à 1 000 travailleurs;

10 membres effectifs, si l'entreprise compte de 1 001 à 2 000 travailleurs;

12 membres effectifs, si l'entreprise compte de 2 001 à 3 000 travailleurs;

14 membres effectifs, si l'entreprise compte de 3 001 à 4 000 travailleurs;

16 membres effectifs, si l'entreprise compte de 4 001 à 5 000 travailleurs;

18 membres effectifs, si l'entreprise compte de 5 001 à 6 000 travailleurs;

20 membres effectifs, si l'entreprise compte de 6 001 à 8 000 travailleurs;

22 membres effectifs, si l'entreprise compte plus de 8 000 travailleurs,

à la date de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections.

Dans les entreprises du secteur des mines, minières et carrières souterraines, la délégation du personnel au sein du comité est composée de 2 membres effectifs, si l'entreprise compte moins de 50 travailleurs.

Les membres du personnel de direction sont ajoutés au nombre de travailleurs pour déterminer le nombre de membres effectifs de la délégation du personnel.

La délégation du personnel du conseil est augmentée, en cas de représentation séparée des cadres au sein du conseil d'une unité si l'entreprise occupe moins de cent cadres et de deux unités si l'entreprise occupe cent cadres et plus. Les membres du personnel de direction sont ajoutés au nombre de cadres.

La délégation comporte en outre des membres suppléants en nombre égal à celui des membres effectifs.

Toutefois, le nombre de membres de la délégation du personnel prévu dans le présent article peut être augmenté à la suite d'un accord unanime intervenu entre l'employeur et les organisations représentatives des travailleurs sans pouvoir excéder le nombre de vingt-cinq membres.

L'accord doit être réalisé au plus tard le jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections. Cet accord doit répartir les mandats supplémentaires entre les différentes catégories de travailleurs.

Art. 24. § 1^{er}. Lorsque l'entreprise compte moins de vingt-cinq jeunes travailleurs, le nombre de mandats attribués aux délégués du personnel est réparti proportionnellement aux effectifs des catégories « ouvriers », « employés » et le cas échéant « cadres ». Il est calculé de la

Indien de onderneming ten minste 25 werknemers telt die op de dag van de verkiezingen als jeugdige werknemers beschouwd worden, worden deze jeugdige werknemers eveneens op een afzonderlijke kiezerslijst ingeschreven.

Art. 19. De hoedanigheid van kiezer wordt vastgesteld door de inschrijving op de kiezerslijsten.

Art. 20. De kiezerslijsten worden in alfabetische volgorde van de namen van de kiezers opgemaakt door de raad of het comité of, wanneer nog geen raad of comité is opgericht, door de werkgever.

Zij vermelden de naam, voornamen, en geboortedatum van iedere kiezer, de datum van zijn indiensttreding in de onderneming alsook de plaats waar hij in de onderneming werkt.

Art. 21. Op de datum van aanplakking van het bericht dat de dag van de verkiezingen aankondigt, worden de voorlopig opgemaakte kiezerslijsten ingediend en ter beschikking van de werknemers gesteld op een voor hen toegankelijke plaats in de onderneming.

Art. 22. Elke klacht waartoe de voorlopige kiezerslijsten aanleiding kunnen geven, moet overeenkomstig de bepalingen van artikel 30 worden ingediend.

Onderafdeling 4. — Samenstelling van de raad of van het comité

Art. 23. De personeelsafvaardiging in de raad en in het comité is samengesteld uit :

4 gewone leden voor een onderneming met minder dan 101 werknemers;

6 gewone leden voor een onderneming met 101 tot 500 werknemers;

8 gewone leden voor een onderneming met 501 tot 1 000 werknemers;

10 gewone leden voor een onderneming met 1 001 tot 2 000 werknemers;

12 gewone leden voor een onderneming met 2 001 tot 3 000 werknemers;

14 gewone leden voor een onderneming van 3 001 tot 4 000 werknemers;

16 gewone leden voor een onderneming met 4 001 tot 5 000 werknemers;

18 gewone leden voor een onderneming met 5 001 tot 6 000 werknemers;

20 gewone leden voor een onderneming met 6 001 tot 8 000 werknemers;

22 gewone leden voor een onderneming met meer dan 8 000 werknemers,

op de datum van aanplakking van het bericht waarbij de datum der verkiezingen wordt aangekondigd.

In de ondernemingen van de sector van de mijnen, de graverijen en de ondergrondse groeven, is de personeelsafvaardiging in het comité samengesteld uit 2 gewone leden voor een onderneming met minder dan 50 werknemers.

De leden van het leidinggevend personeel moeten bij het aantal werknemers worden gevoegd om het aantal gewone leden van de personeelsafvaardiging vast te stellen.

De personeelsafvaardiging van de raad wordt in geval van een afzonderlijke vertegenwoordiging van kaderleden in de raad, met één eenheid verhoogd indien de onderneming minder dan honderd kaderleden tewerkstelt en met twee eenheden indien de onderneming honderd kaderleden of meer tewerkstelt. De leden van het leidinggevend personeel worden gevoegd bij het aantal kaderleden.

De afvaardiging bestaat bovendien uit plaatsvervangende leden waarvan het aantal gelijk is aan dat van de gewone leden.

Het bij dit artikel bedoelde aantal leden van de personeelsafvaardiging kan evenwel worden verhoogd na een eenparig akkoord gesloten tussen de werkgever en de representatieve werknemersorganisaties met dien verstande dat er niet meer dan vijftigtwintig mogen zijn.

Het akkoord moet uiterlijk worden bereikt de dag van de aanplakking van het bericht waarbij de datum der verkiezingen wordt aangekondigd. Dit akkoord moet de aanvullende mandaten onder de verschillende categorieën van werknemers verdelen.

Art. 24. § 1. Indien de onderneming minder dan vijftigtwintig jeugdige werknemers telt, wordt het aantal mandaten die aan de personeelsafvaardiging worden toegekend, verdeeld in verhouding tot de bezetting van de categorie arbeiders, van de categorie bedienden en

manière fixée aux paragraphes 2 et 3.

§ 2. Pour la répartition des mandats attribués à la délégation du personnel au sein d'un comité ou au sein d'un conseil qui ne connaît pas de représentation séparée des cadres, le résultat de la multiplication du nombre de travailleurs que compte chacune des catégories par le nombre total des membres de la délégation du personnel est divisé par le nombre total des travailleurs que compte l'entreprise.

Si le total des deux quotients ainsi obtenus, compte non tenu des décimales, est inférieur d'une unité au nombre des membres de la délégation du personnel, le mandat restant est attribué à celle des deux catégories qui compte le plus petit nombre de travailleurs, si celle-ci n'est pas encore représentée. Cette règle ne s'applique pas dans les entreprises visées à l'article 23, alinéa 2.

Dans les autres cas, le mandat restant est attribué à la catégorie qui a obtenu la décimale la plus élevée ou à celle qui compte le plus grand nombre de travailleurs si les deux quotients ont la même décimale.

§ 3. Pour la répartition des mandats attribués à la délégation du personnel au sein d'un conseil qui connaît une représentation séparée des cadres, le résultat de la multiplication du nombre de travailleurs que compte chacune des catégories par le nombre total des membres de la délégation du personnel est divisé par le nombre total des travailleurs que compte l'entreprise.

Les mandats sont répartis entre les différentes catégories du personnel en fonction des quotients obtenus en application de l'alinéa 1er sans qu'il soit tenu compte des décimales. Toutefois, si une catégorie n'est pas encore représentée, elle se voit accorder un des mandats restant et si deux catégories ne sont pas encore représentées, elles se voient attribuer chacune un des mandats restant ou, s'il ne reste qu'un mandat, il leur est attribué, augmenté d'un mandat retiré à la catégorie la plus représentée.

Dans les autres cas, le ou les mandats restant sont attribués successivement aux catégories qui ont obtenu les décimales les plus élevées. A égalité de décimales, ils sont attribués successivement aux catégories qui ont obtenu des deuxièmes décimales les plus élevées.

A égalité des deux premières décimales, ils sont attribués successivement aux catégories qui comptent le plus grand nombre de travailleurs.

Art. 25. Lorsque l'entreprise occupe au moins 25 jeunes travailleurs, ces jeunes travailleurs sont représentés :

1° dans les entreprises qui comptent moins de 101 travailleurs, par un délégué si l'entreprise occupe de 25 à 50 jeunes travailleurs, par deux délégués si l'entreprise occupe plus de 50 jeunes travailleurs;

2° dans les entreprises qui comptent de 101 à 500 travailleurs, par un délégué si l'entreprise occupe de 25 à 100 jeunes travailleurs et par deux délégués si l'entreprise occupe plus de 100 jeunes travailleurs;

3° dans les entreprises qui comptent plus de 500 travailleurs, par un délégué si l'entreprise occupe de 25 à 150 jeunes travailleurs, par deux délégués si l'entreprise occupe de 151 à 300 jeunes travailleurs et par trois délégués si l'entreprise occupe plus de 300 jeunes travailleurs.

Art. 26. § 1^{er}. Le nombre de mandats attribués aux délégués du personnel âgés de 25 ans et plus est réparti proportionnellement aux effectifs des catégories des ouvriers, des employés, et le cas échéant, des cadres âgés de 25 ans et plus. Il est calculé de la manière fixée aux paragraphes 2 et 3.

§ 2. Pour la répartition des mandats attribués à la délégation du personnel au sein d'un comité ou au sein d'un conseil qui ne connaît pas de représentation séparée des cadres, le résultat de la multiplication du nombre de travailleurs que compte chacune de ces catégories par le nombre total de membres de la délégation du personnel, diminué du ou des sièges réservés aux représentants des jeunes travailleurs précités, est divisé par le nombre total des travailleurs âgés de 25 ans et plus que compte l'entreprise.

Si le total des deux quotients ainsi obtenus, compte non tenu des décimales, est inférieur d'une unité au nombre total de membres de la délégation du personnel diminué du ou des sièges réservés aux représentants des jeunes travailleurs, le mandat restant est attribué à

in voorkomend geval van de categorie kaderleden. Het wordt berekend op de wijze vastgesteld in de tweede en derde paragraaf.

§ 2. Voor de verdeling van de mandaten die worden toegekend aan de personeelsafvaardiging in een comité of in een raad zonder een afzonderlijke vertegenwoordiging voor kaderleden, wordt het resultaat van de vermenigvuldiging van het aantal werknemers van elke categorie met het totaal aantal leden van de personeelsafvaardiging gedeeld door het aantal werknemers die in de onderneming zijn tewerkgesteld.

Zo het totaal der aldus bekomen twee quotiënten, zonder rekening te houden met de decimalen, een eenheid minder bedraagt dan het totaal aantal leden van de personeelsafvaardiging, wordt het overblijvende mandaat toegekend aan die van beide categorieën welke het kleinste aantal werknemers telt, zo deze nog niet vertegenwoordigd is. Deze regel is niet van toepassing op de in artikel 23, lid 2, bedoelde ondernemingen.

In de andere gevallen wordt het overblijvende mandaat toegekend aan de categorie die de hoogste decimaal heeft verkregen of aan die welke het hoogste aantal werknemers telt, zo beide quotiënten dezelfde decimaal hebben.

§ 3. Voor de verdeling van de mandaten die worden toegekend aan de personeelsafvaardiging in een raad met een afzonderlijke vertegenwoordiging voor kaderleden wordt het resultaat van de vermenigvuldiging van het aantal werknemers van elk van deze categorieën met het totaal aantal leden van de personeelsafvaardiging gedeeld door het totaal aantal werknemers die in de onderneming zijn tewerkgesteld.

De mandaten worden verdeeld onder de verschillende personeelscategorieën in functie van de quotiënten verkregen in toepassing van het eerste lid zonder rekening te houden met de decimalen. Indien een categorie evenwel nog niet vertegenwoordigd is, wordt haar één van de overblijvende mandaten toegekend, en indien twee categorieën nog niet vertegenwoordigd zijn, wordt aan elk van hen één van de overblijvende mandaten toegekend of, indien er slechts één mandaat overblijft, wordt hen dit toegekend, vermeerderd met een mandaat dat onttrokken werd aan de categorie die het meest vertegenwoordigd is.

In de andere gevallen worden het of de overblijvende mandaten toegekend achtereenvolgens aan de categorieën die de hoogste decimalen hebben verkregen. Bij gelijkheid van decimalen worden zij achtereenvolgens toegekend aan de categorieën die de hoogste tweede decimalen hebben verkregen.

Bij gelijkheid van de eerste twee decimalen worden zij achtereenvolgens toegekend aan de categorieën die het hoogste aantal werknemers tellen.

Art. 25. Indien de onderneming ten minste 25 jeugdige werknemers tewerkstelt, worden deze jeugdige werknemers vertegenwoordigd :

1° in de ondernemingen die minder dan 101 werknemers tewerkstellen, door één vertegenwoordiger indien de onderneming 25 tot 50 jeugdige werknemers tewerkstelt en door twee vertegenwoordigers indien de onderneming meer dan 50 jeugdige werknemers tewerkstelt;

2° in de ondernemingen die 101 tot 500 werknemers tewerkstellen, door één vertegenwoordiger indien de onderneming 25 tot 100 jeugdige werknemers tewerkstelt en door twee vertegenwoordigers indien de onderneming meer dan 100 jeugdige werknemers tewerkstelt;

3° in de ondernemingen die meer dan 500 werknemers tewerkstellen, door één vertegenwoordiger indien de onderneming 25 tot 150 jeugdige werknemers tewerkstelt, door twee vertegenwoordigers indien de onderneming 151 tot 300 jeugdige werknemers tewerkstelt en door drie vertegenwoordigers indien de onderneming meer dan 300 jeugdige werknemers tewerkstelt.

Art. 26. § 1. Het aantal mandaten toegekend aan de personeelsafvaardigden van 25 jaar en ouder, wordt verdeeld in verhouding tot de bezetting van de categorie arbeiders, van de categorie bedienden en, in voorkomend geval, van de categorie kaderleden van 25 jaar en ouder. Het wordt berekend op de wijze vastgesteld in de tweede en derde paragrafen.

§ 2. Voor de verdeling van de mandaten die worden toegekend aan de personeelsafvaardiging in een comité of in een raad zonder afzonderlijke vertegenwoordiging voor kaderleden wordt het resultaat van de vermenigvuldiging van het aantal werknemers van elke categorie met het totaal aantal leden van de personeelsafvaardiging, verminderd met de zetel(s) die aan de vertegenwoordigers van voornoemde jeugdige werknemers wordt (worden) toegewezen, gedeeld door het totaal aantal werknemers van 25 jaar en ouder die de onderneming telt.

Indien het totaal der aldus bekomen twee quotiënten zonder rekening te houden met de decimalen, een eenheid minder bedraagt dan het totaal aantal leden van de personeelsafvaardiging, verminderd met de zetel(s) die aan de jeugdige werknemers wordt (worden)

celle des deux catégories qui compte le plus petit nombre de travailleurs, si celle-ci n'est pas encore représentée.

Dans les autres cas, le mandat restant est attribué à la catégorie qui a obtenu la décimale la plus élevée ou à celle qui compte le plus grand nombre de travailleurs si les deux quotients ont la même décimale.

§ 3. Pour la répartition des mandats attribués à la délégation du personnel au sein d'un conseil qui connaît une représentation séparée des cadres, le résultat de la multiplication du nombre de travailleurs que compte chacune de ces catégories par le nombre total de membres de la délégation du personnel, diminué du ou des sièges réservés aux représentants des jeunes travailleurs précités, est divisé par le nombre total des travailleurs âgés de 25 ans et plus que compte l'entreprise.

Les mandats sont répartis entre les différentes catégories du personnel en fonction des quotients obtenus en application de l'alinéa 1er sans qu'il soit tenu compte des décimales. Toutefois, si une catégorie n'est pas encore représentée, elle se voit accorder un des mandats restant et si deux catégories ne sont pas encore représentées, elles se voient attribuer chacune un des mandats restant ou, s'il ne reste qu'un mandat, il leur est attribué, augmenté d'un mandat retiré à la catégorie la plus représentée.

Dans les autres cas, le ou les mandats restant sont attribués successivement aux catégories qui ont obtenu les décimales les plus élevées. A égalité de décimales, ils sont attribués successivement aux catégories qui ont obtenu des deuxièmes décimales les plus élevées. A égalité des deux premières décimales, ils sont attribués successivement aux catégories qui comptent le plus grand nombre de travailleurs.

Art. 27. Les mandats de délégués suppléants sont répartis de la manière prévue aux articles 24 à 26.

Art. 28. Pour la répartition des mandats des délégués du personnel, il faut tenir compte du nombre des membres du personnel des différentes catégories en service dans l'entreprise le jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections. Le personnel de direction est compté dans la catégorie des cadres.

Art. 29. Dans la mesure du possible, les organisations représentatives des travailleurs, les organisations représentatives des cadres et les cadres doivent assurer sur leur(s) liste(s) de candidats, une représentation des travailleurs des différents secteurs de l'entreprise et veiller à ce que les travailleurs et les travailleuses soient représentés sur leur(s) liste(s) de candidats proportionnellement à leur importance respective au sein de chaque catégorie de travailleurs pour lesquels des listes sont déposées.

Sous-section 5. — Dispositions communes aux sous-sections 3 et 4

Art. 30. Dans les sept jours qui suivent l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, les travailleurs ainsi que leurs organisations représentatives peuvent introduire auprès du conseil ou du comité, ou, à son défaut, auprès de l'employeur, une réclamation au sujet :

1° des listes électorales, du chef de non inscription ou d'inscription induite d'électeurs ou du chef d'inexactitudes relatives aux indications prévues à l'article 20;

2° de la fixation du nombre de mandats par organe et par catégorie;

3° de la liste du personnel de direction, dans la mesure où une personne figurant sur cette liste, portée à la connaissance des travailleurs conformément aux dispositions de l'article 14 ne remplit pas les fonctions de direction telles qu'elles ont été déterminées par les dispositions de la présente loi;

4° de la liste des cadres.

Une réclamation peut également être introduite, dans le cadre de la procédure électorale précédant l'élection d'un conseil, par les organisations représentatives des cadres.

Art. 31. Le conseil ou le comité ou, à son défaut l'employeur, statue sur les réclamations introduites au sujet des points mentionnés à l'article 30 dans les sept jours suivant l'échéance du délai de réclamation. Le jour de sa décision, le conseil ou le comité ou, à son défaut l'employeur, procède à l'affichage d'un avis rectificatif en cas de modification. A défaut de conseil ou de comité, cet avis est aussi notifié aux organisations représentatives des travailleurs intéressées et aux

toegewezen, wordt het overblijvende mandaat toegekend aan die van beide categorieën welke het kleinste aantal werknemers telt, zo deze nog niet vertegenwoordigd is.

In de andere gevallen wordt het overblijvende mandaat toegekend aan de categorie die de hoogste decimaal heeft verkregen of aan die welke het hoogste aantal werknemers telt, indien beide quotiënten dezelfde decimaal hebben.

§ 3. Voor de verdeling van de mandaten die worden toegekend aan de personeelsafvaardiging in een raad met een afzonderlijke vertegenwoordiging voor kaderleden, wordt het resultaat van de vermenigvuldiging van het aantal werknemers van elke categorie met het totaal aantal leden van de personeelsafvaardiging, verminderd met de zetel(s) die aan de vertegenwoordigers van voornoemde jeugdige werknemers wordt (worden) toegewezen, gedeeld door het totaal aantal werknemers van 25 jaar en ouder die de onderneming telt.

De mandaten worden verdeeld onder de verschillende personeels-categorieën in functie van de quotiënten verkregen in toepassing van het eerste lid zonder rekening te houden met de decimalen. Indien een categorie evenwel nog niet vertegenwoordigd is, wordt haar één van de overblijvende mandaten toegekend en indien twee categorieën nog niet vertegenwoordigd zijn, wordt aan elk van hen één van de overblijvende mandaten toegekend of, indien er slechts één mandaat overblijft, wordt hen dit toegekend, vermeerderd met een mandaat dat onttrokken werd aan de categorie die het meest vertegenwoordigd is.

In de andere gevallen worden het of de overblijvende mandaten toegekend achtereenvolgens aan de categorieën die de hoogste decimalen hebben verkregen. Bij gelijkheid van decimalen worden zij achtereenvolgens toegekend aan de categorieën die de hoogste tweede decimalen hebben verkregen. Bij gelijkheid van de eerste twee decimalen worden zij achtereenvolgens toegekend aan de categorieën die het hoogste aantal werknemers tellen.

Art. 27. De mandaten van plaatsvervangende afgevaardigden worden overeenkomstig de artikelen 24 tot 26 verdeeld.

Art. 28. Bij de verdeling van de mandaten van de personeelsafgevaardigden moet rekening worden gehouden met het aantal personeelsleden van de verschillende categorieën in dienst in de onderneming op de dag van de aanplakking van het bericht waarbij de datum der verkiezingen wordt aangekondigd. Het leidinggevend personeel is begrepen in de categorie van kaderleden.

Art. 29. De representatieve werknemersorganisaties, de representatieve organisaties van kaderleden en de kaderleden moeten er in de mate van het mogelijke voor zorgen dat werknemers van de verschillende secties van de onderneming op hun kandidatenlijst(en) vertegenwoordigd zijn en moeten erover waken dat de werknemers en de werknemers op hun kandidatenlijst(en) vertegenwoordigd zijn in verhouding tot hun respectievelijk belang in elke categorie van werknemers waarvoor kandidatenlijsten neergelegd worden.

Onderafdeling 5

Aan de onderafdelingen 3 en 4 gemeenschappelijke bepalingen

Art. 30. Binnen zeven dagen na de aanplakking van het bericht waarbij de datum van de verkiezingen wordt aangekondigd, kunnen de werknemers, alsmede hun representatieve organisaties bij de raad of het comité, of bij ontstentenis ervan, bij de werkgever bezwaar indienen tegen :

1° de kiezerslijsten, vanwege het niet inschrijven of de onbehoorlijke inschrijving van kiezers of vanwege onjuistheden aangaande de vermeldingen bepaald in artikel 20;

2° de vaststelling van het aantal mandaten per orgaan en per categorie;

3° de lijst van het leidinggevend personeel, in de mate dat op deze lijst die overeenkomstig de bepalingen van artikel 14 ter kennis van de werknemers is gebracht, een persoon voorkomt die geen leidinggevende functie vervult zoals die door de bepalingen van deze wet is vastgesteld;

4° de lijst van de kaderleden.

In het kader van de verkiezingsprocedure die de verkiezing van een raad voorafgaat, kan eveneens een bezwaar worden ingediend door de representatieve organisaties van kaderleden.

Art. 31. De raad of het comité, of bij ontstentenis ervan, de werkgever, spreekt zich binnen zeven dagen na het verstrijken van de termijn voor het indienen van een bezwaar uit over de ingediende klachten over de punten die in artikel 30 vermeld zijn. Op de dag van zijn beslissing laat de raad of het comité, of bij ontstentenis ervan, de werkgever, in geval van wijziging een bericht van een rechtzetting aanplakken. Bij ontstentenis van een raad of een comité, wordt dit

organisations de cadres intéressées si un conseil doit être institué.

Le recours contre la décision visée à l'alinéa 1^{er} est régi par l'article 4 de la loi du 4 décembre 2007 réglant les recours judiciaires introduits dans le cadre de la procédure relative aux élections sociales de l'année 2008.

Art. 32. La clôture définitive des listes électorales, de la liste du personnel de direction, de la liste du personnel de cadre et la fixation définitive du nombre de mandats par organe et par catégorie, a lieu :

1° à l'échéance du délai de réclamation si aucune réclamation n'a été introduite;

2° à l'échéance du délai de recours contre la décision ou l'absence de décision du conseil ou du comité, régi par l'article 4 de la loi du 4 décembre 2007 réglant les recours judiciaires introduits dans le cadre de la procédure relative aux élections sociales de l'année 2008, si une réclamation a été introduite mais qu'aucun recours n'a été introduit contre la décision ou l'absence de décision du conseil ou du comité.

3° au moment où la juridiction du travail rend son jugement sur un recours, régi par l'article 4 de la loi du 4 décembre 2007 réglant les recours judiciaires introduits dans le cadre de la procédure relative aux élections sociales de l'année 2008, contre la décision ou contre l'absence de décision du conseil ou du comité.

Sous-section 6

Présentation des candidats et confection des bulletins

Art. 33. § 1^{er}. Au plus tard le trente-cinquième jour à dater de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, les organisations représentatives des travailleurs visées à l'article 4, 6°, a) ou leurs mandataires peuvent présenter les listes de candidats à l'employeur.

Dans les entreprises qui occupent au moins quinze cadres, des listes de candidats à l'élection des délégués du personnel représentant les cadres au conseil peuvent être présentées également par :

1° les organisations représentatives des cadres;

2° au moins 10 p.c. des cadres de l'entreprise sans que le nombre de signataires appuyant cette liste puisse être inférieur à cinq si le nombre de cadres est inférieur à cinquante et à dix si le nombre de cadres est inférieur à cent; un cadre ne peut appuyer qu'une liste.

La date de la présentation visée à l'alinéa 1^{er} est déterminée par la date de l'envoi des listes de candidats par la poste ou la date de remise directe des listes à l'employeur.

Les listes ne peuvent comporter plus de candidats qu'il n'y a de mandats effectifs et suppléants à conférer. Les candidats ouvriers, employés, jeunes travailleurs et cadres doivent appartenir respectivement à la catégorie aux suffrages de laquelle ils sont présentés et doivent appartenir à l'unité technique d'exploitation dans laquelle leur candidature est présentée. L'appartenance à une catégorie de travailleurs est déterminée en fonction de la liste électorale sur laquelle est inscrit le travailleur.

Il est interdit de présenter une même candidature sur plus d'une liste de candidats.

§ 2. Les mandataires qui ont déposé des listes de candidats en exécution du § 1^{er} peuvent également être mandatés pour les opérations électorales prévues dans la suite de la présente loi pour agir au nom de l'organisation au nom de laquelle ils ont déposé une liste.

Art. 34. Les organisations représentatives des travailleurs visées à l'article 4, 6°, a) et les organisations représentatives des cadres demandent au ministre fédéral qui a l'emploi dans ses attributions, l'obtention d'un numéro d'ordre commun pour les listes de candidats qu'elles présentent.

La demande doit être remise par trois délégués de chaque organisation au ministre.

Le ministre procède à un premier tirage au sort pour déterminer les numéros d'ordre qui seront attribués aux organisations représentatives des travailleurs qui peuvent présenter des candidats aux élections des délégués du personnel dans les conseils et les comités. Il procède

bericht eveneens medegedeeld aan de betrokken representatieve werknemersorganisaties en de betrokken organisaties van kaderleden indien een raad moet worden opgericht.

Het beroep tegen de beslissing bedoeld in het eerste lid wordt geregeld door artikel 4 van de wet van 4 december 2007 tot regeling van de gerechtelijke beroepen ingesteld in het kader van de procedure aangaande sociale verkiezingen van het jaar 2008.

Art. 32. De kiezerslijsten, de lijst van het leidinggevend personeel, de lijst van het kaderpersoneel en de definitieve vaststelling van het aantal mandaten per orgaan en per categorie worden uiterlijk definitief afgesloten :

1° bij het verstrijken van de termijn voor het indienen van een bezwaar indien geen enkel bezwaar werd ingediend;

2° bij het verstrijken van de termijn om beroep in te stellen, als geregeld door artikel 4 van de wet van 4 december 2007 tot regeling van de gerechtelijke beroepen ingesteld in het kader van de procedure aangaande de sociale verkiezingen van het jaar 2008, tegen de beslissing of bij afwezigheid van beslissing van de raad of het comité, indien een klacht werd ingediend maar geen beroep werd ingesteld tegen de beslissing of bij afwezigheid van beslissing van de raad of het comité.

3° op het ogenblik waarop het arbeidsgerecht uitspraak doet over een beroep, als geregeld door artikel 4 van de wet van 4 december 2007 tot regeling van de gerechtelijke beroepen ingesteld in het kader van de procedure aangaande de sociale verkiezingen van het jaar 2008, tegen de beslissing of bij afwezigheid van beslissing van de raad of het comité.

Onderafdeling 6

Voordracht van de kandidaten en opstelling van de stembiljetten

Art. 33. § 1. Tot uiterlijk vijfendertig dagen na de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, kunnen de representatieve werknemersorganisaties bedoeld in artikel 4, 6°, a), of hun volmachtgevers bij de werkgever kandidatenlijsten indienen.

In de ondernemingen die ten minste vijftien kaderleden tewerkstellen, kunnen kandidatenlijsten tot verkiezing van de personeelsafgevaardigden die in de raad de kaderleden vertegenwoordigen eveneens worden ingediend door :

1° de representatieve organisaties van kaderleden;

2° ten minste 10 pct. van het aantal kaderleden van de onderneming, met dien verstande dat het aantal ondertekenaars ter ondersteuning van deze lijst niet kleiner mag zijn dan vijf indien het aantal kaderleden minder bedraagt dan vijftig, en dan tien indien het aantal kaderleden minder bedraagt dan honderd; een kaderlid kan slechts één lijst ondersteunen.

De datum van de in het eerste lid bedoelde voordracht wordt vastgesteld op de datum van de verzending per post van de kandidatenlijsten of de datum van de onmiddellijke overhandiging van de lijsten aan de werkgever.

Op de lijsten mogen niet meer kandidaten voorkomen dan er gewone en plaatsvervangende mandaten toegekend kunnen worden. De kandidaten-arbeiders, kandidaten-bedienden, kandidaten-jeugdige werknemers en kandidaten-kaderleden moeten onderscheidelijk behoren tot de categorie waarvoor zij ter verkiezing worden voorgedragen en moeten behoren tot de technische bedrijfseenheid waar hun kandidatuur wordt voorgedragen. Het behoren tot een categorie van werknemers wordt vastgesteld in functie van de kiezerslijst waarop de werknemer is ingeschreven.

Er mag geen zelfde kandidaat op meer dan één kandidatenlijst worden voorgedragen.

§ 2. De volmachtgevers die de kandidatenlijsten hebben neergelegd in uitvoering van § 1 kunnen ook voor de kiesverrichtingen, zoals bepaald in het vervolg van deze wet, gemandateerd worden, om te handelen in naam van de organisatie in wiens naam ze een lijst hebben neergelegd.

Art. 34. De representatieve werknemers-organisaties bedoeld in artikel 4, 6°, a), en de representatieve organisaties van kaderleden richten tot de federale minister die de werkgelegenheid onder zijn bevoegdheden heeft, een aanvraag om een volgnummer voor de kandidatenlijsten die zij voordragen, te bekomen.

De aanvraag moet door drie afgevaardigden van elke organisatie aan de minister worden gericht.

De minister stelt bij een eerste loting de volgnummers vast die worden toegekend aan de representatieve werknemersorganisaties die kandidaten voor de verkiezingen van de personeelsafgevaardigden voor de raden en de comités mogen voordragen. Bij een volgende loting

ensuite au tirage au sort pour déterminer les numéros qui seront attribués aux organisations qui ne peuvent présenter des candidats aux élections des délégués du personnel que pour un seul de ces organes.

Le même numéro sera attribué aux listes de candidats ouvriers, aux listes de candidats employés, aux listes de candidats cadres, aux listes de candidats des jeunes travailleurs présentées par la même organisation.

Art. 35. Les cadres qui présentent individuellement une liste conformément aux dispositions de l'article 33, § 1^{er}, alinéa 2, doivent demander à l'employeur l'attribution d'un numéro non attribué par le ministre fédéral qui a l'emploi dans ses attributions lors de la présentation de leur liste.

Si plusieurs demandes lui sont adressées, l'employeur ou son délégué procède au tirage au sort des numéros attribués aux listes présentées par ces cadres après l'expiration du délai fixé à l'article 33 et avant l'affichage prévue à l'article 36. Un représentant des cadres qui ont présenté une liste doit être invité à assister au tirage au sort.

Art. 36. Dans les cinq jours qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 33, l'employeur ou son délégué procède à l'affichage d'un avis mentionnant les noms des candidats ouvriers, des candidats employés, des candidats des jeunes travailleurs et les noms des candidats cadres, tels qu'ils figurent sur les listes déposées conformément à l'article 33; les listes et les noms des candidats sont présentés dans l'ordre prévu à l'article 40, alinéa 1^{er}.

Cet avis est apposé aux mêmes endroits que l'avis annonçant la date des élections. Un représentant de chacune des organisations ou des cadres ayant présenté une liste peut assister à l'affichage.

Art. 37. Dans les sept jours qui suivent l'échéance du délai prévu pour l'affichage de l'avis visé à l'article 36, les travailleurs figurant sur des listes électorales ainsi que les organisations représentatives des travailleurs et les organisations représentatives des cadres intéressées peuvent formuler à l'employeur toute réclamation qu'ils jugeront utile sur la présentation des candidats.

Les travailleurs qui souhaitent retirer leur candidature ou retirer une ou des candidatures contraires au prescrit de l'article 33, § 1^{er}, dernier alinéa, le font savoir à l'employeur dans le même délai.

L'employeur transmet la réclamation ou le retrait de la candidature le lendemain du jour prévu à l'alinéa 1^{er}, à l'organisation qui a présenté des candidats, ainsi qu'à son mandataire, pour autant qu'il ait communiqué une adresse, ou aux cadres qui ont présenté une liste. En cas de réclamation, ils disposent d'un délai de six jours pour modifier la liste de candidats présentés s'ils le jugent utile. Les candidats qui font l'objet d'une réclamation parce qu'ils ne remplissent pas les conditions d'éligibilité ne peuvent être remplacés s'ils ne faisaient pas partie du personnel de l'entreprise le 30^e jour qui précède le jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections.

Au plus tard le deuxième jour qui suit ce délai de six jours, l'employeur procède à l'affichage des listes de candidats modifiées ou non par les candidats et les candidates conformément à l'article 40, par les organisations représentatives des travailleurs, les organisations représentatives des cadres ou les cadres qui les ont présentées et par les travailleurs qui retirent leur candidature.

Les listes et les noms des candidats sont présentés dans l'ordre prévu à l'article 40, alinéa 1^{er}.

Cet avis est apposé aux mêmes endroits que l'avis annonçant la date des élections.

Art. 38. Jusqu'au quatorzième jour précédant l'élection, les organisations représentatives des travailleurs, les organisations représentatives des cadres, ou les cadres qui ont présenté une liste pourront, après consultation de l'employeur, remplacer un candidat qui figure sur les listes affichées conformément à l'article 37, dans les cas suivants :

- 1° le décès d'un candidat;
- 2° la démission d'un candidat de son emploi dans l'entreprise;

3° la démission d'un candidat de l'organisation représentative des travailleurs ou de l'organisation représentative des cadres qui l'a présenté;

stelt hij de nummers vast die worden toegekend aan de organisaties die kandidaten voor de verkiezingen van de personeelsafgevaardigden voor slechts één van deze organen mogen voordragen.

Aan de lijsten van de kandidaten-arbeiders, kandidaten-bedienden, kandidaten-kaderleden en kandidaten-jeugdige werknemers die door dezelfde organisatie worden voorgedragen, wordt hetzelfde nummer toegekend.

Art. 35. De kaderleden, die overeenkomstig de bepalingen van artikel 33, § 1, tweede lid, individueel een lijst indienen, moeten bij de indiening van hun lijst de toekenning van een niet door de federale minister die de werkgelegenheid onder zijn bevoegdheden heeft, toegekend nummer aan de werkgever aanvragen.

Indien verscheidene organisaties de werkgever hierom verzoeken, kent hij of zijn afgevaardigde aan de lijsten die door deze kaderleden worden voorgedragen bij loting nummers toe na het verstrijken van de in artikel 33 vastgestelde termijn en vóór de in artikel 36 voorgeschreven aanplakking. Een vertegenwoordiger van de kaderleden die een lijst hebben ingediend moet worden uitgenodigd om de trekking bij te wonen.

Art. 36. Binnen vijf dagen na het verstrijken van de in artikel 33 gestelde termijn, laat de werkgever of zijn afgevaardigde een bericht aanplakken met vermelding van de namen van de kandidaten-arbeiders, kandidaten-bedienden, kandidaten-jeugdige werknemers en de namen van de kandidaten-kaderleden, zoals zij voorkomen op de lijsten neergelegd overeenkomstig artikel 33; de lijsten en de namen van de kandidaten worden voorgedragen in de bij artikel 40, eerste lid bedoelde volgorde.

Dit bericht wordt aangeplakt op dezelfde plaatsen als het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt. Een vertegenwoordiger van elke organisatie of van de kaderleden die een lijst hebben ingediend, mag de aanplakking bijwonen.

Art. 37. Binnen zeven dagen na het verstrijken van de termijn voorgeschreven voor de aanplakking van het bericht bedoeld in artikel 36, kunnen de werknemers die op de kiezerslijsten voorkomen, alsmede de betrokken representatieve werknemersorganisaties en de betrokken representatieve organisaties van kaderleden bij de werkgever elke klacht indienen die zij in verband met de voordracht van de kandidaten nuttig achten.

De werknemers die hun kandidatuur of één of meerdere kandidaturen in strijd met de voorschriften van artikel 33, § 1, laatste lid, wensen in te trekken brengen dit ter kennis van de werkgever binnen dezelfde termijn.

Daags na de in het eerste lid bedoelde dag, legt de werkgever de klacht of de intrekking van de kandidatuur voor aan de organisatie die kandidaten heeft voorgedragen, alsook aan zijn volmachthebber, voorzover deze een adres meegedeeld heeft, of aan de kaderleden die een lijst hebben voorgedragen. In geval van klacht beschikken zij over een termijn van zes dagen om de lijst met voorgedragen kandidaten te wijzigen wanneer zij dat nodig achten. De kandidaten die het onderwerp zijn van een klacht omdat ze niet aan de kiesbaarheidsvoorwaarden voldoen, mogen niet vervangen worden wanneer ze geen deel uitmaakten van het personeel van de onderneming op de 30^{ste} dag voorafgaand aan de dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt.

Uiterlijk de tweede dag na die termijn van zes dagen, laat de werkgever de kandidatenlijsten aanplakken, die al dan niet werden gewijzigd door de mannelijke en de vrouwelijke kandidaten overeenkomstig artikel 40, door de representatieve werknemersorganisaties, de representatieve organisaties van kaderleden of de kaderleden die ze hebben voorgedragen en door de werknemers die hun kandidatuur intrekken.

De lijsten en de namen van de kandidaten worden voorgedragen in de bij artikel 40, eerste lid, bedoelde volgorde.

Dit bericht wordt aangeplakt op dezelfde plaatsen als het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt.

Art. 38. Tot de veertiende dag vóór de verkiezingen kunnen de representatieve werknemersorganisaties, de representatieve organisaties van kaderleden of de kaderleden die een lijst hebben voorgedragen, na raadpleging van de werkgever, een kandidaat die voorkomt op de overeenkomstig artikel 37 aangeplakte lijsten, vervangen in de volgende gevallen :

1° bij het overlijden van een kandidaat;

2° bij het ontslag gegeven door een kandidaat uit zijn betrekking in de onderneming;

3° wanneer een kandidaat ontslag neemt uit de representatieve werknemersorganisatie of de representatieve organisatie van kaderleden die hem heeft voorgedragen;

4° le retrait par un candidat de sa candidature;

5° le changement de catégorie d'un candidat.

Le nouveau candidat figurera sur la liste, au choix de l'organisation qui a présenté sa candidature, soit à la même place que le candidat qu'il remplace soit comme dernier candidat à la fin de la liste.

Ces modifications seront affichées par l'employeur, dès que le remplacement lui aura été signifié, aux mêmes endroits que l'avis annonçant la date des élections.

Art. 39. Le recours contre la présentation des candidats est régi par l'article 5 de la loi du 4 décembre 2007 réglant les recours judiciaires introduits dans le cadre de la procédure relative aux élections sociales de l'année 2008.

Les candidats dont le tribunal estime, dans le cadre du recours régi par l'article 5 de la loi visée à l'alinéa 1^{er}, qu'ils ne remplissent pas les conditions d'éligibilité ne peuvent être remplacés s'ils ne faisaient pas partie du personnel de l'entreprise le 30^e jour qui précède le jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections.

Aucune modification aux listes de candidats ne peut plus être apportée dans les treize jours qui précèdent le jour des élections.

Art. 40. Les listes doivent être classées conformément à l'ordre déterminé par le tirage au sort. Les noms des candidats y sont inscrits dans l'ordre de leur présentation suivi de la lettre H ou F selon qu'il s'agit d'un candidat ou d'une candidate.

Les femmes mariées ou veuves figurent sur la liste des candidats sous leur nom de jeune fille éventuellement précédé du nom de leur époux ou de leur époux décédé. Elles peuvent signifier toute modification en ce sens à l'employeur au plus tard à l'issue du délai prévu à l'article 37, alinéa 2.

Les candidats peuvent demander à faire suivre leur prénom de leur prénom usuel. Ils peuvent signifier toute modification en ce sens à l'employeur au plus tard à l'issue du délai prévu à l'article 37, alinéa 2. Dans le même délai, les candidats signifient à l'employeur les corrections à apporter à leur nom ou à leur prénom.

Sous-section 7. — Composition des bureaux électoraux

Art. 41. Des collèges électoraux distincts sont constitués pour les ouvriers et les employés, lorsque le nombre des employés, dans une entreprise occupant principalement du personnel ouvrier, est d'au moins 25. Il en est de même lorsque dans une entreprise occupant principalement du personnel employé, le nombre des ouvriers est d'au moins 25.

Un collège électoral distinct est également constitué pour les jeunes travailleurs si l'entreprise compte au moins 25 jeunes travailleurs. Dans ce cas, ils sont déduits de la catégorie des ouvriers et de la catégorie des employés.

Pour l'application des alinéas précédents du présent article, il est tenu compte du nombre de travailleurs inscrits pour chaque catégorie sur les listes électorales après leur clôture.

Pour l'élection du conseil, un collège électoral distinct est constitué pour les cadres si l'entreprise compte au moins quinze cadres sur la liste figurant dans ou en annexe de l'avis annonçant la date des élections.

Art. 42. En cas de constitution de collèges électoraux distincts, les ouvriers, les employés, les cadres et les jeunes travailleurs votent dans des bureaux distincts. Le conseil ou le comité ou, s'il n'en existe pas encore, l'employeur, peut créer plusieurs bureaux pour chaque collège électoral si les circonstances l'exigent.

Dans chaque collège électoral, l'un de ces bureaux, déterminé par le conseil ou le comité ou, s'il n'en existe pas encore par l'employeur, prend le nom de bureau principal.

Le conseil ou le comité ou, à défaut l'employeur, avec l'accord de la délégation syndicale ou, à défaut de délégation syndicale, l'employeur, avec l'accord des organisations représentatives des travailleurs intéressés, désigne le président de chacun des bureaux qui ont été créés conformément à l'alinéa 1^{er}. Il désigne également un président suppléant appelé à remplacer le président lorsqu'il est dans l'impossibilité d'exercer sa fonction.

4° bij de intrekking door de kandidaat van zijn kandidatuur;

5° bij de wijziging van categorie van een kandidaat.

De nieuwe kandidaat zal op de lijst voorkomen, naargelang de keuze van de organisatie die zijn kandidatuur heeft voorgedragen, ofwel op dezelfde plaats als de kandidaat die hij vervangt, ofwel als laatste kandidaat aan het einde van de lijst.

Zodra de vervanging hem wordt betekend, worden de wijzigingen door de werkgever aangeplakt, op dezelfde plaatsen als het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt.

Art. 39. Het beroep tegen de voordracht van de kandidaten wordt geregeld door artikel 5 van de wet van 4 december 2007 tot regeling van de gerechtelijke beroepen ingesteld in het kader van de procedure aangaande de sociale verkiezingen van het jaar 2008.

De kandidaten waarvan de rechtbank, in het kader van het beroep geregeld door artikel 5 van de in het eerste lid vermelde wet, oordeelt dat ze niet aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden voldoen, mogen niet vervangen worden wanneer ze geen deel uitmaakten van het personeel van de onderneming op de 30^{ste} dag voorafgaand aan de dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt.

Binnen dertien dagen die de dag van de verkiezingen voorafgaan mogen de kandidatenlijsten niet meer worden gewijzigd.

Art. 40. De lijsten moeten overeenkomstig de bij de loting bepaalde volgorde worden gerangschikt. De namen der kandidaten worden er ingeschreven in de volgorde van hun voordracht, gevolgd door de letter M of V naargelang het om een kandidaat of een candidate gaat.

De gehuwde vrouwen en de weduwen komen op de kandidatenlijsten voor met hun meisjesnaam eventueel voorafgegaan door de naam van hun echtgenoot of van hun overleden echtgenoot. Zij kunnen elke wijziging dienaangaande aan de werkgever meedelen uiterlijk bij het verstrijken van de in artikel 37, tweede lid, vastgestelde termijn.

De kandidaten kunnen vragen om hun voornaam te laten volgen door hun gebruikelijke voornaam. Zij kunnen elke wijziging dienaangaande aan de werkgever meedelen uiterlijk bij het verstrijken van de in artikel 37, tweede lid, vastgestelde termijn. Binnen dezelfde termijn betekenen de kandidaten aan de werkgever de aan hun naam of hun voornaam aan te brengen verbeteringen.

Onderafdeling 7. — Samenstelling van de stembureaus

Art. 41. Voor de arbeiders en de bedienden worden afzonderlijke kiescolleges samengesteld wanneer het aantal bedienden in een onderneming met hoofdzakelijk arbeiders ten minste vijftientig bedraagt. Hetzelfde geldt voor een onderneming met hoofdzakelijk bediendenpersoneel waar ten minste 25 arbeiders werken.

Voor de jeugdige werknemers wordt eveneens een afzonderlijk kiescollege samengesteld wanneer de onderneming ten minste 25 jeugdige werknemers telt. In dit geval worden ze in mindering gebracht van de categorie arbeiders en van de categorie bedienden.

Voor de toepassing van de vorige leden van dit artikel wordt rekening gehouden met het aantal werknemers dat voor elke categorie op de kiezerslijsten is ingeschreven na het afsluiten ervan.

Voor de verkiezingen van een raad wordt een afzonderlijk kiescollege samengesteld voor de kaderleden indien de onderneming ten minste vijftien kaderleden telt op de lijst die voorkomt in het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt of in de bijlage ervan.

Art. 42. In geval van samenstelling van afzonderlijke kiescolleges stemmen de arbeiders, de bedienden, de kaderleden en de jeugdige werknemers in afzonderlijke bureaus. De raad of het comité, of indien er nog geen is, de werkgever, mag verscheidene bureaus samenstellen voor ieder kiescollege, zo de omstandigheden dit vereisen.

In elk kiescollege wordt één van deze bureaus door de raad of het comité, of indien er nog geen is, door de werkgever tot hoofdbureau aangewezen.

De raad of het comité, of bij ontstentenis ervan de werkgever in akkoord met de vakbondsafvaardiging of, bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging, de werkgever, in akkoord met de betrokken representatieve werknemersorganisaties, wijst de voorzitter aan van elk bureau dat wordt opgericht overeenkomstig het eerste lid. Hij wijst eveneens een plaatsvervangend voorzitter aan die opgeroepen wordt om de voorzitter te vervangen wanneer deze in de onmogelijkheid verkeert om zijn functie uit te oefenen.

Si un accord n'a pu intervenir le jour de l'affichage des listes de candidats, l'employeur en informe l'inspecteur social-chef de district de la Direction générale Contrôle des lois sociales du ressort.

Celui-ci peut, soit assumer personnellement la présidence d'un bureau principal et désigner les présidents et présidents suppléants des autres bureaux soit, désigner le président et le président suppléant du bureau principal et des autres bureaux dans le cas où il serait empêché d'assumer personnellement la présidence d'un bureau principal.

Dans l'un et l'autre cas, ces présidents et présidents suppléants sont désignés parmi le personnel de l'entreprise. Ils ne peuvent être choisis parmi les candidats. En cas d'intervention de l'inspecteur social – chef de district de la Direction générale Contrôle des lois sociales du ressort et en cas d'impossibilité de désigner ces présidents parmi le personnel de l'entreprise, l'inspecteur social – chef de district peut désigner pour cette mission un inspecteur social qui relève de son autorité.

Le président de chaque bureau électoral désigne son secrétaire, ainsi qu'un secrétaire suppléant. Quatre assesseurs sont désignés par le conseil ou le comité; si celui-ci ne prend pas de décision, l'inspecteur social – chef de district ou, s'il le délègue un inspecteur social, désigne les assesseurs. Si le conseil ou le comité n'existe pas encore, le président désigne les assesseurs.

Le secrétaire et les assesseurs doivent figurer sur la liste électorale de leur catégorie. Toutefois, moyennant l'accord des délégués des travailleurs ou des organisations représentatives des travailleurs, il peut être dérogé à cette disposition. Ils ne peuvent être choisis parmi les candidats et doivent faire partie du personnel de l'entreprise.

La désignation de tous les membres des bureaux doit intervenir au plus tard le cinquante-quatrième jour après le jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections.

Art. 43. Le soixantième jour après le jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, le conseil ou le comité, ou s'il n'en existe pas encore, l'employeur, fait afficher aux mêmes endroits que l'avis annonçant la date des élections, un avis mentionnant la composition des bureaux électoraux et la répartition des électeurs par bureau.

Art. 44. Septante jours après l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, les organisations représentatives des travailleurs et des cadres intéressées peuvent désigner comme témoins des opérations électorales autant de travailleurs qu'il y a de bureaux de vote et un nombre égal de témoins suppléants.

Elles indiquent le bureau de vote où chaque témoin remplira sa mission pendant toute la durée des opérations et elles en informent les témoins qu'elles ont désignés ainsi que l'employeur.

Les témoins ont le droit de cacheter les enveloppes indiquées aux articles 59 et 63 et de faire insérer leurs observations dans le procès-verbal de l'élection.

Sous-section 8. — Période pendant laquelle les différents avis doivent être affichés

Art. 45. Les avis annonçant notamment la date des élections, le calendrier électoral, l'annonce du dépôt des listes électorales, les listes de candidats, les listes des membres des bureaux électoraux, la répartition des électeurs, la remise des convocations électorales ainsi que l'annonce des résultats électoraux, restent affichés jusqu'au quarante-quatrième jour qui suit l'affichage du résultat du vote.

Section II. — Opérations de vote

Art. 46. Au plus tard la veille de l'envoi des convocations électorales, le conseil ou le comité, par une décision prise à l'unanimité des voix, rayent des listes électorales les travailleurs qui ne font plus partie de l'entreprise au moment où la décision est prise.

A défaut de conseil ou de comité, cette décision est prise par l'employeur avec l'accord de tous les membres de la délégation syndicale.

Ces décisions sont sans recours.

Ces radiations sont sans incidence sur la constitution des collèges et bureaux électoraux.

Indien op de dag van de aanplakking van de kandidatenlijsten geen akkoord is bereikt, stelt de werkgever de sociaal inspecteur-districtshoofd van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van het rechtsgebied daarvan in kennis.

Deze mag hetzij het voorzitterschap van een hoofdbureau bekleden en de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van de andere bureaus aanwijzen, hetzij de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter van het hoofdbureau en van de andere bureaus aanstellen, in geval hij verhierd is het voorzitterschap van een hoofdbureau op zich te nemen.

Zowel in het ene als in het andere geval worden deze voorzitters en plaatsvervangende voorzitters onder het personeel van de onderneming aangewezen. Ze mogen niet onder de kandidaten worden gekozen. Bij bemiddeling van de sociaal inspecteur-districtshoofd van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van het rechtsgebied en zo het niet mogelijk is de voorzitters aan te wijzen onder het personeel van de onderneming, kan de sociaal inspecteur-districtshoofd daartoe een sociaal inspecteur aanwijzen die onder zijn gezag staat.

De voorzitter van elk stembureau wijst zijn secretaris aan, evenals een plaatsvervangende secretaris. Vier bijzitters worden door de raad of het comité aangesteld. Als de raad of het comité geen beslissing neemt, dan wijst de sociaal inspecteur-districtshoofd of een sociaal inspecteur die hij afvaardigt, de bijzitters aan. Wanneer nog geen raad of comité is opgericht, wijst de voorzitter de bijzitters aan.

De secretaris en de bijzitters moeten op de kiezerslijsten van hun categorie voorkomen. Van dit voorschrift mag evenwel worden afgeweken met de instemming van de werknemersafgevaardigden of van de representatieve werknemersorganisaties. Zij mogen niet onder de kandidaten worden gekozen en moeten deel uitmaken van het personeel van de onderneming.

De aanwijzing van alle leden van de bureaus moet gebeuren uiterlijk op de vierenvijftigste dag na de dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt.

Art. 43. De zestigste dag na de dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, laat de raad of het comité, of indien er nog geen is, de werkgever, op dezelfde plaatsen als het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt een bericht aanplakken waarop de samenstelling van de stembureaus en de indeling van de kiezers per bureau zijn aangegeven.

Art. 44. Zeventig dagen na de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, kunnen de betrokken representatieve organisaties van werknemers en kaderleden als getuigen bij de kiesverrichtingen zoveel werknemers aanwijzen als er stembureaus zijn en evenveel plaatsvervangende getuigen.

Zij wijzen het stembureau aan waar iedere getuige zijn opdracht gedurende het hele verloop der verrichtingen moet uitvoeren en verwittigen de getuigen die zij hebben aangewezen, evenals de werkgever.

De getuigen hebben het recht de in de artikelen 59 en 63 bedoelde omslagen te verzegelen en hun opmerkingen in het proces-verbaal van de verkiezing te laten opnemen.

Onderafdeling 8. — Periode gedurende welke de verschillende berichten moeten aangeplakt zijn

Art. 45. De berichten waarin de datum van de verkiezingen en de verkiezingskalender wordt aangekondigd, de aankondiging van de indiening van de kiezerslijsten, de lijsten met de kandidaten, de lijsten met de leden van de stembureaus, de verdeling van de kiezers, de overhandiging van de oproepingsbrieven voor de verkiezing alsook de aankondiging van de verkiezingsuitslagen blijven aangeplakt tot de vierentachtigste dag na de aanplakking van de uitslag van de stemming.

Afdeling II. — Stemverrichtingen

Art. 46. Ten laatste aan de vooravond van het versturen van de oproepingsbrieven voor de verkiezing, schrapt de raad of het comité, bij een beslissing genomen met eenparigheid van stemmen, de werknemers die geen deel meer uitmaken van de onderneming op het ogenblik waarop de beslissing wordt genomen, van de kiezerslijsten.

Bij ontstentenis van een raad of een comité, wordt deze beslissing genomen door de werkgever met het akkoord van alle leden van de vakbondsafvaardiging.

Deze beslissingen zijn niet vatbaar voor beroep.

Deze schrappingen hebben geen gevolgen voor de samenstelling van de kiescolleges en -bureaus.

Art. 47. Les électeurs sont convoqués à l'élection par l'employeur. La convocation leur est remise dans l'entreprise au plus tard dix jours avant la date des élections. Un avis affiché le jour de cette remise indique que celle-ci a eu lieu.

L'électeur qui n'est pas présent dans l'entreprise le jour où la convocation doit lui être remise, est convoqué par lettre recommandée déposée à la poste, le même jour. En cas de vote par correspondance, conformément à l'article 57, le président du bureau électoral envoie à l'électeur le même jour, la convocation accompagnée du ou des bulletins de vote estampillé(s) conformément à l'article 54. Cet envoi est assuré par lettre recommandée déposée à la poste le jour même. Les témoins dûment prévenus par le président peuvent assister à cette opération.

La convocation, ainsi que les avis prévus aux articles 14, 31 et 36, portent obligatoirement la mention suivante :

« Pour assurer le caractère vraiment représentatif de la délégation qui sera élue, tous les travailleurs ont le devoir de participer au vote. »

Art. 48. Le bureau électoral assume la responsabilité des opérations électorales. L'employeur doit lui accorder toutes les facilités requises pour l'accomplissement de sa tâche.

Art. 49. Les heures d'ouverture des bureaux électoraux sont fixées de manière à permettre à tous les travailleurs de participer à l'élection pendant leurs heures de travail et sans que la bonne marche de l'entreprise puisse en être affectée. Les opérations électorales ont lieu un jour ouvrable et doivent se terminer le même jour. Toutefois, lorsqu'il n'est pas possible de ramener ces opérations à une journée, elles peuvent se poursuivre pendant plusieurs jours ouvrables même non consécutifs, après accord du conseil ou du comité ou, à leur défaut, de la délégation syndicale.

Lorsqu'il n'est pas possible de permettre à tous les travailleurs de participer à l'élection pendant leurs heures de travail, l'employeur rembourse les frais de déplacement des travailleurs qui se rendent dans les bureaux électoraux en dehors de leurs heures de travail.

Art. 50. Le vote a lieu nonante jours après l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, dans les locaux mis par l'employeur à la disposition des bureaux électoraux.

Les bulletins employés pour le vote doivent être conformes au modèle annexé à la présente loi. Ils sont confectionnés par les soins de l'employeur.

Les noms des candidats figurant sur les bulletins doivent être conformes à ceux qui figurent sur les listes définitives de candidats.

Art. 51. L'employeur a la charge de l'agencement du local réservé à chaque bureau de façon à assurer le secret du vote.

Pour les opérations de vote et de dépouillement, et notamment pour ce qui concerne l'agencement des locaux, le scellement des urnes, la rédaction et la conservation des procès-verbaux ainsi que la conservation des bulletins ayant servi au vote, le président est tenu de se conformer aux instructions de l'inspecteur social-chef de district, ou, s'il le délègue, d'un inspecteur social.

Art. 52. Si, à l'heure fixée pour le commencement ou la reprise des opérations électorales, un ou plusieurs assesseurs ne sont pas présents, le président désigne pour les remplacer des électeurs choisis parmi les premiers qui se présentent au bureau sans que cette désignation ne puisse, dans la mesure du possible, porter préjudice à la bonne marche de l'entreprise.

Art. 53. Le président assure le maintien de l'ordre et veille à la régularité des opérations électorales.

Art. 54. Le président s'assure que les bulletins sont pliés en quatre, à angle droit, de manière que les cases figurant en tête de liste soient à l'intérieur, il les estampille au verso, à une place identique pour tous, d'un timbre portant la date des élections.

Lorsqu'il n'existe qu'un collège électoral, en cas d'élection simultanée pour les candidats employés et les candidats ouvriers, l'électeur reçoit, des mains du président, un bulletin de vote contenant le nom des candidats employés et un autre contenant le nom des candidats ouvriers.

Art. 47. De kiezers worden door de werkgever voor de verkiezingen opgeroepen. De oproepingsbrief wordt hen in de onderneming overhandigd ten laatste tien dagen voor de datum van de verkiezingen. Een bericht dat uitgehangen wordt op de dag van deze overhandiging, duidt aan dat deze plaats heeft gehad.

De kiezer die op de dag waarop de oproepingsbrief moet worden overhandigd niet in de onderneming aanwezig is, wordt opgeroepen bij een dezelfde dag ter post aangetekende brief. Ingeval overeenkomstig artikel 57 per brief wordt gestemd, stuurt de voorzitter van het stembureau op dezelfde dag aan de kiezer de oproepingsbrief samen met het of de overeenkomstig artikel 54 gestempelde stembiljet(ten). Deze verzending geschiedt bij een dezelfde dag ter post aangetekende brief. De getuigen moeten door de voorzitter behoorlijk worden verwittigd en mogen deze verrichting bijwonen.

De oproepingsbrief, alsmede de bij de artikelen 14, 31 en 36 bedoelde berichten moeten de volgende vermelding bevatten :

« Om de afvaardiging die zal worden verkozen een werkelijk vertegenwoordigend karakter te geven, hebben alle werknemers tot plicht aan de stemming deel te nemen. »

Art. 48. Het stembureau draagt de verantwoordelijkheid voor de kiesverrichtingen. De werkgever moet het stembureau alle faciliteiten verlenen die voor het vervullen van zijn taak vereist zijn.

Art. 49. De uren tijdens welke de stembureaus open zijn, worden derwijze vastgesteld dat alle werknemers tijdens hun werkuren aan de stemming kunnen deelnemen en zonder dat de goede werking van de onderneming erdoor kan gehinderd worden. De kiesverrichtingen hebben plaats op een werkdag en moeten op dezelfde dag beëindigd zijn. Nochtans, wanneer het niet mogelijk is de kiesverrichtingen tot één dag te herleiden, mogen zij gedurende verscheidene, zelfs niet achtereenvolgende werkdagen worden voortgezet, na akkoord van de raad of het comité of, hij ontstentenis daarvan, de vakbondsafvaardiging.

Wanneer het niet mogelijk is om alle werknemers te laten deelnemen aan de stemming tijdens hun werkuren, betaalt de werkgever de verplaatsingskosten van de werknemers terug die zich naar de kiesbureaus begeven buiten hun werkuren.

Art. 50. Negentig dagen na de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, vindt de stemming plaats in lokalen die door de werkgever ter beschikking van de kiesbureaus worden gesteld.

De stembiljetten die voor de stemming gebruikt worden, moeten overeenstemmen met het model in bijlage bij deze wet. Ze worden aangemaakt door toedoen van de werkgever.

De namen van de kandidaten op de stembiljetten moeten overeenstemmen met deze op de definitieve kandidatenlijsten.

Art. 51. De werkgever moet het voor elk bureau bestemd lokaal zo inrichten, dat het geheim van de stemming wordt bewaard.

Voor de stem- en stemopnemingsverrichtingen en inzonderheid voor de inrichting der lokalen, het verzegelen der stembussen, het opmaken en het bewaren van de processen-verbaal alsmede het bewaren van de bij de stemming gebruikte stembiljetten, moet de voorzitter zich gedragen naar de onderrichtingen van de sociaal inspecteur-districtshoofd of van een sociaal inspecteur die hij afvaardigt.

Art. 52. Indien één of meer bijzitters niet aanwezig zijn op het uur, vastgesteld voor de aanvang of de hervatting van de kiesverrichtingen, wijst de voorzitter ter hunner vervanging kiezers aan onder de eerste die opkomen zonder dat deze aanwijzing, voor zover mogelijk, de goede werking van de onderneming mag schaden.

Art. 53. De voorzitter handhaaft de orde en zorgt ervoor dat de kiesverrichtingen regelmatig verlopen.

Art. 54. De voorzitter vergewist er zich van dat de stembiljetten rechthoekig in vieren zijn gevouwen zodat de vakken bovenaan de lijsten naar binnen zijn gekeerd; hij stempelt ze op de keerzijde, voor al de stembiljetten op dezelfde plaats, met een zegel waarop de datum van de verkiezingen is vermeld.

Indien er slechts één kiescollege is opgericht, ingeval gelijktijdig wordt gekozen voor de kandidaten-bedienden en voor de kandidaten-arbeiders, krijgt de kiezer van de voorzitter een stembiljet met de naam van de kandidaten-bedienden en een ander met de naam van de kandidaten-arbeiders.

Lorsqu'il n'existe qu'un collège électoral, au cas où il n'y a présentation que de listes de candidats employés, l'électeur ne reçoit des mains du président, qu'un seul bulletin de vote contenant le nom des candidats employés; s'il n'y a présentation que des listes de candidats ouvriers, l'électeur ne reçoit, des mains du président, qu'un seul bulletin de vote contenant le nom des candidats ouvriers.

En cas de constitution de collèges électoraux distincts pour les employés, pour les ouvriers et pour les cadres, l'électeur ne reçoit qu'un seul bulletin de vote des mains du président correspondant à la catégorie de travailleurs à laquelle il appartient. En cas de constitution d'un collège commun pour les employés et les ouvriers et d'un collège distinct pour les cadres, les électeurs appartenant au collège électoral commun pour les employés et les ouvriers, reçoivent un bulletin de vote contenant le nom des candidats employés et un autre contenant le nom des candidats ouvriers, tandis que les électeurs appartenant au collège électoral pour les cadres reçoivent un bulletin de vote contenant le nom des candidats cadres.

En cas de constitution d'un collège électoral distinct pour les jeunes travailleurs, les électeurs âgés de moins de 25 ans ne reçoivent qu'un seul bulletin de vote des mains du président, contenant les noms des candidats des jeunes travailleurs.

Après avoir formulé son vote dans l'endroit du local réservé à cet effet, l'électeur dépose son bulletin replié dans l'urne. Lorsqu'il n'existe qu'un collège électoral, en cas d'élection simultanée pour les candidats employés et pour les candidats ouvriers, deux urnes sont utilisées et réservées respectivement aux bulletins de vote pour l'une et l'autre catégorie.

Si l'électeur ne se conforme pas aux dispositions qui précèdent, le président peut reprendre et annuler son bulletin mais doit lui en remettre un autre. Le président doit agir de même si l'électeur détériore son bulletin.

Art. 55. L'électeur qui, par suite de son état physique, se trouve dans l'impossibilité de se rendre seul à l'endroit réservé au vote, ou d'exprimer lui-même son vote peut, avec l'autorisation du président, se faire accompagner d'un guide ou d'un soutien.

Art. 56. L'électeur ne peut émettre plus de suffrages qu'il n'y a de mandats effectifs à conférer.

S'il veut se prononcer en faveur d'une seule des listes présentées et qu'il adhère à l'ordre de présentation des candidats de cette liste, il marque son vote dans la case placée en tête de celle-ci.

S'il veut modifier cet ordre, il marque un ou plusieurs votes nominatifs dans la case placée à côté du nom de celui ou de ceux des candidats de cette liste à qui il entend donner par préférence son suffrage.

Art. 57. En cas de dispersion considérable du personnel ainsi qu'en cas de suspension de l'exécution du contrat de travail, le vote par correspondance peut être admis après accord entre l'employeur et tous les représentants des organisations représentatives des travailleurs et des organisations représentatives des cadres qui ont présenté des candidats pour la catégorie de travailleurs concernée, au plus tard cinquante six jours après l'affichage de l'avis annonçant la date des élections.

Un même accord peut admettre le vote par correspondance en cas de travail de nuit pour autant qu'il soit satisfait pour les travailleurs de la catégorie concernée aux conditions suivantes :

1° le nombre de travailleurs occupés entre 20 h et 6 h le jour de l'élection ne dépasse pas 5% du nombre de travailleurs occupés à la même date;

2° et le nombre de travailleurs occupés entre 20 h et 6 h le jour de l'élection ne dépasse pas quinze.

Un même accord peut admettre le vote par correspondance lorsque des travailleurs ne sont pas occupés au travail pendant les heures d'ouverture des bureaux électoraux.

Dès la conclusion de cet accord, l'employeur est tenu d'en envoyer une copie à l'inspecteur social-chef de district de la Direction générale Contrôle des lois sociales.

En cas de vote par correspondance, le bulletin de vote plié et estampillé est placé dans une première enveloppe laissée ouverte et ne portant aucune inscription. Une deuxième enveloppe, laissée ouverte mais affranchie, est jointe à l'envoi et porte l'inscription :

« M. le président du bureau électoral pour l'élection du conseil d'entreprise (ou du comité pour la prévention et la protection au travail) de..... (nom de l'entreprise), rue à ».

Wanneer er slechts één kiescollege is opgericht, in geval alleen lijsten van kandidaten-bedienden zijn ingezonden, krijgt de kiezer van de voorzitter slechts één stembiljet met de naam van de kandidaten-bedienden; ingeval enkel lijsten van kandidaten-arbeiders zijn ingezonden, krijgt de kiezer van de voorzitter slechts één stembiljet met de naam van de kandidaten-arbeiders.

Wanneer afzonderlijke kiescolleges voor bedienden, voor arbeiders en voor kaderleden zijn opgericht, krijgt de kiezer van de voorzitter slechts één stembiljet, naargelang van de categorie van werknemers waartoe hij behoort. Wanneer een gemeenschappelijk kiescollege voor de bedienden en de arbeiders en een afzonderlijk kiescollege voor de kaderleden zijn opgericht, ontvangen de kiezers die behoren tot het gemeenschappelijk kiescollege voor de bedienden en de arbeiders een stembiljet met de naam van de kandidaten-bedienden en een ander met de naam van de kandidaten-arbeiders, terwijl de kiezers die behoren tot het afzonderlijk kiescollege voor de kaderleden een stembiljet ontvangen met de naam van de kandidaten-kaderleden.

Wanneer een afzonderlijk kiescollege voor jeugdige werknemers is opgericht krijgen de kiezers jonger dan 25 jaar van de voorzitter slechts één stembiljet met de naam van de kandidaten-jeugdige werknemers.

Na zijn stem in het hiervoor bestemde gedeelte van het lokaal uitgebracht te hebben, steekt de kiezer zijn gevouwen stembiljet in de stembus. Wanneer slechts één kiescollege is opgericht en gelijktijdig voor kandidaten-bedienden en voor kandidaten-arbeiders wordt gekozen, worden twee stembussen gebruikt die respectievelijk voor beide categorieën zijn bestemd.

Wanneer de kiezer de voorgaande bepalingen niet naleeft kan de voorzitter zijn stembiljet terugnemen en vernietigen, doch moet hij hem een ander geven. De voorzitter moet op dezelfde wijze te werk gaan zo de kiezer zijn stembiljet beschadigt.

Art. 55. De kiezer, die wegens zijn lichamelijke toestand niet alleen naar de voor de stemming bestemde plaats kan gaan of zelf zijn stem niet kan uitbrengen, mag met de toestemming van de voorzitter zich door iemand laten leiden of bijstaan.

Art. 56. De kiezer mag niet meer stemmen uitbrengen dan er gewone mandaten te begeben zijn.

Indien de kiezer de voorkeur wil geven aan één enkele der voorgedragen lijsten en hij met de orde van voordracht der kandidaten van deze lijst instemt, brengt hij zijn stem uit in het vakje bovenaan de lijst.

Wenst hij deze orde te wijzigen, dan brengt hij één of meer naamstemmen uit in het vakje naast de naam van één of meerdere kandidaten, aan wie hij zijn voorkeurstem wil geven.

Art. 57. Bij aanzienlijke spreiding van het personeel alsmede in geval van schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst, mag de stemming per brief worden toegelaten ingevolge het akkoord tussen de werkgever en alle vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties en van de representatieve organisaties van kaderleden die kandidaten hebben voorgedragen voor de betrokken categorie van werknemers, uiterlijk zesenvijftig dagen na de aanplaking van het bericht waarbij de verkiezingen worden aangekondigd.

Een zelfde akkoord kan de stemming per brief toelaten in geval van nacht arbeid voor zover aan volgende voorwaarden is voldaan voor de werknemers van de betrokken categorie :

1° het aantal werknemers tewerkgesteld tussen 20 u. en 6 u. op de dag van de verkiezing, bedraagt niet meer dan 5 % van het aantal op dezelfde datum tewerkgestelde werknemers;

2° en het aantal werknemers tewerkgesteld tussen 20 u. en 6 u. op de dag van de verkiezing, bedraagt niet meer dan vijftien.

Een zelfde akkoord kan de stemming per brief toelaten wanneer de werknemers niet tewerkgesteld worden tijdens de openingsuren van de kiesbureaus.

Zodra dit akkoord bereikt is, moet de werkgever een afschrift zenden naar de sociaal inspecteur-districtshoofd van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten.

Indien de stemming per brief geschiedt, wordt het gevouwen en afgestempelde stembiljet in een eerste omslag gestoken, die opengelden wordt en geen enkel opschrift draagt. Een tweede omslag, eveneens open doch gefrankeerd, wordt bij de zending gevoegd en draagt het volgende opschrift :

« Aan de voorzitter van het stembureau voor de verkiezingen van de ondernemingsraad (of van het comité voor preventie en bescherming op het werk) van (naam van de onderneming), straat, te ».

Cette enveloppe porte également l'indication du bureau électoral « employés », « ouvriers », « cadres », « jeunes travailleurs » et d'autre part, la mention « expéditeur », le nom de l'électeur et la mention du caractère obligatoire de l'apposition de la signature de l'électeur. Le tout est enfermé dans une troisième enveloppe fermée, adressée à l'électeur. Les opérations énoncées ci-dessus sont effectuées pour chaque bulletin de vote envoyé à l'électeur.

Art. 58. En cas de vote par correspondance, l'électeur, une fois son vote exprimé, replace dans la première enveloppe le bulletin plié de manière prévue à l'article 54, alinéa 1^{er}.

Il ferme cette première enveloppe et la place dans la deuxième enveloppe, c'est-à-dire celle qui porte l'adresse du président du bureau électoral; il ferme cette deuxième enveloppe et remplit les mentions prévues à l'article 57, alinéa 6.

L'enveloppe contenant le bulletin peut être transmise par la poste ou de toute autre manière. Elle doit parvenir avant la clôture du scrutin.

Sont considérés comme nuls :

- 1° les bulletins arrivés après la clôture du scrutin;
- 2° les bulletins renvoyés dans une enveloppe sur laquelle manque la signature de l'électeur comme le prévoit l'article 57, alinéa 6;
- 3° les bulletins renvoyés par un électeur qui est déjà venu voter dans le bureau électoral.

Dans ces cas, le président ouvre les enveloppes extérieures en présence du bureau, si nécessaire convoqué spécialement à cette fin, et envoie les enveloppes intérieures contenant le bulletin de vote à l'inspecteur social-chef de district qui en assure la destruction. Le nombre de ces bulletins et le nom des électeurs dont le bulletin est arrivé après la clôture du scrutin ou qui ont déjà exprimé leur vote dans le bureau électoral sont repris dans un procès-verbal spécial, signé par le président et le secrétaire du bureau. Les témoins peuvent assister à ces opérations.

Art. 59. Lorsque le scrutin est clos et avant que le bureau n'arrête le procès-verbal de l'élection, le président remet au bureau, sans les ouvrir, les enveloppes qu'il a reçues des électeurs votant par correspondance.

Comme en ce qui concerne les autres électeurs ayant pris part au vote dans l'entreprise, le nom de chaque électeur votant par correspondance est pointé au fur et à mesure par le secrétaire sur la liste électorale qui a servi à transmettre les bulletins de vote.

Le président ouvre les enveloppes extérieures et place dans l'urne adéquate les enveloppes intérieures contenant les bulletins de vote sans pouvoir ouvrir ces enveloppes.

Le bureau dresse ensuite le procès-verbal et y inscrit le nombre d'électeurs ayant pris part au vote, le nombre de bulletins repris et le nombre de bulletins non employés.

Les bulletins repris et non employés ainsi que les listes ayant servi au pointage, signées par les membres du bureau qui les ont tenues, et par le président, sont placés sous enveloppe cachetée.

Lorsqu'il n'existe qu'un collège électoral, en cas d'élection simultanée pour les candidats ouvriers et employés, les opérations visées ci-dessus se font séparément. Il en est de même lorsqu'il existe un collège électoral pour les jeunes travailleurs.

Lorsque les opérations électorales se déroulent pendant plusieurs jours, le président du bureau prend toutes dispositions nécessaires pour assurer la garde des urnes, des bulletins et des documents relatifs aux opérations de vote. Il se conforme à cet égard aux instructions qui peuvent lui être données par l'inspecteur social-chef de district, ou s'il le délègue par un inspecteur social.

Section III. — Après les opérations de vote

Sous-section 1^{re}. — Dépouillement du scrutin

Art. 60. Après achèvement des opérations précitées, le bureau procède au dépouillement du scrutin.

En cas de nécessité, le président peut décider de postposer les opérations de dépouillement. Il devra dans ce cas prendre toutes les dispositions prescrites à l'article 59 en cas d'opérations électorales se déroulant pendant plusieurs jours.

Op deze omslag staan eveneens de aanwijzing van het stembureau « bedienden », « arbeiders », « kaderleden » of « jeugdige werknemers » en bovendien de vermelding « afzender », de naam van de kiezer en de vermelding van het verplicht karakter van het plaatsen van een handtekening van de kiezer. Dit alles wordt aan de kiezer onder een derde gesloten omslag geadresseerd. Het voorafgaande geldt voor elk stembiljet dat aan de kiezer wordt gezonden.

Art. 58. Indien de stemming per brief geschiedt, steekt de kiezer, na zijn stem te hebben uitgebracht, het stembiljet gevouwen, zoals bij artikel 54, eerste lid, is bepaald, terug in de eerste omslag.

Hij sluit deze eerste omslag en steekt hem in de tweede omslag waarop het adres van de voorzitter van het stembureau voorkomt. Hij sluit deze tweede omslag en brengt er de vermeldingen op aan die bij artikel 57, zesde lid, zijn bepaald.

De omslag met het stembiljet mag over de post of op onverschillig welke wijze worden verzonden. Deze moet aankomen vóór de sluiting van de stemming.

Worden als ongeldig beschouwd :

- 1° de na het sluiten van de stemming binnengekomen stembiljetten;
- 2° de stembiljetten teruggezonden in een omslag waarop de handtekening van de kiezer, zoals bepaald in artikel 57, zesde lid, ontbreekt;
- 3° de stembiljetten teruggezonden door een kiezer die reeds is komen stemmen in het stembureau.

In deze gevallen opent de voorzitter de buitenomslagen, in aanwezigheid van het daartoe, indien noodzakelijk, speciaal samengeroepen bureau en zendt de binnenomslagen waarin het stembiljet steekt, aan de sociaal inspecteur-districtshoofd die voor de vernietiging ervan zorgt. Het aantal van deze stembiljetten en de naam van de kiezers wiens stembiljet na het sluiten van de stemming is binnengekomen of die reeds hun stem hebben uitgebracht in het stembureau, worden vermeld in een speciaal proces-verbaal dat door de voorzitter en de secretaris van het bureau wordt ondertekend. De getuigen mogen hierbij aanwezig zijn.

Art. 59. Wanneer de stemming gesloten is en voordat het bureau het proces-verbaal van de verkiezingen sluit, geeft de voorzitter aan het bureau de omslagen die hij van de per brief stemmende kiezers heeft ontvangen, zonder deze te openen.

Zoals van de overige kiezers die aan de stemming in de onderneming hebben deelgenomen, wordt ook de naam van ieder per brief stemmende kiezer, bij de ontvangst, door de secretaris aangestipt op de kiezerslijst die voor de verzending van de stembiljetten heeft gediend.

De voorzitter opent de buitenomslagen en steekt de binnenomslagen met stembiljetten in de daarvoor bestemde stembus, zonder dat deze mogen geopend worden.

Het bureau maakt vervolgens het proces-verbaal op en tekent het aantal kiezers op die aan de stemming hebben deelgenomen, alsmede het aantal teruggenomen en ongebruikte stembiljetten.

De teruggenomen en de ongebruikte stembiljetten, alsmede de lijsten die voor het aanstippen hebben gediend, welke door de leden van het bureau die deze bijhielden en door de voorzitter zijn ondertekend, worden in een verzegelde omslag gestoken.

Indien slechts één kiescollege bestaat in geval gelijktijdig wordt gekozen voor de kandidaten-arbeiders en voor de kandidaten-bedienden, geschieden voornoemde verrichtingen afzonderlijk. Dit geldt ook wanneer een kiescollege voor jeugdige werknemers is opgericht.

Wanneer de kiesverrichtingen verschillende dagen duren, neemt de voorzitter van het bureau alle nodige maatregelen ter bewaring van de stembussen, van de stembiljetten en van de documenten betreffende de kiesverrichtingen. Hierbij gedraagt hij zich naar de onderrichtingen van de sociaal inspecteur-districtshoofd of van een sociaal inspecteur die hij afvaardigt.

Afdeling III. — Na de stemverrichtingen

Onderafdeling 1. — Stemopneming

Art. 60. Zodra de voormelde verrichtingen beëindigd zijn, gaat het bureau over tot de stemopneming.

Indien het nodig blijkt, kan de voorzitter beslissen om de opnemingsverrichtingen te verdagen. In dat geval moet hij alle maatregelen treffen, voorgeschreven in artikel 59 voor het geval dat de kiesverrichtingen verschillende dagen duren.

Le président ouvre l'urne, en retire les enveloppes contenant les bulletins de vote par correspondance et ouvre ces enveloppes. Si une enveloppe contient plusieurs bulletins, ceux-ci sont considérés comme nuls. Les autres bulletins sont remis dans l'urne dont le contenu est mélangé.

Le président vide l'urne, compte les bulletins, inscrit leur nombre au procès-verbal, les déplie et, avec l'assistance des assesseurs, les classe d'après les catégories suivantes :

1° bulletins donnant des suffrages valables pour une seule liste ou pour un ou plusieurs candidats de cette liste; une catégorie distincte est faite pour chacune des listes dans l'ordre des numéros de celles-ci;

2° bulletins suspects;

3° bulletins nuls;

4° bulletins blancs.

Les bulletins marqués en tête et en faveur d'un ou de plusieurs candidats de la même liste sont classés dans la première catégorie; le vote inscrit en tête de liste est considéré comme seul valable. Il en est de même si le bulletin compte plus de votes nominatifs qu'il n'y a de mandats effectifs à conférer.

En cas de nécessité, le président peut décider d'interrompre les opérations de dépouillement. Il devra dans ce cas prendre toutes les dispositions prescrites à l'article 59 en cas d'opérations électorales se déroulant pendant plusieurs jours.

Art. 61. Sont nuls :

1° les bulletins autres que ceux qui ont été remis à l'électeur au moment du vote;

2° les bulletins qui contiennent l'expression de plus d'un suffrage en tête de liste;

3° les bulletins dans lesquels l'électeur a marqué en même temps un vote en tête de liste et un ou plusieurs votes en faveur d'un candidat ou de plusieurs candidats d'une autre liste ou de plusieurs autres listes ou les bulletins donnant des suffrages à des candidats de plusieurs listes;

4° les bulletins dont les formes ou les dimensions ont été altérées ou qui contiennent à l'intérieur un papier ou un objet quelconque, ou dont l'auteur pourrait être rendu reconnaissable par un signe, une rature ou une marque.

La marque du vote, même imparfaitement tracée, exprime valablement celui-ci, à moins que l'intention de rendre le bulletin reconnaissable ne soit manifeste.

Sont blancs, les bulletins qui ne contiennent l'expression d'aucun suffrage.

Art. 62. Le président classe parmi les bulletins suspects les bulletins sur la validité desquels il a lui-même des doutes et ceux au sujet de la validité desquels un autre membre du bureau estime devoir faire des réserves.

Ils sont ajoutés, d'après les décisions du président, à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Le président acte au procès-verbal les réserves qu'un ou plusieurs membres du bureau croient devoir maintenir. En ce cas, il paraphe le bulletin contesté.

Les bulletins de chaque catégorie sont comptés par les membres du bureau. Ceux-ci comptent également le nombre de suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat.

Art. 63. Le bureau arrête et fixe le nombre de bulletins nuls et blancs et, pour chacune des listes le nombre de suffrages exprimés en tête de liste, le nombre de suffrages exprimés uniquement en faveur de candidats de la liste et le nombre de suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat. Tous ces nombres sont inscrits au procès-verbal.

Lorsque ces opérations sont terminées, les bulletins classés comme il est dit à l'article 60, alinéa 4, 1°, 3° et 4° sont placés dans les enveloppes distinctes et fermées. Les bulletins suspects sont visés par le président. Il transmet ces enveloppes au président du bureau principal; s'il n'en existe pas, il les remet sans délai, à l'employeur.

Sous-section 2. — Répartition des mandats et désignation des élus

Art. 64. La répartition des mandats et la désignation des élus effectifs et suppléants est faite par le bureau immédiatement après la clôture des opérations de dépouillement.

De voorzitter opent de stembus, haalt er de omslagen uit met de per brief uitgebrachte stemmen en opent deze omslagen. Wanneer een omslag verscheidene stembiljetten bevat, dan worden deze ongeldig verklaard. De overige stembiljetten worden opnieuw in de stembus gebracht en de inhoud ervan wordt gemengd.

De voorzitter ledigt de stembus, telt de stembiljetten, tekent het aantal op in het proces-verbaal, ontvouwt ze en deelt ze met medewerking van de bijzitters in de volgende categorieën in :

1° stembiljetten met geldige stemmen voor één enkele lijst of voor één of meer kandidaten van deze lijst; in een afzonderlijke categorie wordt voorzien voor elke lijst in de volgorde van de nummers van deze lijsten;

2° verdachte stembiljetten;

3° ongeldige stembiljetten;

4° blanco stembiljetten.

De biljetten met een stem bovenaan de lijst en met een stem voor één of meer kandidaten van dezelfde lijst, worden in de eerste categorie gerangschikt; de stem bovenaan de lijst wordt dan als de enig geldige beschouwd. Hetzelfde geldt indien het biljet meer naamstemmen telt dan er werkelijke mandaten toe te wijzen zijn.

Indien het noodzakelijk is, kan de voorzitter beslissen om de opnemingsverrichtingen te onderbreken. In dat geval moet hij alle maatregelen treffen, voorgeschreven in artikel 59 voor het geval de kiesverrichtingen verschillende dagen duren.

Art. 61. Ongeldig zijn :

1° de andere stembiljetten dan die welke aan de kiezer zijn overhandigd op het ogenblik van de stemming;

2° de stembiljetten waarop meer dan één stem bovenaan een lijst is uitgebracht;

3° de stembiljetten waarop de kiezer een stem bovenaan een lijst en tevens één of meer stemmen voor één kandidaat of meerdere kandidaten van een andere lijst of meerdere andere lijsten heeft uitgebracht of de stembiljetten met stemmen voor kandidaten van verschillende lijsten;

4° de stembiljetten waarvan de vorm of de afmetingen zijn veranderd of die binnenin enig papier of voorwerp bevatten of waarvan de kiezer door een teken, een doorhaling of een merk kan worden herkend.

Het teken van de stemming, zelfs wanneer het op onvolmaakte wijze is aangebracht, wordt als een geldig uitgebrachte stem beschouwd tenzij het duidelijk in de bedoeling van de kiezer lag het stembiljet herkenbaar te maken.

Blanco zijn de stembiljetten waarop geen enkele stem is uitgebracht.

Art. 62. Als de voorzitter zelf aan de geldigheid van stembiljetten twijfelt en als een ander lid van het bureau voorbehoud meent te moeten maken over de geldigheid ervan, worden deze stembiljetten door de voorzitter als verdacht beschouwd.

Volgens de beslissing van de voorzitter worden zij bij de categorie gevoegd waartoe zij behoren.

De voorzitter vermeldt in het proces-verbaal het voorbehoud dat één of meer leden van het bureau menen te moeten handhaven. In dat geval parafeert hij het betwiste stembiljet.

De stembiljetten van iedere categorie worden door de leden van het bureau geteld. Dezen tellen ook het aantal door elke kandidaat behaalde naamstemmen.

Art. 63. Het bureau stelt vast en bepaalt het aantal ongeldige en blanco stembiljetten en, voor elke lijst, het aantal bovenaan de lijst uitgebrachte stemmen, het aantal stemmen die enkel op kandidaten van de lijst zijn uitgebracht en het aantal door iedere kandidaat behaalde naamstemmen. Al deze getallen worden in het proces-verbaal opgenomen.

Na afloop van deze verrichtingen worden de stembiljetten gerangschikt zoals bij artikel 60, vierde lid, 1°, 3° en 4°, is bepaald en worden zij in afzonderlijke en te sluiten omslagen gestoken. De verdachte stembiljetten worden door de voorzitter geviseerd. Hij zendt deze omslagen aan de voorzitter van het hoofdbureau; indien er geen hoofdbureau is, zendt hij ze onverwijld aan de werkgever.

Onderafdeling 2

Verdeling van de mandaten en aanwijzing van de gekozenen

Art. 64. Het bureau verdeelt de mandaten en wijst de gewone en plaatsvervangende gekozenen aan, dadelijk na de sluiting van de opnemingsverrichtingen.

S'il existe un bureau principal, les procès-verbaux des autres bureaux sont transmis à celui-ci, qui procède au recensement général des résultats du scrutin, à la répartition des mandats et à la désignation des élus.

L'élection se fait en un seul tour de scrutin.

Art. 65. Lorsqu'il y a plusieurs listes, le bureau divise successivement par 1, 2, 3, 4 etc le chiffre électoral de chaque liste, qui est égal au nombre de bulletins contenant un vote valable en tête de liste ou ne contenant de votes valables qu'en faveur d'un ou de plusieurs candidats de la liste et range les quotients, établis à deux décimales, dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre total de quotients égal à celui des membres effectifs à élire. Les bulletins marqués en tête et en faveur d'un ou de plusieurs candidats de la même liste sont considérés comme des votes en tête de liste.

La répartition entre les listes s'opère en attribuant à chacune d'elles autant de mandats que son chiffre électoral a fourni de quotients égaux ou supérieurs au dernier quotient utile.

Lorsqu'un mandat revient, à titre égal, à plusieurs listes, il est attribué à celle dont le chiffre électoral est le plus élevé. En cas de parité de chiffres électoraux, le mandat revient à la liste sur laquelle figure le candidat qui, en application de la procédure fixée à l'article 66, se verrait attribuer le mandat supplémentaire revenant à sa liste et qui a obtenu le plus de suffrages, compte tenu des votes de listes et des suffrages nominatifs, ou en cas d'égalité, à celui de ces candidats qui compte la plus grande ancienneté dans l'entreprise.

Art. 66. La désignation des candidats élus s'opère de la manière suivante : lorsque le nombre de candidats d'une liste est égal à celui des sièges revenant à la liste, ces candidats sont tous élus.

Lorsque ce nombre est supérieur, les sièges sont confiés aux candidats qui atteignent le chiffre spécial d'éligibilité dans l'ordre de leur présentation. S'il reste des mandats à conférer, ils le sont aux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas de parité, l'ordre de présentation prévaut.

Préalablement à la désignation des élus, le bureau principal procède à l'attribution individuelle aux candidats des votes de liste favorables à l'ordre de présentation.

Le nombre de ces votes de liste est établi en multipliant le nombre de bulletins marqués en tête de liste par le nombre de sièges obtenus par cette liste. L'attribution des votes de liste se fait d'après un mode dévolutif : les votes de liste sont ajoutés aux suffrages nominatifs obtenus par le premier candidat de la liste à concurrence de ce qui est nécessaire pour parfaire le chiffre d'éligibilité spécial à la liste; l'excédent s'il y en a est attribué dans une mesure semblable au deuxième candidat et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les votes de liste aient été attribués.

Le chiffre d'éligibilité spécial à chaque liste s'obtient en divisant par le nombre plus un des sièges attribués à la liste l'ensemble des suffrages utiles.

Lorsqu'il comprend une décimale il est arrondi au chiffre inférieur pour une décimale de un à quatre et au chiffre supérieur pour une décimale de cinq à neuf.

L'ensemble des suffrages utiles est établi en multipliant le nombre de bulletins contenant un vote valable en tête de liste additionné du nombre de bulletins contenant des suffrages en faveur d'un ou de plusieurs candidats de la liste par le nombre de sièges obtenus par la liste.

Art. 67. Dans chaque liste dont un ou plusieurs candidats sont élus les candidats non élus sont déclarés suppléants selon la règle prévue pour les effectifs sans que leur nombre puisse dépasser celui des élus effectifs de la liste.

Préalablement à la désignation des suppléants, le bureau ayant désigné les effectifs procède à une nouvelle attribution individuelle des votes de liste favorables à l'ordre de présentation, cette attribution se faisant de la même manière que pour les effectifs, mais en commençant par le premier des candidats non élus, dans l'ordre de présentation.

Tous les candidats non élus font l'objet d'un classement conformément à l'article 66.

Art. 68. Sitôt les opérations terminées, le bureau qui a procédé à la désignation des élus clôt le procès-verbal qui est revêtu de la signature de tous les membres du bureau.

Indien er een hoofdbureau is, worden de processen-verbaal van de andere bureaus naar dit bureau gezonden, dat een algemene telling houdt van de uitslagen der stemming, de mandaten verdeelt en de gekozenen aanwijst.

De verkiezing geschiedt door één enkele stemronde.

Art. 65. Wanneer er meerdere lijsten zijn, deelt het bureau het kiescijfer van elke lijst, dat gelijk is aan het aantal biljetten met een geldige lijststem of waarop enkel geldige stemmen voor één of meer kandidaten op de lijst voorkomen, achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, enz. en rangschikt de quotiënten, opgesteld in twee decimalen, naar de orde van belangrijkheid tot een totaal aantal quotiënten, gelijk aan het aantal te verkiezen gewone leden, is bereikt. De biljetten die bovenaan werden ingevuld en ten voordele van een of meerdere kandidaten van dezelfde lijst worden beschouwd als lijststemmen.

De verdeling onder de lijsten geschiedt door toekenning aan elke lijst van evenveel mandaten als het kiescijfer quotiënten heeft gegeven die gelijk zijn aan of hoger dan het laatste nuttig quotiënt.

Wanneer een mandaat met gelijk recht aan verschillende lijsten toekomt, wordt het toegekend aan de lijst met het hoogste kiescijfer. Bij staking van kiescijfers wordt het mandaat toegekend aan de lijst waarop de kandidaat voorkomt die, in toepassing van de bij artikel 66 vastgestelde procedure, het bijkomend mandaat toegekend zou krijgen dat aan zijn lijst toekomt en die de meeste stemmen heeft behaald, rekening houdend met de lijststemmen en de naamstemmen, of in geval van gelijkheid aan de kandidaat die in de onderneming de grootste anciënniteit heeft.

Art. 66. De aanwijzing van de verkozen kandidaten geschiedt op de volgende wijze : wanneer het aantal kandidaten van een lijst gelijk is aan het aantal zetels dat aan de lijst toekomt, zijn al die kandidaten gekozen.

Is dat aantal groter, dan worden de zetels toegekend aan de kandidaten die in volgorde van hun voordracht het bijzonder verkiesbaarheidscijfer bereiken. Zijn er nog mandaten te begeben, dan worden zij toegekend aan de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald. Bij gelijk stemmental is de volgorde van de voordracht beslissend.

Alvorens de gekozenen aan te wijzen, kent het hoofdstembureau aan de kandidaten individueel de lijststemmen toe die ten gunste van de orde van voordracht zijn uitgebracht.

Dit aantal lijststemmen wordt verkregen door het aantal van de bovenaan op de lijst ingevulde stembiljetten te vermenigvuldigen met het aantal van de zetels door deze lijst behaald. De toekenning van de lijststemmen geschiedt door overdracht : aan de naamstemmen die door de eerste kandidaat van de lijst zijn behaald, worden zoveel lijststemmen toegevoegd als nodig is om het verkiesbaarheidscijfer van die lijst te bereiken; is er een overschot, dan wordt dat op gelijke wijze toegekend aan de tweede kandidaat, en zo verder tot alle lijststemmen zijn toegekend.

Het bijzonder verkiesbaarheidscijfer van elke lijst wordt verkregen door het totaal van de in aanmerking komende stemmen te delen door het getal van de aan de lijst toegekende zetels, vermeerderd met één.

Wanneer hierin een decimaal voorkomt, wordt het cijfer naar beneden afgerond voor een decimaal van één tot vier en naar boven voor een decimaal van vijf tot negen.

Het totaal van de in aanmerking komende stemmen wordt verkregen door het aantal stembiljetten met een geldige stem bovenaan de lijst gevoegd bij de stembiljetten met geldige stemmen voor één of meerdere kandidaten, te vermenigvuldigen met het aantal zetels dat aan de lijst toekomt.

Art. 67. Op elke lijst waarvan één of meer kandidaten verkozen zijn, worden de niet verkozen kandidaten plaatsvervangend verklaard volgens de regel bepaald voor de gewone verkozenen, zonder dat hun aantal hoger mag zijn dan het aantal verkozenen van de lijst.

Vooraleer de plaatsvervangende kandidaten worden aangewezen, gaat het bureau, na aanwijzing van de gewone kandidaten, over tot een nieuwe individuele toewijzing van de lijststemmen die aan de orde van de voordracht ten goede komt; deze toewijzing geschiedt op dezelfde wijze als voor de gewone kandidaten, doch te beginnen met de eerste van de niet verkozen kandidaten in de orde van de voordracht.

Alle niet-verkozen kandidaten worden gerangschikt overeenkomstig artikel 66.

Art. 68. Na verloop van deze verrichtingen sluit het bureau, dat de gekozenen heeft aangewezen, het proces-verbaal, dat door alle leden van het bureau wordt ondertekend.

Le président du bureau envoie immédiatement, pour le conseil ou le comité :

1° l'original des procès-verbaux au Directeur général de la Direction générale des Relations individuelles du Travail du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale en y mentionnant le numéro de dossier qui leur a été attribué par la Direction générale précitée;

2° une copie des procès-verbaux à l'employeur qui le conserve pendant toute la législature pour l'application de l'article 79;

3° par lettre recommandée à la poste, une copie des procès-verbaux aux organisations représentatives des travailleurs et des cadres intéressés.

En même temps, les résultats du scrutin doivent être communiqués au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale en vue de l'élaboration de statistiques. Cet envoi se fait par voie électronique selon les modalités définies par le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale. A défaut, ces données seront transmises au moyen d'une fiche statistique fournie par le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale. En vue de cette transmission des résultats, l'employeur aura fait parvenir au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, par la voie électronique ou, à défaut, par une fiche statistique fournie par le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, les renseignements permettant d'identifier l'entreprise organisant les élections ainsi que les informations sur le personnel occupé et sur le nombre de mandats par catégorie. Ces informations seront transmises selon les modalités déterminées par le SPF, au plus tard le soixantième jour précédant l'affichage de l'avis annonçant la date des élections pour les renseignements permettant d'identifier l'entreprise et au plus tard le jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections pour les informations sur le personnel occupé et sur le nombre de mandats par catégorie.

Au plus tard le lendemain de la clôture des opérations, le président remet à l'employeur dans des enveloppes scellées, les documents ayant servi à l'élection.

L'employeur assure la conservation des documents pendant une période de vingt-cinq jours qui suit le jour de la clôture des opérations électorales. En cas de recours, il communique les documents à la juridiction compétente.

En l'absence de recours ou postérieurement à la décision définitive de la juridiction d'appel, les bulletins de vote peuvent être détruits par l'employeur.

Au plus tard deux jours après la clôture des opérations électorales, l'employeur affiche, aux mêmes endroits que l'avis annonçant la date des élections, un avis indiquant le résultat du vote et la composition du conseil ou du comité.

L'avis mentionne clairement et précisément tous les délégués du personnel et tous les délégués de l'employeur ainsi que leurs suppléants. Il doit rester affiché jusqu'au quatre-vingt-quatrième jour qui suit l'affichage du résultat du vote.

Art. 69. Lorsqu'il n'existe qu'un collège électoral en cas d'élection simultanée pour les candidats employés et pour les candidats ouvriers, les opérations visées aux articles 60 à 68 se font séparément pour chaque catégorie de candidats.

Section IV. — Organisation de nouvelles élections

Art. 70. Les élections sont organisées en dehors de la période déterminée à l'article 9 de la présente loi :

1° en cas d'annulation judiciaire des élections;

De voorzitter van het bureau zendt onmiddellijk, voor de raad of het comité :

1° het origineel van de processen-verbaal naar de Directeur-generaal van de Algemene Directie Individuele Arbeidsbetrekkingen van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, met vermelding van het dossiernummer dat hun werd toegekend door voornoemde Algemene Directie;

2° een afschrift van de processen-verbaal naar de werkgever, die het tijdens de gehele legislatuur bewaart voor de toepassing van artikel 79;

3° bij een ter post aangetekend schrijven, een afschrift van de processen-verbaal naar de betrokken representatieve werknemers en kaderledenorganisaties.

Tezelfdertijd moeten de resultaten van de stemming aan de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg meegedeeld worden voor het opmaken van statistieken. Deze verzending gebeurt langs elektronische weg overeenkomstig de nadere regelen vastgesteld door de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. Bij ontstentenis zullen deze gegevens verzonden worden door middel van een statistische steekkaart verstrekt door de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. Met het oog op deze verzending van resultaten, zal de werkgever aan de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, langs elektronische weg of bij ontstentenis, door middel van een statistische steekkaart verstrekt door de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, inlichtingen verstrekken, die toelaten de onderneming die sociale verkiezingen organiseert te identificeren en inlichtingen over het tewerkgesteld personeel en het aantal mandaten per categorie. Deze inlichtingen worden verzonden overeenkomstig de nadere regelen vastgesteld door de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg; uiterlijk op de 60ste dag voor de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, voor wat betreft de inlichtingen die toelaten de onderneming die sociale verkiezingen organiseert te identificeren, en uiterlijk de dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, voor wat betreft de inlichtingen over het tewerkgesteld personeel en het aantal mandaten per categorie.

Uiterlijk daags na de sluiting van de verrichtingen overhandigt de voorzitter de documenten die voor de verkiezingen hebben gediend, in verzegelde omslagen aan de werkgever.

De werkgever bewaart de documenten gedurende een periode van vijftienvier dagen die volgt op de dag van de sluiting van de kiesverrichtingen. In geval van beroep bezorgt hij de documenten aan het bevoegde rechtsorgaan.

Als er geen beroep wordt ingesteld of nadat de definitieve beslissing van het rechtsorgaan van beroep is gevallen mag de werkgever de stembiljetten vernietigen.

Uiterlijk twee dagen na de sluiting van de kiesverrichtingen wordt door de werkgever op dezelfde plaatsen als het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, een bericht aangeplakt met de uitslag der stemming en de samenstelling van de raad of het comité.

Dat bericht vermeldt duidelijk en nauwkeurig alle personeelsafgevaardigden en alle werkgeversafgevaardigden alsmede hun plaatsvervangers. Het moet aangeplakt blijven tot de vierentachtigste dag na de aanplakking van de uitslag van de stemming.

Art. 69. Indien slechts één kiescollege bestaat in geval gelijktijdig wordt gekozen voor de kandidaten-bedienden en voor de kandidaten-arbeiders geschieden de in de artikelen 60 tot 68 bedoelde verrichtingen voor elke categorie van kandidaten afzonderlijk.

Afdeling IV. — Organisatie van nieuwe verkiezingen

Art. 70. De verkiezingen worden georganiseerd buiten de periode bepaald in artikel 9 van deze wet :

1° in geval van gerechtelijke nietigverklaring van de verkiezingen;

2° dès que le nombre de délégués effectifs devient inférieur à deux et qu'il n'y a plus de délégués suppléants ni de candidats pour occuper le ou les sièges vacants; ces élections sont organisées conformément aux articles 13 et suivants de la présente loi et sur base des décisions prises par l'employeur en exécution de l'article 12 lors des dernières élections du même organe, éventuellement modifiées par le tribunal du travail;

3° lorsque la procédure a été entamée en retard alors que l'entreprise remplissait les conditions pour l'institution ou le renouvellement d'un organe;

4° lorsque les recours judiciaires ont entraîné un retard dans la procédure;

5° lorsqu'il y a eu suspension des opérations électorales pour cause de grève ou de chômage temporaire.

Section V. — Vote par des moyens électroniques

Art. 71. Par dérogation aux articles 50, 51, 54 et 59 à 63, il peut être procédé au vote par des moyens électroniques aux conditions prévues par la présente section.

Art. 72. Le système informatique utilisé doit répondre aux conditions suivantes :

1° être conforme aux dispositions légales et réglementaires régissant l'élection des délégués du personnel au sein des conseils et des comités;

2° enregistrer les données suivantes qui doivent figurer au procès-verbal :

a) la date des élections;

b) l'organe concerné;

c) le numéro du bureau de vote;

d) le collège électoral concerné;

e) le nombre d'électeurs ayant pris part au vote (en cas de collège électoral commun, chaque électeur exprime deux votes);

f) le nombre de votes blancs;

g) le nombre de suffrages en tête de liste;

h) le nombre de suffrages exprimés uniquement en faveur de candidats de la liste;

i) le nombre de voix obtenues par chaque candidat;

j) le nombre de mandats effectifs par liste;

k) le nom et le prénom des élus effectifs par liste;

l) le nom et le prénom des élus suppléants par liste;

3° présenter un écran de visualisation affichant au début de l'opération de vote le numéro et le sigle de toutes les listes de candidats; lorsque l'électeur choisit une liste, les noms de tous les candidats doivent apparaître dans l'ordre de leur présentation; ces affichages doivent présenter une garantie de neutralité;

4° ne pas permettre qu'un vote nul soit enregistré; l'électeur doit être invité à recommencer son vote;

5° offrir les garanties nécessaires de fiabilité et de sécurité et garantir l'impossibilité de toute manipulation des données enregistrées et le secret du vote;

6° imposer l'usage de cartes magnétiques distinctes lorsque le vote s'opère à la fois pour le conseil et le comité;

2° zodra het aantal gewone afgevaardigden kleiner is dan twee en er geen plaatsvervangende afgevaardigden of geen kandidaten meer zijn om de vacante zetel(s) te bezetten; deze verkiezingen worden overeenkomstig de artikelen 13 en volgende van deze wet gehouden en op basis van de beslissingen genomen door de werkgever in uitvoering van artikel 12 bij de vorige verkiezingen van hetzelfde orgaan, eventueel gewijzigd door de arbeidsrechtbank;

3° wanneer de procedure te laat werd ingezet terwijl de onderneming voldeed aan de voorwaarden voor de oprichting of de hernieuwing van een orgaan;

4° wanneer de beroepen voor de arbeidsgerechten een vertraging in de procedure hebben veroorzaakt;

5° wanneer de kiesverrichtingen geschorst werden wegens staking of tijdelijke werkloosheid.

Afdeling V. — Elektronisch stemmen

Art. 71. In afwijking van de artikelen 50, 51, 54 en 59 tot 63, kan tot elektronisch stemmen worden overgegaan onder de door deze afdeling bepaalde voorwaarden.

Art. 72. Het informaticasysteem dat aangewend wordt, moet beantwoorden aan volgende voorwaarden :

1° in overeenstemming zijn met de wettelijke en reglementaire bepalingen die de verkiezing van de personeelsafgevaardigden in de raden en de comités regelen;

2° volgende gegevens registreren die moeten opgenomen worden in het proces-verbaal :

a) de datum van de verkiezingen;

b) het betrokken orgaan;

c) het nummer van het stembureau;

d) het betrokken kiescollege;

e) het aantal kiezers die aan de stemming hebben deelgenomen (in geval van gemeenschappelijk kiescollege, brengt elke kiezer twee stemmen uit);

f) het aantal blanco stemmen;

g) het aantal lijststemmen;

h) het aantal uitgebrachte lijststemmen enkel ten voordele van kandidaten van de lijst;

i) het aantal stemmen behaald door elke kandidaat;

j) het aantal effectieve mandaten per lijst;

k) de naam en de voornaam van de gewone verkozenen per lijst;

l) de naam en de voornaam van de plaatsvervangende verkozenen per lijst;

3° een beeldscherm tonen dat bij het begin van de kiesverrichting een overzicht geeft van alle lijstnummers en letterwoorden van de kandidatenlijsten; wanneer de kiezer een lijst kiest, moeten de namen van alle kandidaten verschijnen in de volgorde van hun voordracht; deze overzichten moeten een waarborg van neutraliteit bieden;

4° niet toelaten dat een ongeldige stem wordt geregistreerd; de kiezer moet uitgenodigd worden om zijn stem opnieuw uit te brengen;

5° de nodige waarborgen bieden inzake betrouwbaarheid en veiligheid en de onmogelijkheid verzekeren van elke manipulatie van de geregistreerde gegevens evenals het geheim der stemming;

6° het gebruik opleggen van verschillende magnetische kaarten wanneer de stemming tegelijk plaatsvindt voor de raad en het comité;

7° assurer la conservation des résultats du scrutin et la possibilité de contrôle des opérations électorales et des résultats par les juridictions du travail.

Art. 73. Un système de vote par des moyens électroniques ne peut être utilisé que :

1° s'il est accompagné d'une attestation du fabricant que le système répond aux conditions fixées à l'article 72;

2° si le fabricant peut garantir une aide en cas de problèmes techniques se posant au moment des élections;

3° s'il a fait l'objet d'un dépôt à la Direction générale des Relations individuelles du Travail du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

Art. 74. La décision de procéder au vote par des moyens électroniques doit être prise à l'unanimité par chaque conseil ou comité concerné.

Préalablement, le conseil ou le comité aura été informé des points figurant aux articles 72 et 73.

Cette décision fait l'objet d'une mention dans l'avis prévu à l'article 14.

Art. 75. Les membres des bureaux électoraux, les présidents et secrétaires suppléants, les témoins et les électeurs doivent bénéficier d'une formation adéquate.

Art. 76. Chaque collège électoral doit voter séparément.

Art. 77. Les témoins du bureau principal peuvent assister à l'encodage des listes de candidats.

Section VI. — Dispense d'organiser des élections

Art. 78. La procédure électorale est arrêtée :

1° lorsqu'aucune liste de candidats n'est présentée;

2° lorsqu'aucune liste de candidats n'a été déposée pour une ou pour plusieurs catégories du personnel, mais qu'une ou plusieurs listes ont été déposées pour au moins une autre catégorie du personnel;

3° lorsqu'une seule organisation représentative des travailleurs ou une seule organisation représentative des cadres ou lorsque seul un groupe de cadres présente un nombre de candidats inférieur ou égal au nombre de mandats effectifs à attribuer; dans ce cas, ces candidats sont élus d'office.

Si la procédure électorale est arrêtée parce qu'aucune liste de candidats n'a été déposée pour aucune catégorie du personnel, il n'y a pas lieu de constituer un bureau électoral. L'employeur prend lui-même la décision d'arrêter la procédure électorale à l'expiration du délai prévu à l'article 33 ou, le cas échéant après notification du jugement qui annulerait toutes les candidatures dans le cadre du recours régi à l'article 5 de la loi du 4 décembre 2007 réglant les recours judiciaires introduits dans le cadre de la procédure relative aux élections sociales de l'année 2008. L'employeur affiche, aux mêmes endroits que l'avis annonçant la date des élections, un avis indiquant sa décision d'arrêter la procédure électorale et la raison pour laquelle il n'y a pas eu de vote. Il envoie en même temps, copie de cet avis au Directeur général de la Direction générale des Relations individuelles du Travail du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

7° de bewaring verzekeren van de resultaten van de stemming en van de mogelijkheid tot controle van de stemverrichtingen en van de resultaten door de arbeidsgerichten.

Art. 73. Een systeem van elektronisch stemmen mag enkel worden gebruikt :

1° indien het vergezeld is van een attest van de fabrikant dat het systeem beantwoordt aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 72;

2° indien de fabrikant ondersteuning kan waarborgen in geval van technische problemen die rijzen op het ogenblik van de verkiezingen;

3° indien het werd neergelegd bij de Algemene Directie Individuele Arbeidsbetrekkingen van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Art. 74. De beslissing om over te gaan tot elektronisch stemmen moet met unaniteit genomen worden door elke betrokken raad of comité.

De raad of het comité zal voorafgaandelijk ingelicht zijn van de in de artikelen 72 en 73 opgenomen punten.

Deze beslissing is het voorwerp van een vermelding in het bericht bepaald in artikel 14.

Art. 75. De leden van de stembureaus, de plaatsvervangende voorzitters en secretarissen, de getuigen en de kiezers, moeten een passende opleiding krijgen.

Art. 76. Elk kiescollege moet afzonderlijk stemmen.

Art. 77. De getuigen van het hoofdbureau kunnen de codering van de kandidatenlijsten bijwonen.

Afdeling VI. — Vrijstelling van het organiseren van verkiezingen

Art. 78. De kiesprocedure wordt stopgezet :

1° wanneer geen enkele kandidatenlijst werd ingediend;

2° wanneer geen enkele kandidatenlijst werd ingediend voor één of meerdere personeelscategorieën, terwijl één of meerdere lijsten ingediend zijn voor minstens één andere personeelscategorie;

3° wanneer één enkele representatieve werknemersorganisatie of één enkele representatieve organisatie van kaderleden of wanneer enkel één groep van kaderleden een aantal kandidaten voordraagt dat gelijk is aan of lager is dan het aantal toe te kennen gewone mandaten; in dat geval zijn de kandidaten van rechtswege verkozen.

Indien de kiesprocedure wordt stopgezet omdat geen enkele kandidatenlijst werd neergelegd voor geen enkele personeelscategorie, moet er geen kiesbureau samengesteld worden. De werkgever neemt zelf de beslissing om de kiesprocedure stop te zetten na verloop van de in artikel 33 bepaalde termijn of, in voorkomend geval na kennisgeving van het vonnis dat alle candidaturen zou nietig verklaren in het kader van het beroep geregeld door artikel 5 van de wet van 4 december 2007 tot regeling van de gerechtelijke beroepen ingesteld in het kader van de procedure aangaande de sociale verkiezingen van het jaar 2008. De werkgever plakt op dezelfde plaatsen als het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, een bericht aan met vermelding van zijn beslissing tot stopzetting van de kiesprocedure en van de reden waarom er geen stemming heeft plaatsgevonden. Tegelijkertijd verzendt hij een afschrift van dit bericht aan de Directeur-generaal van de Algemene Directie Individuele Arbeidsbetrekkingen van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Si la procédure électorale est arrêtée parce qu'aucune liste de candidats n'a été déposée pour une ou pour plusieurs catégories du personnel, mais qu'une ou plusieurs listes ont été déposées pour au moins une autre catégorie du personnel, le bureau électoral constitué pour la catégorie qui comporte le plus grand nombre d'électeurs procède comme il est prévu à l'article 68, alinéa 3, de la présente loi et indique la raison pour laquelle il n'y a pas eu de vote.

Si la procédure est arrêtée parce que une seule organisation représentative des travailleurs ou une seule organisation représentative des cadres ou lorsque seul un groupe de cadres présente un nombre de candidats inférieur ou égal au nombre de mandats effectifs à attribuer, dans ce cas, un bureau électoral doit néanmoins être constitué la veille du jour de l'envoi ou de la remise des convocations électorales pour la catégorie du personnel concernée. Le bureau procède comme il est prévu à l'article 68, alinéas 1^{er}, 2 et 3, de la présente loi et indique dans le procès-verbal, la raison pour laquelle il n'y a pas eu de vote.

La décision d'arrêter la procédure électorale, et, le cas échéant, la composition du conseil ou du comité doivent être portées à la connaissance des travailleurs par l'affichage d'un avis conformément aux dispositions de l'article 68, alinéas 7 et 8.

Le recours contre la décision d'arrêter la procédure électorale est régi par le chapitre IV de la loi du 4 décembre 2007 réglant les recours judiciaires introduits dans le cadre de la procédure relative aux élections sociales de l'année 2008.

Section VII. — Remplacement des membres effectifs

Art. 79. Lorsque le mandat d'un ou de plusieurs membres effectifs de la délégation des travailleurs prend fin, ceux-ci sont remplacés successivement par :

1° les suppléants de la même liste dans l'ordre dans lequel ils ont été élus;

2° les candidats non élus de la même liste dans l'ordre du classement tel que prévu à l'article 67, alinéa 3 et tel qu'attesté par le procès-verbal de dépouillement.

Art. 80. Lorsqu'un membre de la délégation de l'employeur perd sa fonction de direction dans l'entreprise, l'employeur peut désigner la personne qui reprend les mêmes fonctions.

Lorsque la fonction d'un membre de la délégation de l'employeur est supprimée, l'employeur peut désigner une personne exerçant une des fonctions définies dans l'avis visé à l'article 14 éventuellement modifié conformément au dernier alinéa du présent article.

Le recours contre la désignation d'un remplaçant est régi par l'article 9 de la loi du 4 décembre 2007 réglant les recours judiciaires introduits dans le cadre de la procédure relative aux élections sociales de l'année 2008.

La liste des fonctions de direction déterminée conformément à l'article 12 et éventuellement modifiée par le tribunal du travail dans le cadre du recours régi par l'article 3 de la loi du 4 décembre 2007 réglant les recours judiciaires introduits dans le cadre de la procédure relative aux élections sociales de l'année 2008, ainsi qu'à titre indicatif, la liste des membres du personnel de direction arrêtée au jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections sont conservées jusqu'aux prochaines élections à l'endroit où est conservé le règlement de travail de l'entreprise.

Indien de kiesprocedure wordt stopgezet omdat geen enkele kandidatenlijst werd neergelegd voor één of meerdere personeelscategorieën, terwijl één of meerdere lijsten werden ingediend voor minstens één andere personeelscategorie, handelt het kiesbureau dat samengesteld is voor de categorie die het grootste aantal kiezers telt, overeenkomstig artikel 68, derde lid, van deze wet, en duidt de reden aan waarom er geen stemming heeft plaatsgevonden.

Indien de procedure wordt stopgezet omdat één enkele representatieve werknemersorganisatie of één enkele representatieve organisatie van kaderleden of wanneer enkel één groep van kaderleden een aantal kandidaten voordraagt dat lager is dan of gelijk is aan het aantal toe te kennen gewone mandaten dient, in dit geval, niettemin een kiesbureau te worden samengesteld op de vooravond van de dag van de verzending of de overhandiging van de oproepingsbrieven voor de verkiezing voor de betrokken werknemerscategorie. Het bureau handelt zoals voorgeschreven door artikel 68, eerste, tweede en derde lid van deze wet en vermeldt in het proces-verbaal de reden waarom er geen stemming heeft plaatsgevonden.

De beslissing tot stopzetting van de kiesprocedure en, in voorkomend geval, de samenstelling van de raad of van het comité moeten door aanplakking van een bericht overeenkomstig de bepalingen van artikel 68, zevende en achtste lid, aan de werknemers ter kennis worden gebracht.

Het beroep tegen de beslissing tot stopzetting van de kiesprocedure wordt geregeld door hoofdstuk IV van de wet van 4 december 2007 tot regeling van de gerechtelijke beroepen ingesteld in het kader van de procedure aangaande de sociale verkiezingen van het jaar 2008.

Afdeling VII. — Vervanging van de gewone leden

Art. 79. Wanneer een einde komt aan het mandaat van een of meer gewone leden van de afvaardiging van de werknemers, worden deze achtereenvolgens vervangen door :

1° de plaatsvervangende leden van dezelfde lijst in de volgorde waarin zij werden verkozen;

2° de niet verkozen kandidaten van dezelfde lijst in de volgorde van de rangschikking zoals bepaald in artikel 67, derde lid en zoals vastgesteld in het proces-verbaal van de stemopneming.

Art. 80. Wanneer een lid van de afvaardiging van de werkgever zijn leidinggevende functie in de onderneming verliest, kan de werkgever de persoon aanduiden die dezelfde functie bekleedt.

Wanneer de functie van een lid van de afvaardiging van de werkgever wordt afgeschaft, kan de werkgever een persoon aanduiden die één van de functies uitoefent, die bepaald zijn in het bericht bedoeld in artikel 14 dat in voorkomend geval gewijzigd is overeenkomstig het laatste lid van dit artikel.

Het beroep tegen de aanwijzing van een vervanger wordt geregeld door artikel 9 van de wet van 4 december 2007 tot regeling van de gerechtelijke beroepen ingesteld in het kader van de procedure aangaande de sociale verkiezingen van het jaar 2008.

De lijst van de leidinggevende functies bepaald overeenkomstig artikel 12 en eventueel gewijzigd door de arbeidsrechtbank in het kader van het beroep geregeld door artikel 3 van de wet van 4 december 2007 tot regeling van de gerechtelijke beroepen ingesteld in het kader van de procedure aangaande de sociale verkiezingen van het jaar 2008, evenals bij wijze van aanduiding, de lijst met de leden van het leidinggevend personeel, vastgesteld op de dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt, wordt bewaard tot de volgende verkiezingen, op de plaats waar het arbeidsreglement van de onderneming wordt bewaard.

Lorsque de nouvelles fonctions de direction sont créées après la date de l'affichage du résultat des élections, la liste visée à l'alinéa précédent peut être adaptée.

Dans ce cas, l'employeur soumet par écrit une proposition d'adaptation de la liste au conseil ou au comité accompagnée à titre indicatif du nom des personnes qui exercent ces fonctions de direction. Celui-ci fait connaître ses remarques à l'employeur dans le mois qui suit la remise de la proposition au conseil ou au comité. Ensuite l'employeur fait connaître, par écrit, sa décision au conseil ou au comité et l'affiche dans les locaux de l'entreprise à l'endroit prévu à l'article 15 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail.

Le recours contre cette décision est régi par l'article 10 de la loi du 4 décembre 2007 réglant les recours judiciaires introduits dans le cadre de la procédure relative aux élections sociales de l'année 2008.

Cette décision modifie la liste des fonctions de direction définies dans l'avis visé à l'article 12; cet avis est conservé jusqu'aux prochaines élections à l'endroit où est conservé le règlement de travail de l'entreprise.

TITRE III. — Autres dispositions relatives aux conseils et aux comités

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions communes

Art. 81. Le conseil ou le comité se réunit sur convocation du chef d'entreprise au moins une fois par mois, à la date, à l'heure et au lieu déterminé par celui-ci.

Lorsqu'aucun recours, tel que régi par la loi du 4 décembre 2007 réglant les recours judiciaires introduits dans le cadre de la procédure relative aux élections sociales de l'année 2008, n'est introduit pour annuler les élections, pour rectifier les résultats des élections ou pour annuler la désignation d'un délégué représentant l'employeur, la première réunion du conseil ou du comité se tient au plus tard dans les trente jours qui suivent l'expiration du délai de recours régi par la loi précitée et, dans l'autre cas, dans les trente jours qui suivent la décision judiciaire définitive validant les élections.

La règle générale prévue à l'alinéa précédent n'est toutefois d'application qu'à défaut de dispositions particulières dans le règlement d'ordre intérieur prévoyant un délai plus court.

Lorsqu'un recours régi par la loi du 4 décembre 2007 réglant les recours judiciaires introduits dans le cadre de la procédure relative aux élections sociales de l'année 2008 a été introduit pour annuler les élections, pour rectifier les résultats des élections ou pour annuler la désignation d'un délégué représentant l'employeur, l'ancien conseil ou l'ancien comité continue à exercer ses missions jusqu'à ce que la composition du nouveau conseil ou du nouveau comité est devenue définitive.

Art. 82. L'employeur est tenu de convoquer le conseil ou le comité lorsqu'un tiers au moins des membres effectifs de la délégation du personnel lui en fait la demande. Les représentants indiquent les questions qu'ils désirent voir porter à l'ordre du jour.

Wanneer nieuwe leidinggevende functies gecreëerd worden na de datum van de aanplakking van het resultaat van de verkiezingen, kan de in het vorig lid bedoelde lijst aangepast worden.

In dit geval legt de werkgever schriftelijk een voorstel tot aanpassing van de lijst voor aan de raad of het comité vergezeld van, bij wijze van aanduiding, de naam van de personen die deze leidinggevende functies uitoefenen. Deze raad of dit comité deelt zijn opmerkingen mee aan de werkgever binnen de maand volgend op de overlegging van het voorstel aan de raad of het comité. Vervolgens deelt de werkgever, schriftelijk, zijn beslissing mee aan de raad of het comité en plakt hij deze aan in de lokalen van de onderneming op de plaats bepaald in artikel 15 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen.

Het beroep tegen deze beslissing wordt geregeld door artikel 10 van de wet van 4 december 2007 tot regeling van de gerechtelijke beroepen ingesteld in het kader van de procedure aangaande de sociale verkiezingen van het jaar 2008.

Deze beslissing wijzigt de lijst van de leidinggevende functies vastgesteld in het bij artikel 12 bedoelde bericht; dit bericht wordt bewaard tot aan de volgende verkiezingen op de plaats waar het arbeidsreglement van de onderneming bewaard wordt.

TITEL III. — Andere bepalingen betreffende de raden en comités

HOOFDSTUK I. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 81. De raad of het comité, bijeengeroepen door het ondernemingshoofd, vergadert ten minste eenmaal per maand op de datum, het uur en de plaats die door het ondernemingshoofd worden vastgesteld.

Is geen beroep tot nietigverklaring van de verkiezingen, tot verbetering van de verkiezingsresultaten of tot nietigverklaring van de aanduiding van een werkgeversafgevaardigde ingesteld, zoals geregeld door de wet van 4 december 2007 tot regeling van de gerechtelijke beroepen ingesteld in het kader van de procedure aangaande de sociale verkiezingen van het jaar 2008, dan wordt de eerste vergadering van de raad of het comité gehouden uiterlijk binnen dertig dagen na het verstrijken van de beroepstermijn vastgesteld door voornoemde wet, en, in het andere geval, binnen dertig dagen na de definitieve gerechtelijke beslissing tot geldigverklaring van de verkiezingen.

De in het voorafgaande lid bepaalde algemene regel is evenwel alleen dan van toepassing wanneer geen bijzondere bepalingen in het huishoudelijk reglement voorkomen waarbij een kortere termijn wordt bepaald.

Wanneer een beroep wordt ingesteld tot nietigverklaring van de verkiezingen, tot verbetering van de verkiezingsresultaten of tot nietigverklaring van de aanduiding van een werkgeversafgevaardigde, zoals geregeld door de wet van 4 december 2007 tot regeling van de gerechtelijke beroepen ingesteld in het kader van de procedure aangaande de sociale verkiezingen van het jaar 2008, blijft de oude raad of het oude comité zijn taken uitvoeren tot de samenstelling van de nieuwe raad of het nieuwe comité definitief is geworden.

Art. 82. De werkgever moet de raad of het comité bijeenroepen wanneer ten minste een derde van de gewone leden van de personeelsafvaardiging hem hierom verzoekt. De verzoekers doen mededeling van de punten die zij op de agenda geplaatst wensen te zien.

Art. 83. Les frais supplémentaires de transport des délégués du personnel sont à charge de l'employeur dans les cas suivants :

1° quand ils assistent à des réunions intersièges;

2° quand ils doivent se rendre en dehors de leurs heures de travail à des réunions avec leurs propres moyens de transport;

3° quand ils sont dans l'impossibilité de faire usage de leurs titres de transport normaux.

Art. 84. Le secrétaire du conseil ou du comité tient le procès-verbal de chaque réunion.

Au procès-verbal sont actés : les propositions faites au conseil ou au comité, les décisions prises ainsi qu'un résumé fidèle des débats.

Le procès-verbal de la réunion est lu et approuvé à l'ouverture de la réunion suivante.

CHAPITRE II

Dispositions particulières relatives au conseil d'entreprise

Art. 85. Le conseil peut décider qu'il remplira à l'avenir les fonctions attribuées à un comité, aux conditions suivantes :

1° la décision ne peut être prise que de l'avis conforme préalable du comité;

2° la décision ne peut être prise que si les organisations des travailleurs représentées au sein de la délégation du personnel du conseil d'entreprise groupent au moins 60 p.c. des membres du personnel;

3° le conseil devra préalablement s'assurer du concours des personnes faisant déjà partie du comité et notamment du conseiller en prévention, du ou des membres du personnel de maîtrise, du médecin et de l'assistante sociale du service médical et, le cas échéant, des techniciens appartenant à l'entreprise;

4° la décision n'a d'effets qu'après avoir été approuvée par le ministre fédéral qui a l'emploi dans ses attributions.

Art. 86. Dans les entreprises occupant moins de 100 travailleurs dans lesquelles doit être institué un conseil, les délégués du personnel élus au comité exercent le mandat des délégués du conseil.

Si ces délégués sont remplacés conformément à l'article 79, leurs remplaçants exercent également leur mandat au conseil.

Le conseil continue à fonctionner séparément du comité selon les règles fixées à l'article 22 de la loi du 20 septembre 1948.

TITRE IV. — Surveillance et dispositions finales

CHAPITRE I^{er}. — Surveillance

Art. 87. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, sont désignés comme fonctionnaires et agents chargés de surveiller l'exécution de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et de ses arrêtés d'exécution, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail en ce qui concerne la désignation des délégués du personnel des comités pour la prévention et la protection au travail, et de ses arrêtés d'exécution, ainsi que de la présente loi, les inspecteurs sociaux de la Direction générale Contrôle des lois sociales du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

Art. 83. De aanvullende vervoerskosten van de personeelsafgevaardigden zijn ten laste van de werkgever in de volgende gevallen :

1° wanneer zij vergaderingen tussen verschillende zetels bijwonen;

2° wanneer zij, buiten hun gewone werkuren, met hun eigen vervoermiddelen vergaderingen moeten bijwonen;

3° wanneer zij zich in de onmogelijkheid bevinden om van hun normale vervoerbewijzen gebruik te maken.

Art. 84. De secretaris van de raad of het comité maakt de notulen van iedere vergadering op.

In de notulen worden opgetekend : de in de raad of het comité gedane voorstellen, de genomen beslissingen, alsmede een getrouwe korte inhoud van de beraadslagingen.

De notulen der vergadering worden bij de opening van de volgende vergadering voorgelezen en goedgekeurd.

HOOFDSTUK II

Bijzondere bepalingen betreffende de ondernemingsraad

Art. 85. De raad kan beslissen dat hij in de toekomst de aan een comité opgedragen taken zal vervullen, waarbij de volgende voorwaarden gelden :

1° de beslissing kan eerst genomen worden na eensluidend advies van het comité;

2° de beslissing kan alleen dan worden genomen wanneer de werknemersorganisaties die in de personeelsafvaardiging van de ondernemingsraad vertegenwoordigd zijn, ten minste 60 pct. van de personeelsleden verenigen;

3° de raad zal vooraf een beroep doen op de medewerking van personen die reeds zitting hebben in het comité, met name van de preventieadviseur, van het lid of van de leden van het leidinggevend personeel, van de geneesheer en van de sociaal assistente van de medische dienst en, eventueel van technici van de onderneming;

4° de beslissing heeft pas uitwerking nadat zij is goedgekeurd door de federale minister die de werkgelegenheid onder zijn bevoegdheden heeft.

Art. 86. In de ondernemingen die minder dan honderd werknemers tewerkstellen en waar een raad moet worden opgericht, oefenen de personeelsafgevaardigden, verkozen voor het comité het mandaat uit van afgevaardigden voor de raad.

Wanneer deze afgevaardigden overeenkomstig artikel 79 worden vervangen, oefenen hun plaatsvervangers eveneens hun mandaat in de raad uit.

De raad blijft afzonderlijk functioneren volgens de regeling vastgesteld bij artikel 22 van de wet van 20 september 1948.

TITEL IV. — Toezicht en slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — Toezicht

Art. 87. Onverminderd de plichten van de officieren van gerechtelijke politie, worden de sociaal inspecteurs van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, aangewezen als ambtenaren belast met het toezicht op de uitvoering van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven en haar uitvoeringsbesluiten en van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk met betrekking tot de aanwijzing van de afgevaardigden van het personeel van de comités voor preventie en bescherming op het werk, en haar uitvoeringsbesluiten, alsook deze wet.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas à la surveillance des dispositions des articles 15, *b*, et 15*bis* de la loi précitée du 20 septembre 1948 et de leurs arrêtés d'exécution.

Art. 88. Ils peuvent exiger communication par l'employeur, ses préposés ou mandataires, des listes électorales ainsi que de toute pièce justificative concernant les conditions d'électorat et d'éligibilité et de tous renseignements nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Art. 89. Ils peuvent également exiger de l'employeur, ses préposés ou mandataires, communication des procès-verbaux des réunions du conseil d'entreprise. Ils peuvent assister aux réunions du conseil d'entreprise, si la demande dûment motivée en est faite, soit par le conseil, soit par l'employeur, soit par des délégués des travailleurs; ils n'ont toutefois pas voix délibérative.

CHAPITRE II. — Dispositions diverses et finales

Art. 90. Pour déterminer les infractions visées à l'article 32, 1^o et 2^o, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie ainsi qu'à l'article 82, 1^o et 2^o, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, les dispositions de la présente loi doivent être prises en considération.

Art. 91. L'arrêté royal du 15 mai 2003 relatif aux conseils d'entreprise et aux comités pour la prévention et la protection au travail est abrogé.

Art. 92. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 décembre 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Note

- (1) Références parlementaires
Documents de la Chambre des représentants :
52-0257 – 2007/2008 :
N° 1 : Projet de loi
N° 2 : Rapport fait au nom de la commission
N° 3 : Amendement présenté après le dépôt du rapport
N° 4 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat

- Documents du Sénat :
52-0413 - 2007/2008
N° 1 : Projet évoqué par le Sénat
N° 2 : Rapport fait au nom de la commission
N° 3 : Décision de ne pas amender
Annales du Sénat du 29 novembre 2007.

Het eerste lid is niet van toepassing op het toezicht over de bepalingen van de artikelen 15, *b*, en 15*bis* van de voornoemde wet van 20 september 1948 en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 88. Zij mogen eveneens van de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers mededeling eisen van de kiezerslijsten evenals van ieder bewijsstuk betreffende de voorwaarden inzake kiesrecht en inzake verkiesbaarheid en van alle inlichtingen die noodzakelijk zijn voor het vervullen van hun opdracht.

Art. 89. Zij mogen eveneens van de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers mededeling eisen van de notulen van de vergaderingen van de ondernemingsraad. Zij mogen de vergaderingen van de ondernemingsraad bijwonen, indien daartoe een behoorlijk gemotiveerde aanvraag is gedaan hetzij door de raad, hetzij door de werkgever, hetzij door de afgevaardigden van de werknemers; zij zijn evenwel niet stemgerechtigd.

HOOFDSTUK II. — Diverse en slotbepalingen

Art. 90. Voor het bepalen van de inbreuken bedoeld in artikel 32, 1^o en 2^o van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, alsook in artikel 82, 1^o en 2^o van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, moeten de bepalingen van deze wet in aanmerking worden genomen.

Art. 91. Het koninklijk besluit van 15 mei 2003 betreffende de ondernemingsraden en de comités voor preventie en bescherming op het werk, wordt opgeheven.

Art. 92. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 december 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

- (1) Parlementaire verwijzingen
Documenten van de Kamer van volksvertegenwoordigers :
52-0257 – 2007/2008 :
Nr. 1 : Wetsontwerp
Nr. 2 : Verslag namens de commissie
Nr. 3 : Amendement voorgesteld na de indiening van het verslag
Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat

- Documenten van de Senaat :
52-0413 – 2007/2008 :
Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat
Nr. 2 : Verslag namens de commissie
Nr. 3 : Beslissing om niet te amenderen
Handelingen van de Senaat 29 november 2007.

ANNEXES

I	Bulletins de vote
II	Formulaire X-60 Comité (X-60.A à X-60.B)
III	Formulaire X-35 Comité (X-35.A à X-35.B)
IV	Formulaire X Comité (X.A à X.D)
V	Formulaire X-60 Conseil (X-60.A à X-60.C)
VI	Formulaire X-35 Conseil (X-35.A à X-35.C)
VII	Formulaire X Conseil (X.A à X.E)

I : BULLETINS DE VOTE
ELECTIONS SOCIALES 2008

MODELE 1

OUVRIERS

BULLETIN DE VOTE

Entreprise: _____, à _____

Date des élections: _____

Election de la délégation du personnel au Comité pour la prévention et la protection au travail

Composition: 6 membres effectifs et 6 membres suppléants.

Répartition:

- 1° ouvriers: 4 membres effectifs et 4 membres suppléants;
 2° employés: 1 membre effectif et 1 membre suppléant;
 3° jeunes travailleurs: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.

CANDIDATS

Liste n°1
sigle *

O

Delval, Jean	(H)	<input type="radio"/>
Manhout, Viviane	(F)	<input type="radio"/>
Tilkin, Oscar	(H)	<input type="radio"/>
Van Looy, Chris	(F)	<input type="radio"/>
Dubois, Jeanne	(F)	<input type="radio"/>
Maes, Danielle	(F)	<input type="radio"/>
Durant, Vincent	(M)	<input type="radio"/>
Leroy, Mélanie	(F)	<input type="radio"/>

Liste n°2
sigle *

O

Houwaert, Michel	(H)	<input type="radio"/>
Delva, Ursule	(F)	<input type="radio"/>
Vantegem, Michel	(H)	<input type="radio"/>
Renson, Liliane	(F)	<input type="radio"/>
Diest, Xavier	(H)	<input type="radio"/>
Robin, Myriam	(F)	<input type="radio"/>

Liste n°3
sigle *

O

Haveaux, Pierre	(H)	<input type="radio"/>
Verheide, Danielle	(F)	<input type="radio"/>
Durieux, Gérard	(H)	<input type="radio"/>
Willemens, Berte	(F)	<input type="radio"/>
Meunier, Marie	(F)	<input type="radio"/>
Delaere, Nicole	(F)	<input type="radio"/>

* ajouter le sigle de l'organisation d'après le résultat du tirage au sort

MODELE 2

EMPLOYEES

BULLETIN DE VOTE

, à

Entreprise:

Date des élections:

Election de la délégation du personnel au Comité pour la prévention et la protection au travail.

Composition: 6 membres effectifs et 6 membres suppléants.

Répartition:

- 1° ouvriers: 4 membres effectifs et 4 membres suppléants;
- 2° employés: 1 membre effectif et 1 membre suppléant;
- 3° jeunes travailleurs: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.

CANDIDATS

Liste n°1
sigle *

O

Rahier, Jean	(H)	<input type="radio"/>
Vermersch, Viviane	(F)	<input type="radio"/>

Liste n°2
sigle *

O

Thys, Maurice	(H)	<input type="radio"/>
Milbourg, Brigitte	(F)	<input type="radio"/>

Liste n°3
sigle *

O

Seghers, Pierre	(H)	<input type="radio"/>
Detournay, Violette	(F)	<input type="radio"/>

* ajouter le sigle de l'organisation d'après le résultat du tirage au sort

MODELE 3

JEUNES TRAVAILLEURS

BULLETTIN DE VOTE

Entreprise: _____, à _____

Date des élections: _____

Election de la délégation du personnel au Comité pour la prévention et la protection au travail.
Composition: 6 membres effectifs et 6 membres suppléants.

Répartition:

- 1° ouvriers: 4 membres effectifs et 4 membres suppléants;
- 2° employés: 1 membre effectif et 1 membre suppléant;
- 3° jeunes travailleurs: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.

CANDIDATS

Liste n°1
sigle *

O

Vanhege, Jean	(H)	<input type="radio"/>
Daumerie, Viviane	(F)	<input type="radio"/>

Liste n°2
sigle *

O

Barbaix, Maurice	(H)	<input type="radio"/>
Vanhede, Brigitte	(F)	<input type="radio"/>

Liste n°3
sigle *

O

Lambert, Pierre	(H)	<input type="radio"/>
François, Violette	(F)	<input type="radio"/>

* ajouter le sigle de l'organisation d'après le résultat du tirage au sort

MODELE 4

OUVRIERS

BULLETTIN DE VOTE

, à

Entrepriŕe:

Date des éleçtions:

Election de la délégation du personnel au Conseil d'entreprise

Composition: 7 membres effectifs et 7 membres suppléants.

Répartition:

- 1° ouvriers: 4 membres effectifs et 4 membres suppléants;
- 2° employés: 1 membre effectif et 1 membre suppléant;
- 3° jeunes travailleurs: 1 membre effectif et 1 membre suppléant;
- 4° cadres: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.

CANDIDATS

Liste n°1
sigle *

O

Liste n°2
sigle *

O

Liste n°3
sigle *

O

Delval, Jean	(H)	<input type="radio"/>
Manhout, Viviane	(F)	<input type="radio"/>
Tilkin, Oscar	(H)	<input type="radio"/>
Van Looy, Chris	(F)	<input type="radio"/>
Durant, Vincent	(H)	<input type="radio"/>
Leroy, Valérie	(F)	<input type="radio"/>
Durieu, Alain	(M)	<input type="radio"/>
Bertrand, Christian	(M)	<input type="radio"/>

Houwaert, Michel	(H)	<input type="radio"/>
Delva, Ursule	(F)	<input type="radio"/>
Vantegem, Michel	(H)	<input type="radio"/>
Renson, Liliane	(F)	<input type="radio"/>

Haveaux, Pierre	(H)	<input type="radio"/>
Verhelde, Danielle	(F)	<input type="radio"/>
Durieux, Gérard	(H)	<input type="radio"/>
Willemens, Berte	(F)	<input type="radio"/>

* ajouter le sigle de l'organisation d'après le résultat du tirage au sort

MODELE 5

EMPLOYÉS

BULLETTIN DE VOTE

Entreprise:

, à

Date des élections:

Election de la délégation du personnel au Conseil d'entreprise

Composition: 7 membres effectifs et 7 membres suppléants.

Répartition:

- 1° ouvriers: 4 membres effectifs et 4 membres suppléants;
- 2° employés: 1 membre effectif et 1 membre suppléant;
- 3° jeunes travailleurs: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.
- 4° cadres: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.

CANDIDATS

Liste n°1
sigle *

O

Liste n°2
sigle *

O

Liste n°3
sigle *

O

Rahier, Jean	(H)	<input type="radio"/>
Vermersch, Viviane	(F)	<input type="radio"/>

Thys, Maurice	(H)	<input type="radio"/>
Milbourg, Brigitte	(F)	<input type="radio"/>

Seghers, Pierre	(H)	<input type="radio"/>
Detournay, Violette	(F)	<input type="radio"/>

* ajouter le sigle de l'organisation d'après le résultat du tirage au sort

MODELE 6

JEUNES TRAVAILLEURS

BULLETTIN DE VOTE

, à

Entreprise:

Date des élections:

Election de la délégation du personnel au Conseil d'entreprise.

Composition: 7 membres effectifs et 7 membres suppléants.

Répartition:

- 1° ouvriers: 4 membres effectifs et 4 membres suppléants;
- 2° employés: 1 membre effectif et 1 membre suppléant;
- 3° jeunes travailleurs: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.
- 4° cadres: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.

CANDIDATS

Liste n°1
sigle *

O

Vanhege, Jean	(H)	<input type="radio"/>
Daumerie, Viviane	(F)	<input type="radio"/>

Liste n°2
sigle *

O

Barbaix, Maurice	(H)	<input type="radio"/>
Vanhede, Brigitte	(F)	<input type="radio"/>

Liste n°3
sigle *

O

Lambert, Pierre	(H)	<input type="radio"/>
François, Violette	(F)	<input type="radio"/>

* ajouter le sigle de l'organisation d'après le résultat du tirage au sort

MODELE 7

CADRES

BULLETIN DE VOTE

, à

Entreprise:

Date des élections:

Election de la délégation du personnel au Conseil d'entreprise.

Composition: 7 membres effectifs et 7 membres suppléants.

Répartition:

- 1° ouvriers: 4 membres effectifs et 4 membres suppléants;
- 2° employés: 1 membre effectif et 1 membre suppléant;
- 3° jeunes travailleurs: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.
- 4° cadres: 1 membre effectif et 1 membre suppléant.

CANDIDATS

Liste n°1
sigle *Liste n°2
sigle *Liste n°3
sigle *Liste n°4
sigle *Liste n°5
L. IND. **

Poty, Antoine (H)	<input type="radio"/>
Delval, Anne (F)	<input type="radio"/>

Devos, Ursule (F)	<input type="radio"/>
Dieu, Hubert (H)	<input type="radio"/>

Buyl, Maur (F)	<input type="radio"/>
Paul, Marie (F)	<input type="radio"/>

Colin, France (F)	<input type="radio"/>
Claus, Fabien (H)	<input type="radio"/>

Demol, Sylvie (F)	<input type="radio"/>
Vion, Hubert (H)	<input type="radio"/>

*ajouter le sigle de l'organisation d'après le résultat du tirage au sort

** liste de candidats cadres présentée par les cadres de l'entreprise

II : FORMULAIRE X-60 Comité

X-60.A
Elections sociales 2008

Nom UTE :
Adresse UTE :
N° ONSS : - -
N° BCE :
N° Commission Paritaire Ouvriers: - N° Commission Paritaire Employés :
N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux organisations représentatives des travailleurs :

- Par mail : **socolec@emploi.belgique.be**
ou, à défaut
- Par courrier :

C.G.S.L.B
Koning Albertlaan 95
9000 Gent

F.G.T.B.
Rue Haute 42
1000 Bruxelles

C.S.C. Service entreprise
Boite postale 10
1031 Bruxelles

- Au **comité**, à défaut, à la **délégation syndicale**
- Aux **travailleurs**, par affichage

Au plus tard à X-60, l'employeur informe par écrit :

- S'il n'y a pas de comité, information sur la nature, les domaines et le degré d'autonomie et de dépendance du siège vis-à-vis de l'entité juridique
- S'il y a un comité, information sur les modifications intervenues dans la structure de l'entreprise et sur les nouveaux critères d'autonomie et de dépendance du siège vis-à-vis de l'entité juridique :
- Nombre de membres du personnel par catégorie, compte tenu du nombre de membres du personnel occupés dans l'entreprise à ce moment :

II : FORMULAIRE X-60 Comité

X-60.A
Elections sociales 2008

ouvriers	
employés (y compris personnel de direction)	
jeunes travailleurs	

- Fonctions du personnel de direction en précisant leur dénomination et leur contenu et, à titre indicatif, la liste des personnes qui exercent ces fonctions ¹

Dénomination de la fonction de direction	Contenu de la fonction de direction

- Date d'affichage de l'avis annonçant la date des élections et la ou les date(s) envisagée(s) pour les élections :
 - date d'affichage de l'avis annonçant la date des élections : / /
 - date(s) envisagée(s) pour les élections :

¹ La liste indicative des personnes qui exercent ces fonctions de direction peut être communiquée au moyen du formulaire X-60.B.

II : FORMULAIRE X-60 Comité

X-60.B
Elections sociales 2008

Nom UTE :
Adresse UTE :
N° ONSS : - -
N° BCE :
N° Commission Paritaire Ouvriers : - **N° Commission Paritaire Employés:**
N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives des travailleurs** :

- Par mail : socolec@emploi.belgique.be
ou, à défaut
- Par courrier :

C.G.S.L.B
Koning Albertlaan 95
9000 Gent

F.G.T.B.
Rue Haute 42
1000 Bruxelles

C.S.C. Service entreprise
Boite postale 10
1031 Bruxelles

- Au **comité**, à défaut, à la **délégation syndicale**
- Aux **travailleurs**, par affichage

A X-60, l'employeur communique, à titre indicatif, la liste des personnes qui exercent une fonction de direction

III : FORMULAIRE X-35 Comité

X-35.A
Elections sociales 2008

Nom UTE :
Adresse UTE :
N° ONSS : - -
N° BCE:
N° Commission Paritaire Ouvriers: - **N° Commission Paritaire Employés :**
N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives des travailleurs :**

- Par mail : **socelec@emploi.belgique.be**
ou, à défaut
- Par courrier :

C.G.S.L.B

Koning Albertlaan 95
9000 Gent

F.G.T.B.

Rue Haute 42
1000 Bruxelles

C.S.C. Service entreprise

Boite postale 10
1031 Bruxelles

- Au **comité**, à défaut, à la **délégation syndicale**
- Aux **travailleurs**, par affichage

Au plus tard à X-35, l'employeur communique par écrit :

- Ses décisions concernant les fonctions du personnel de direction, ainsi, qu'à titre indicatif, la liste des personnes qui exercent ces fonctions :¹
- Sa décision concernant :
 - le nombre d'unités techniques d'exploitation ou d'entités juridiques pour lesquelles un comité doit être institué, avec leur description ;
 - la division de l'entité juridique en unités techniques d'exploitation avec leur description et leurs limites ou le regroupement de plusieurs entités juridiques en unités techniques d'exploitation avec leur description et leurs limites

¹ La liste indicative des personnes qui exercent ces fonctions de direction peut être communiquée au moyen du formulaire X-35.B

III : FORMULAIRE X-35 Comité

X-35.B
Elections sociales 2008

Nom UTE :
Adresse UTE :
N° ONSS : - -
N° BCE :
N° Commission Paritaire Ouvriers: - N° Commission Paritaire Employés :
N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives des travailleurs** :

- Par mail : socolec@emploi.belgique.be
ou, à défaut
- Par courrier :

C.G.S.L.B

Koning Albertlaan 95
9000 Gent

F.G.T.B.

Rue Haute 42
1000 Bruxelles

C.S.C. Service entreprise

Boite postale 10
1031 Bruxelles

- Au **comité**, à défaut, à la **délégation syndicale**
- Aux **travailleurs**, par affichage

A X-35, l'employeur communique, à titre indicatif, sa décision concernant la liste indicative des personnes qui exercent une fonction de direction :

IV : FORMULAIRE X Comité

X.A
Elections sociales 2008

<p>Nom UTE : Adresse UTE : N° ONSS : - - N° BCE: N° Commission Paritaire Ouvriers: - N° Commission Paritaire Employés : N° Service Public Fédéral : - -</p>									
<p>Ces informations doivent être communiquées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Aux organisations représentatives des travailleurs : <ul style="list-style-type: none"> ○ Par mail : socolec@emploi.belgique.be ou, à défaut ○ Par courrier : <table border="0" style="width: 100%; margin-top: 10px;"> <tr> <td style="width: 33%;">C.G.S.L.B</td> <td style="width: 33%;">F.G.T.B.</td> <td style="width: 33%;">C.S.C. Service entreprise</td> </tr> <tr> <td>Koning Albertlaan 95</td> <td>Rue Haute 42</td> <td>Boite postale 10</td> </tr> <tr> <td>9000 Gent</td> <td>1000 Bruxelles</td> <td>1031 Bruxelles</td> </tr> </table> ● A la délégation syndicale, à défaut de comité ● Aux travailleurs, par affichage 	C.G.S.L.B	F.G.T.B.	C.S.C. Service entreprise	Koning Albertlaan 95	Rue Haute 42	Boite postale 10	9000 Gent	1000 Bruxelles	1031 Bruxelles
C.G.S.L.B	F.G.T.B.	C.S.C. Service entreprise							
Koning Albertlaan 95	Rue Haute 42	Boite postale 10							
9000 Gent	1000 Bruxelles	1031 Bruxelles							

Pour assurer le caractère vraiment représentatif de la délégation qui sera élue, tous les travailleurs ont le devoir de participer au vote.

Nonante jours avant le jour de l'élection, le comité ou, à son défaut l'employeur fait connaître par affichage d'avis dans les diverses sections et divisions de l'entreprise :

- La ou les date(s) et l'horaire des élections :
 - Date(s) des élections : / /
 - Horaire des élections :
- L'adresse et la dénomination de l'unité technique d'exploitation pour laquelle un comité doit être institué :

IV : FORMULAIRE X Comité

X.A

Elections sociales 2008

- Le nombre de mandats pour le comité et par catégorie :
 - Nombre de mandats pour le comité :
 - Nombre de mandats par catégorie :
 - Nombre de mandats ouvriers :
 - Nombre de mandats employés :
 - Nombre de mandats jeunes travailleurs :

- Les listes électorales provisoires ou les endroits où elles peuvent être consultées. Ces listes reprennent les travailleurs occupés dans l'entreprise qui satisferont aux conditions d'électorat au jour de l'élection :¹

Endroit(s) où les listes provisoires peuvent être consultées :

- La liste des membres du personnel de direction avec mention de la dénomination et du contenu des fonctions ou les endroits où elle peut être consultée :²

- Les dates qui résultent de la procédure électorale :³

- La personne ou le service chargé par l'employeur d'envoyer ou de distribuer les convocations électorales :

Date de l'avis : / /

¹ Cette communication peut se faire au moyen du formulaire X.B

² Cette communication peut se faire au moyen du formulaire X.C

³ Cette communication peut se faire au moyen du formulaire X.D

IV : FORMULAIRE X Comité

X.B
Elections sociales 2008

Nom UTE :
Adresse UTE :
N° ONSS : - -
N° BCE :
N° Commission Paritaire Ouvriers: - N° Commission Paritaire Employés :
N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives des travailleurs** (*uniquement lorsqu'il n'y a PAS de comité dans l'entreprise*) :

- Par mail : socolec@emploi.belgique.be

- ou, à défaut

- Par courrier :

- C.G.S.L.B

- Koning Albertlaan 95

- 9000 Gent

- F.G.T.B.

- Rue Haute 42

- 1000 Bruxelles

- C.S.C. Service entreprise

- Boite postale 10

- 1031 Bruxelles

- A la **délégation syndicale**, à défaut de comité
- Aux **travailleurs**, par affichage

Les listes électorales provisoires. Ces listes reprennent les travailleurs occupés dans l'entreprise qui satisferont aux conditions d'électorat au jour de l'élection

IV : FORMULAIRE X Comité

X.C
Elections sociales 2008

Nom UTE :
Adresse UTE :
N° ONSS : - -
N° BCE :
N° Commission Paritaire Ouvriers: - **N° Commission Paritaire Employés :**
N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives des travailleurs :**

- Par mail : socolec@emploi.belgique.be
ou, à défaut
- Par courrier :

C.G.S.L.B

Koning Albertlaan 95
9000 Gent

F.G.T.B.

Rue Haute 42
1000 Bruxelles

C.S.C. Service entreprise

Boite postale 10
1031 Bruxelles

- A la **délégation syndicale**, à défaut de comité
- Aux **travailleurs**, par affichage

La liste des membres du personnel de direction avec mention de la dénomination et du contenu des fonctions

IV : FORMULAIRE X Comité

X.D

Elections sociales 2008

Nom UTE :**Adresse UTE :****N° ONSS :** - -**N° BCE :****N° Commission Paritaire Ouvriers:** - **N° Commission Paritaire Employés :****N° Service Public Fédéral :** - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives des travailleurs** :

- Par mail : **socelec@emploi.belgique.be**

- ou, à défaut**

- Par courrier :

C.G.S.L.B	F.G.T.B.	C.S.C. Service entreprise
Koning Albertlaan 95	Rue Haute 42	Boite postale 10
9000 Gent	1000 Bruxelles	1031 Bruxelles

- A la **délégation syndicale**, à défaut de comité

- Aux **travailleurs**, par affichage

Les dates qui résultent de la procédure électorale

X : Jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections : / /**X+7** : Réclamation auprès du comité, ou à son défaut auprès de l'employeur, au sujet des listes électorales, de la fixation du nombre de mandats pour le comité et, par catégorie, de la liste du personnel de direction: / /**X+14** : Décision du comité, ou à son défaut de l'employeur, sur les réclamations introduites, et en cas de modifications, affichage d'un avis rectificatif: / /**X+21** : Recours auprès du tribunal du travail compétent contre les listes électorales, la fixation du nombre de mandats pour le comité et, par catégorie, la liste du personnel de direction: / /**X+ 28** :

- Décision du tribunal du travail : / /

- Si nécessaire, rectification de l'affichage réalisé en X : / /

- Clôture définitive des listes électorales, de la fixation du nombre de mandats pour le comité et, par catégorie, de la liste du personnel de direction: / /

IV : FORMULAIRE X Comité

X.D

Elections sociales 2008

X+35 :

- Introduction des listes de candidats : / /
- Décision par l'employeur d'arrêter la procédure électorale si aucun candidat n'est présenté : / /

X+40 :

- Affichage par l'employeur d'un avis mentionnant les noms des candidats: / /
- Désignation du président et du président suppléant: / /

X+47 : Réclamation au sujet des listes de candidats et retrait d'un candidat de sa candidature:

/ /

X+48 : Transmission par l'employeur des réclamations aux organisations représentatives des travailleurs intéressées: / /**X+54 :**

- Modifications éventuelles des listes de candidats: / /
- Désignation par le président de chaque bureau électoral de son secrétaire et d'un secrétaire suppléant: / /
- Désignation par le comité, ou si le comité n'existe pas encore, par le président, de 4 assesseurs: / /

X+56 :

- Affichage par l'employeur des listes de candidats éventuellement modifiées: / /
- Accord des organisations représentatives des travailleurs intéressées sur le vote par correspondance: / /

X+60 : Affichage par le comité, ou s'il n'en existe pas encore, par l'employeur, d'un avis mentionnant la composition des bureaux électoraux et la répartition des électeurs par bureaux:

/ /

X+61 : Recours contre les listes de candidats: / /**X+70 :** Désignation des témoins par les organisations représentatives qui ont présenté des candidats: / /**X+75 :**

- Décision du tribunal du travail saisi sur les recours contre les listes de candidats: / /
- Décision par l'employeur d'arrêter la procédure électorale lorsque le tribunal du travail a annulé toutes les candidatures: / /

X+76 : Remplacement des candidats et affichage par l'employeur des remplacements:

/ /

X+77 : Clôture définitive des listes de candidats: / /

IV : FORMULAIRE X Comité

X.D

Elections sociales 2008

X+79 :

- Décision prise par le comité, à l'unanimité des voix, à défaut de comité par l'employeur, avec l'accord de tous les membres de la délégation syndicale, de rayer des listes électorales les travailleurs qui ne font plus partie de l'entreprise: / /
- Arrêt de la procédure électorale: / /

X+80 :

- Remise ou envoi des convocations électorales: / /
- Envoi par les présidents des bureaux électoraux des convocations et des bulletins en cas de vote par correspondance: / /

X+90 = Y :

- Elections et dépouillement: / /
- Envoi par le président de l'original des procès-verbaux au Directeur général de la Direction générale des Relations individuelles du Travail du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, d'une copie des PV à l'employeur, d'une copie des PV aux organisations représentatives des travailleurs intéressées: / /

Y+1 : Remise par le président à l'employeur, dans des enveloppes scellées, des documents ayant servi à l'élection: / /

Y+2 : Affichage par l'employeur de la composition du comité: / /

Y+15 : Recours en annulation totale ou partielle des élections ou de la décision d'arrêter la procédure ou de la demande de rectification des résultats des élections, ou contre la délégation de l'employeur: / /

Y+25 : Conservation des documents ayant servi à l'élection par l'employeur: / /

Y+69 : Décision du tribunal du travail saisi: / /

Y+84 : Appel: / /

Y+86 : Fin de l'affichage obligatoire des différents avis: / /

Y+144 : Décision de la Cour du travail: / /

V : FORMULAIRE X-60 Conseil

X-60.A
Elections sociales 2008

Nom UTE :
Adresse UTE :
N° ONSS : - -
N° BCE :
N° Commission Paritaire Ouvriers: - **N° Commission Paritaire Employés :**
N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives des travailleurs et des cadres**

- Par mail : socolec@emploi.belgique.be
ou, à défaut
- Par courrier :

C.G.S.L.B	F.G.T.B.	C.S.C. Service	CNC
Koning Albertlaan 95	Rue Haute 42	entreprise	Boulevard
9000 Gent	1000 Bruxelles	Boite postale 10	Lambermont
		1031 Bruxelles	171, b 4
			1030 Bruxelles

- Au **conseil**, à défaut, à la **délégation syndicale**
- Aux **travailleurs**, par affichage

Au plus tard à X-60, l'employeur informe par écrit :

- S'il n'y a pas de conseil, information sur la nature, les domaines et le degré d'autonomie et de dépendance du siège vis-à-vis de l'entité juridique :
- S'il y a un conseil, information sur les modifications intervenues dans la structure de l'entreprise et sur les nouveaux critères d'autonomie et de dépendance du siège vis-à-vis de l'entité juridique :

V : FORMULAIRE X-60 Conseil

X-60.A
Elections sociales 2008

- Nombre de membres du personnel par catégorie, compte tenu du nombre de membres du personnel occupés dans l'entreprise à ce moment :

Ouvriers
Employés (y compris les cadres et le personnel de direction)
Jeunes travailleurs

- Fonctions du personnel de direction en précisant leur dénomination et leur contenu et, à titre indicatif, la liste des personnes qui exercent ces fonctions : ¹

Dénomination de la fonction de direction	Contenu de la fonction de direction

- Fonctions des cadres et, à titre indicatif, la liste des personnes qui exercent ces fonctions. Cette disposition n'est pas applicable dans les entreprises qui comptent moins de 100 travailleurs et moins de 30 employés : ²

Dénomination de la fonction de cadres

¹ La liste indicative des personnes qui exercent ces fonctions de direction peut être communiquée au moyen du formulaire X-60.B.

² La liste indicative des personnes qui exercent ces fonctions de cadres peut être communiquée au moyen du formulaire X-60.C.

V : FORMULAIRE X-60 Conseil

X-60.B
Elections sociales 2008

Nom UTE :
Adresse UTE :
N° ONSS : - -
N° BCE :
N° Commission Paritaire Ouvriers: - **N° Commission Paritaire Employés :**
N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives des travailleurs et des cadres**

- Par mail : socolec@emploi.belgique.be
ou, à défaut
- Par courrier :

C.G.S.L.B

Koning Albertlaan 95
9000 Gent

F.G.T.B.

Rue Haute 42
1000 Bruxelles

C.S.C. Service

entreprise
Boite postale 10
1031 Bruxelles

CNC

Boulevard
Lambermont
171, b 4
1030 Bruxelles

- Au **conseil**, à défaut, à la **délégation syndicale**
- Aux **travailleurs**, par affichage

A X-60, l'employeur communique, à titre indicatif, la liste des personnes qui exercent une fonction de direction :

V : FORMULAIRE X-60 Conseil

X-60.C
Elections sociales 2008

Nom UTE :
Adresse UTE :
N° ONSS : - -
N° BCE :
N° Commission Paritaire Ouvriers: - N° Commission Paritaire Employés :
N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives des travailleurs et des cadres**

- Par mail : socolec@emploi.belgique.be
ou, à défaut
- Par courrier :

C.G.S.L.B	F.G.T.B.	C.S.C. Service	CNC
Koning Albertlaan 95	Rue Haute 42	entreprise	Boulevard
9000 Gent	1000 Bruxelles	Boite postale 10	Lambermont
		1031 Bruxelles	171, b 4
			1030 Bruxelles

- Au **conseil**, à défaut, à la **délégation syndicale**
- Aux **travailleurs**, par affichage

A X-60, l'employeur communique, à titre indicatif, la liste des personnes qui exercent une fonction de cadre

VI : FORMULAIRE X-35 Conseil

X-35.A
Elections sociales 2008

Nom UTE :
Adresse UTE :
N° ONSS : - -
N° BCE :
N° Commission Paritaire Ouvriers: - N° Commission Paritaire Employés :
N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives des travailleurs et des cadres**

- Par mail : socolec@emploi.belgique.be
ou, à défaut
- Par courrier :

C.G.S.L.B	F.G.T.B.	C.S.C. Service	CNC
Koning Albertlaan 95	Rue Haute 42	entreprise	Boulevard
9000 Gent	1000 Bruxelles	Boite postale 10	Lambermont
		1031 Bruxelles	171, b 4
			1030 Bruxelles

- Au **conseil**, à défaut, à la **délégation syndicale**
- Aux **travailleurs**, par affichage

Au plus tard à X-35, l'employeur communique par écrit :

- Ses décisions concernant les fonctions du personnel de direction et, à titre indicatif, la liste des personnes qui exercent ces fonctions :¹
- Ses décisions concernant les fonctions de cadres et, à titre indicatif, la liste des personnes qui exercent ces fonctions. Cette disposition n'est pas applicable dans les entreprises qui comptent moins de 100 travailleurs et moins de 30 employés :²
- Sa décision concernant :

¹ La liste indicative des personnes qui exercent ces fonctions de direction peut être communiquée au moyen du formulaire X-35.B.

² La liste indicative des personnes qui exercent ces fonctions de cadres peut être communiquée au moyen du formulaire X-35.C.

VI : FORMULAIRE X-35 Conseil

X-35.A
Elections sociales 2008

- le nombre d'unités techniques d'exploitation ou d'entités juridiques pour lesquelles un conseil doit être institué, avec leur description ;

- la division de l'entité juridique en unités techniques d'exploitation avec leur description et leurs limites ou le regroupement de plusieurs entités juridiques en unités techniques d'exploitation avec leur description et leurs limites

VI : FORMULAIRE X-35 Conseil

X-35.B
Elections sociales 2008

Nom UTE :
Adresse UTE :
N° ONSS : - -
N° BCE :
N° Commission Paritaire Ouvriers: - **N° Commission Paritaire Employés :**
N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives des travailleurs et des cadres**

- Par mail : **socolec@emploi.belgique.be**
ou, à défaut
- Par courrier :

C.G.S.L.B

Koning Albertlaan 95
9000 Gent

F.G.T.B.

Rue Haute 42
1000 Bruxelles

C.S.C. Service

entreprise
Boite postale 10
1031 Bruxelles

CNC

Boulevard
Lambermont
171, b 4
1030 Bruxelles

- Au **conseil**, à défaut, à la **délégation syndicale**
- Aux **travailleurs**, par affichage

A X-35, l'employeur communique sa décision concernant la liste indicative des personnes qui exercent une fonction de direction :

VI : FORMULAIRE X-35 Conseil

X-35.C
Elections sociales 2008

Nom UTE :
Adresse UTE :
N° ONSS : - -
N° BCE :
N° Commission Paritaire Ouvriers: - **N° Commission Paritaire Employés :**
N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives des travailleurs et des cadres**

- Par mail : socolec@emploi.belgique.be
ou, à défaut
- Par courrier :

C.G.S.L.B
Koning Albertlaan 95
9000 Gent

F.G.T.B.
Rue Haute 42
1000 Bruxelles

C.S.C. Service
entreprise
Boîte postale 10
1031 Bruxelles

CNC
Boulevard
Lambermont
171, b 4
1030 Bruxelles

- Au **conseil**, à défaut, à la **délégation syndicale**
- Aux **travailleurs**, par affichage

A X-35, l'employeur communique sa décision concernant la liste indicative des personnes qui exercent une fonction de cadre :

VII : FORMULAIRE X Conseil

X.A
Elections sociales 2008

Nom UTE :
Adresse UTE :
N° ONSS : - -
N° BCE :
N° Commission Paritaire Ouvriers: - N° Commission Paritaire Employés :
N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives des travailleurs et des cadres** :

- Par mail : socolec@emploi.belgique.be
ou, à défaut
- Par courrier :

C.G.S.L.B	F.G.T.B.	C.S.C. Service	CNC
Koning Albertlaan 95	Rue Haute 42	entreprise	Boulevard
9000 Gent	1000 Bruxelles	Boite postale 10	Lambermont
		1031 Bruxelles	171, b 4
			1030 Bruxelles

- A la **délégation syndicale**, à défaut de conseil
- Aux **travailleurs**, par affichage

Pour assurer le caractère vraiment représentatif de la délégation qui sera élue, tous les travailleurs ont le devoir de participer au vote.

Nonante jours avant le jour de l'élection, le conseil ou, à défaut, l'employeur fait connaître par affichage d'avis dans les diverses sections et divisions de l'entreprise :

- La ou les date(s) et l'horaire des élections :
 - Date(s) des élections : / /
 - Horaire des élections :
- L'adresse et la dénomination de(s) l'unité(s) technique(s) d'exploitation pour laquelle un conseil doit être institué :

VII : FORMULAIRE X Conseil

X.A
Elections sociales 2008

- Le nombre de mandats pour le conseil et par catégorie :
 - Nombre de mandats pour le conseil :
 - Nombre de mandats par catégorie :
 - Nombre de mandats ouvriers :
 - Nombre de mandats employés :
 - Nombre de mandats jeunes travailleurs :
 - Nombre de mandats cadres :

- Les listes électorales provisoires ou les endroits où elles peuvent être consultées. Ces listes reprennent les travailleurs occupés dans l'entreprise qui satisferont aux conditions d'électorat au jour de l'élection :¹

Endroit(s) où les listes provisoires peuvent être consultées :

- La liste des membres du personnel de direction avec mention de la dénomination et du contenu des fonctions ou les endroits où elle peut être consultée :²

- La liste des cadres, ou les endroits où elle peut être consultée. Les travailleurs qui exercent une des fonctions de cadres et qui figurent sur la liste électorale des jeunes travailleurs ne sont pas repris dans la liste des cadres :³

- Les dates qui résultent de la procédure électorale :⁴

- La personne ou le service chargé par l'employeur d'envoyer ou de distribuer les convocations électorales :

Date de l'avis : / /

¹ Cette communication peut se faire au moyen du formulaire X.B

² Cette communication peut se faire au moyen du formulaire X.C

³ Cette communication peut se faire au moyen du formulaire X.D

⁴ Cette communication peut se faire au moyen du formulaire X.E

VII : FORMULAIRE X Conseil

X.B
Elections sociales 2008

Nom UTE :
 Adresse UTE :
 N° ONSS : - -
 N° BCE :
 N° Commission Paritaire Ouvriers: - N° Commission Paritaire Employés :
 N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives** des travailleurs et des cadres (*uniquement lorsqu'il n'y a PAS de conseil dans l'entreprise*):

- Par mail : socolec@emploi.belgique.be
ou, à défaut
- Par courrier :

C.G.S.L.B

Koning Albertlaan 95
9000 Gent

F.G.T.B.

Rue Haute 42
1000 Bruxelles

C.S.C. Service

entreprise
Boite postale 10
1031 Bruxelles

CNC

Boulevard
Lambermont
171, b 4
1030 Bruxelles

- A la **délégation syndicale**, à défaut de conseil
- Aux **travailleurs**, par affichage

Les listes électorales provisoires. Ces listes reprennent les travailleurs occupés dans l'entreprise qui satisferont aux conditions d'électorat au jour de l'élection

VII : FORMULAIRE X Conseil

X.C
Elections sociales 2008

Nom UTE :
Adresse UTE :
N° ONSS : - -
N° BCE :
N° Commission Paritaire Ouvriers: - **N° Commission Paritaire Employés :**
N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives** des travailleurs et des cadres :

- Par mail : socolec@emploi.belgique.be
ou, à défaut
- Par courrier :

C.G.S.L.B

Koning Albertlaan 95
9000 Gent

F.G.T.B.

Rue Haute 42
1000 Bruxelles

C.S.C. Service

entreprise
Boite postale 10
1031 Bruxelles

CNC

Boulevard
Lambermont
171, b 4
1030 Bruxelles

- A la **délégation syndicale**, à défaut de conseil
- Aux **travailleurs**, par affichage

La liste des membres du personnel de direction avec mention de la dénomination et du contenu des fonctions :

VII : FORMULAIRE X Conseil

X.D
Elections sociales 2008

Nom UTE :
Adresse UTE :
N° ONSS : - -
N° BCE :
N° Commission Paritaire Ouvriers: - **N° Commission Paritaire Employés :**
N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives** des travailleurs et des cadres :

- Par mail : socolec@emploi.belgique.be
ou, à défaut
- Par courrier :

C.G.S.L.B

Koning Albertlaan 95

9000 Gent

F.G.T.B.

Rue Haute 42

1000 Bruxelles

C.S.C. Service

entreprise

Boite postale 10

1031 Bruxelles

CNC

Boulevard

Lambermont

171, b 4

1030 Bruxelles

- A la **délégation syndicale**, à défaut de conseil
- Aux **travailleurs**, par affichage

La liste des cadres:

VII : FORMULAIRE X Conseil

X.E
Elections sociales 2008

Nom UTE :
Adresse UTE :
N° ONSS : - -
N° BCE :
N° Commission Paritaire Ouvriers: - N° Commission Paritaire Employés :
N° Service Public Fédéral : - -

Ces informations doivent être communiquées :

- Aux **organisations représentatives** des travailleurs et des cadres :

- Par mail : socolec@emploi.belgique.be
ou, à défaut
- Par courrier :

C.G.S.L.B

Koning Albertlaan 95
9000 Gent

F.G.T.B.

Rue Haute 42
1000 Bruxelles

C.S.C. Service
entreprise

Boite postale 10
1031 Bruxelles

CNC

Boulevard
Lambermont
171, b 4
1030 Bruxelles

- A la **délégation syndicale**, à défaut de conseil
- Aux **travailleurs**, par affichage

Les dates qui résultent de la procédure électorale

X : Jour de l'affichage de l'avis annonçant la date des élections : / /

X+7 : Réclamation auprès du conseil ou à son défaut auprès de l'employeur au sujet des listes électorales, de la fixation du nombre de mandats pour le conseil et, par catégorie, de la liste du personnel de direction, de la liste du personnel de cadre: / /

X+14 : Décision du conseil, ou à son défaut de l'employeur, sur les réclamations introduites et, en cas de modifications, affichage d'un avis rectificatif: / /

X+21 : Recours auprès du tribunal du travail compétent contre les listes électorales, la fixation du nombre de mandats pour le conseil et, par catégorie, la liste du personnel de direction, la liste du personnel de cadre: / /

X+ 28 :

- Décision du tribunal du travail : / /

VII : FORMULAIRE X Conseil

X.E
Elections sociales 2008

- Si nécessaire, rectification de l'affichage réalisé en X : / /
- Clôture définitive des listes électorales, de la fixation du nombre de mandats pour le conseil, et par catégorie, de la liste du personnel de direction, de la liste du personnel de cadre: / /

X+35 :

- Introduction des listes de candidats : / /
- Décision par l'employeur d'arrêter la procédure électorale si aucun candidat n'est présenté : / /

X+40 :

- Affichage par l'employeur d'un avis mentionnant les noms des candidats: / /
- Désignation du président et du président suppléant: / /

X+47 : Réclamation au sujet des listes de candidats et retrait d'un candidat de sa candidature:
/ /

X+48 : Transmission par l'employeur des réclamations aux organisations représentatives des travailleurs et des cadres intéressées: / /

X+54 :

- Modifications éventuelles des listes de candidats: / /
- Désignation par le président de chaque bureau électoral de son secrétaire et d'un secrétaire suppléant: / /
- Désignation par le conseil, ou si le conseil n'existe pas encore, par le président, de 4 assesseurs: / /

X+56 :

- Affichage par l'employeur des listes de candidats éventuellement modifiées:
/ /
- Accord des organisations représentatives des travailleurs et des cadres intéressées sur le vote par correspondance: / /

X+60 : Affichage par le conseil, ou s'il n'en existe pas encore, par l'employeur d'un avis mentionnant la composition des bureaux électoraux et la répartition des électeurs par bureaux:
/ /

X+61 : Recours contre les listes de candidats: / /

X+70 : Désignation des témoins par les organisations représentatives qui ont présenté des candidats: / /

VII : FORMULAIRE X Conseil

X.E
Elections sociales 2008

X+75 :

- Décision du tribunal du travail saisi sur les recours contre les listes de candidats:
/ /
- Décision par l'employeur d'arrêter la procédure électorale lorsque le tribunal du travail a annulé toutes les candidatures: / /

X+76 : Remplacement des candidats et affichage par l'employeur des remplacements:

/ /

X+77 : Clôture définitive des listes de candidats: / /**X+79 :**

- Décision prise par le conseil, à l'unanimité des voix, à défaut de conseil par l'employeur, avec l'accord de tous les membres de la délégation syndicale, de rayer des listes électorales les travailleurs qui ne font plus partie de l'entreprise: / /
- Arrêt de la procédure électorale: / /

X+80 :

- Remise ou envoi des convocations électorales: / /
- Envoi par les présidents des bureaux électoraux des convocations et des bulletins en cas de vote par correspondance: / /

X+90 = Y :

- Elections et dépouillement: / /
- Envoi par le président de l'original des procès-verbaux au Directeur général de la Direction générale des Relations individuelles du Travail du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, d'une copie des PV à l'employeur, d'une copie des PV aux organisations représentatives des travailleurs et des cadres intéressées: / /

Y+1 : Remise par le président à l'employeur, dans des enveloppes scellées, des documents ayant servi à l'élection: / /**Y+2 :** Affichage par l'employeur de la composition du conseil: / /**Y+15 :** Recours en annulation totale ou partielle des élections ou de la décision d'arrêter la procédure ou de la demande de rectification des résultats des élections, ou contre la délégation de l'employeur: / /

VII : FORMULAIRE X Conseil

X.E
Elections sociales 2008

Y+25 : Conservation des documents ayant servi à l'élection par l'employeur: / /

Y+69 : Décision du tribunal du travail saisi: / /

Y+84 : Appel: / /

Y+86 : Fin de l'affichage obligatoire des différents avis: / /

Y+144 : Décision de la Cour du travail: / /

BIJLAGEN

I	Stembiljetten
II	Formulier X-60 Comité (X-60.A tot X-60.B)
III	Formulier X-35 Comité (X-35.A tot X-35.B)
IV	Formulier Comité (X.A tot X.D)
V	Formulier X-60 Ondernemingsraad (X-60.A tot X-60.C)
VI	Formulier X-35 Ondernemingsraad (X-35.A tot X-35.C)
VII	Formulier X Ondernemingsraad (X.A tot X.E)

I STEMBILJETTEN
SOCIALE VERKIEZINGEN 2008

MODEL 1

ARBEIDERS

STEMBILJET

, te

Onderneming:

Datum van de verkiezingen:

Verkiezing van de personeelsafvaardiging in het comité voor preventie en bescherming op het werk

Samenstelling: 6 gewone en 6 plaatsvervangende leden.

Verdeling:

1° arbeiders: 4 gewone en 4 plaatsvervangende leden;

2° bedienden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;

3° jeugdige werknemers: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid.

KANDIDATEN

Lijst nr 1
letterwoord *

O

Delval, Jean	(M)	<input type="radio"/>
Manhout, Viviane	(V)	<input type="radio"/>
Tilkin, Oscar	(M)	<input type="radio"/>
Van Looy, Chris	(V)	<input type="radio"/>
Dubois, Jeanne	(V)	<input type="radio"/>
Maes, Danielle	(V)	<input type="radio"/>
Durant, Vincent	(M)	<input type="radio"/>
Leroy, Mélanie	(V)	<input type="radio"/>

Lijst nr 2
letterwoord *

O

Houwaert, Michel	(M)	<input type="radio"/>
Delva, Ursule	(V)	<input type="radio"/>
Vantegem, Michel	(M)	<input type="radio"/>
Renson, Liliane	(V)	<input type="radio"/>
Diest, Xavier	(M)	<input type="radio"/>
Robin, Myriam	(V)	<input type="radio"/>

Lijst nr 3
letterwoord *

O

Haveaux, Pierre	(M)	<input type="radio"/>
Verhelde, Danielle	(V)	<input type="radio"/>
Durieux, Gérard	(M)	<input type="radio"/>
Willemens, Berte	(V)	<input type="radio"/>
Meunier, Marie	(V)	<input type="radio"/>
Delaere, Nicole	(V)	<input type="radio"/>

* het letterwoord van de organisatie toevoegen overeenkomstig het resultaat van de loting

MODEL 2

BEDIENDEN

STEMBILJET

Onderneming:

, te

Datum van de verkiezingen:

Verkiezing van de personeelsafvaardiging in het comité voor preventie en bescherming op het werk.

Samenstelling: 6 gewone en 6 plaatsvervangende leden.

Verdeling:

- 1° arbeiders: 4 gewone en 4 plaatsvervangende leden;
- 2° bedienden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 3° jeugdige werknemers: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid.

KANDIDATEN

Lijst nr 1
letterwoord *

O

Rahier, Jean (M)	<input type="radio"/>
Vermersch, Viviane (V)	<input type="radio"/>

Lijst nr 2
letterwoord *

O

Thys, Maurice (M)	<input type="radio"/>
Milbourg, Brigitte (V)	<input type="radio"/>

Lijst nr 3
letterwoord *

O

Seghers, Pierre (M)	<input type="radio"/>
Detournay, Violette (V)	<input type="radio"/>

* het letterwoord van de organisatie toevoegen overeenkomstig het resultaat van de loting

**MODEL 3
WERKNEMERS****JEUGDIGE****STEMBILJET**

Onderneming:

, te

Datum van de verkiezingen:

Verkiezing van de personeelsafvaardiging in het comité voor preventie en bescherming op het werk.

Samenstelling: 6 gewone en 6 plaatsvervangende leden.

Verdeling:

- 1° arbeiders: 4 gewone en 4 plaatsvervangende leden;
- 2° bedienden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 3° jeugdige werknemers: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid.

KANDIDATEN

Lijst nr 1
letterwoord *

O

Lijst nr 2
letterwoord *

O

Lijst nr 3
letterwoord *

O

Vanhege, Jean	(M)	<input type="radio"/>
Daumerie, Viviane	(V)	<input type="radio"/>

Barbaix, Maurice	(M)	<input type="radio"/>
Vanhede, Brigitte	(V)	<input type="radio"/>

Lambert, Pierre	(M)	<input type="radio"/>
François, Violette	(V)	<input type="radio"/>

* het letterwoord van de organisatie toevoegen overeenkomstig het resultaat van de loting

ARBEIDERS

MODEL 4

STEMBILJET

, te

Onderneming:

Datum van de verkiezingen:

Verkiezing van de personeelsafvaardiging in de ondernemingsraad.

Samenstelling: 7 gewone en 7 plaatsvervangende leden.

Verdeling:

- 1° arbeiders: 4 gewone en 4 plaatsvervangende leden;
- 2° bedienden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 3° jeugdige werknemers: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 4° kaderleden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid.

KANDIDATEN

Lijst nr 1
letterwoord *

O

Lijst nr 2
letterwoord *

O

Lijst nr 3
letterwoord *

O

Delval, Jean	(M)	<input type="radio"/>
Manhout, Viviane	(V)	<input type="radio"/>
Tilkin, Oscar	(M)	<input type="radio"/>
Van Looy, Chris	(V)	<input type="radio"/>
Dubois, Jeanne	(V)	<input type="radio"/>
Maes, Danielle	(V)	<input type="radio"/>
Durant, Vincent	(M)	<input type="radio"/>
Leroy, Mélanie	(V)	<input type="radio"/>

Houwaert, Michel	(M)	<input type="radio"/>
Delva, Ursule	(V)	<input type="radio"/>
Vantegem, Michel	(M)	<input type="radio"/>
Renson, Liliane	(V)	<input type="radio"/>

Haveaux, Pierre	(M)	<input type="radio"/>
Verhelde, Danielle	(V)	<input type="radio"/>
Durieux, Gérard	(M)	<input type="radio"/>
Willemens, Berte	(V)	<input type="radio"/>

* het letterwoord van de organisatie toevoegen overeenkomstig het resultaat van de loting

MODEL 5

BEDIENDEN

STEMBILJET

Onderneming: _____, te _____

Datum van de verkiezingen: _____

Verkiezing van de personeelsafvaardiging in de ondernemingsraad.

Samenstelling: 7 gewone en 7 plaatsvervangende leden.

Verdeling:

- 1° arbeiders: 4 gewone en 4 plaatsvervangende leden;
- 2° bedienden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 3° jeugdige werknemers: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid ;
- 4° kaderleden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid.

KANDIDATEN

Lijst nr 1
letterwoord *

O

Lijst nr 2
letterwoord *

O

Lijst nr 3
letterwoord *

O

Rahier, Jean	(M)	<input type="radio"/>
Vermersch, Viviane	(V)	<input type="radio"/>

Thys, Maurice	(M)	<input type="radio"/>
Milbourg, Brigitte	(V)	<input type="radio"/>

Seghers, Pierre	(M)	<input type="radio"/>
Detournay, Violette	(V)	<input type="radio"/>

* het letterwoord van de organisatie toevoegen overeenkomstig het resultaat van de loting

MODEL 6

JEUGDIGE WERKNEMERS

STEMBILJET

Onderneming:

, te

Datum van de verkiezingen:

Verkiezing van de personeelsafvaardiging in de ondernemingsraad.

Samenstelling: 7 gewone en 7 plaatsvervangende leden.

Verdeling:

- 1° arbeiders: 4 gewone en 4 plaatsvervangende leden;
- 2° bedienden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 3° jeugdige werknemers: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 4° kaderleden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid.

KANDIDATEN

Lijst nr 1
letterwoord *

O

Vanhege, Jean (M)	<input type="radio"/>
Daumerie, Viviane (V)	<input type="radio"/>

Lijst nr 2
letterwoord *

O

Barbaix, Maurice (M)	<input type="radio"/>
Vanhede, Brigitte (V)	<input type="radio"/>

Lijst nr 3
letterwoord *

O

Lambert, Pierre (M)	<input type="radio"/>
François, Violette (V)	<input type="radio"/>

* het letterwoord van de organisatie toevoegen overeenkomstig het resultaat van de loting

MODEL 7

KADERLEDEN

STEMBILJET

Onderneming: _____, te _____

Datum van de verkiezingen: _____

Verkiezing van de personeelsafvaardiging in de ondernemingsraad.

Samenstelling: 7 gewone en 7 plaatsvervangende leden.

Verdeling:

- 1° arbeiders: 4 gewone en 4 plaatsvervangende leden;
- 2° bedienden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 3° jeugdige werknemers: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid;
- 4° kaderleden: 1 gewoon en 1 plaatsvervangend lid.

KANDIDATEN

Lijst nr 1
letterwoord *Lijst nr 2
letterwoord *Lijst nr 3
letterwoord *Lijst nr 4
letterwoord *Lijst nr 5
IND. L.**

Poty, Antoine (M)	<input type="radio"/>
Delval, Anne (V)	<input type="radio"/>

Devos, Ursule (V)	<input type="radio"/>
Dieu, Hubert (M)	<input type="radio"/>

Buyl, Maur (V)	<input type="radio"/>
Paul, Marie (V)	<input type="radio"/>

Colin, France (V)	<input type="radio"/>
Claus, Fabien (M)	<input type="radio"/>

Demol, Sylvie (V)	<input type="radio"/>
Vion, Hubert (M)	<input type="radio"/>

* het letterwoord van de organisatie toevoegen overeenkomstig het resultaat van de loting
 ** lijst van de kaderleden voorgedragen door de kaderleden van de onderneming

II : FORMULIER X-60 COMITE

X-60.A
Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:
Adres TBE:
RSZ-nummer: - -
KBO-nummer :
Nr. Paritair Comité Arbeiders : - Nr. Paritair Comité Bedienden :
Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst : - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemersorganisaties**

- Per mail : socolec@werk.belgie.be

- of**

- Per post:

A.C.L.V.B.

Koning Albertlaan 95

9000 Gent

A.B.V.V.

Hoogstraat 42

1000 Brussel

A.C.V. Dienst Onderneming

Postbus 10

1031 Brussel

- Aan het **comité**, bij ontstentenis ervan, aan de **vakbondsafvaardiging**
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

Uiterlijk op X-60 informeert de werkgever schriftelijk :

- wanneer er nog geen comité werd opgericht, over de aard, de gebieden en de graad van zelfstandigheid of afhankelijkheid van de zetel ten opzichte van de juridische entiteit
- wanneer er reeds een comité werd opgericht, over de wijzigingen die zich in de structuur van de onderneming hebben voorgedaan en op de nieuwe criteria van zelfstandigheid of afhankelijkheid van de zetel ten opzichte van de juridische entiteit
- Het aantal personeelsleden per categorie, rekening houdend met het aantal personeelsleden dat op het ogenblik in de onderneming wordt tewerkgesteld

II : FORMULIER X-60 COMITE

X-60.A
 Sociale verkiezingen 2008

Arbeiders	
Bedienden (met inbegrip van het leidinggevend personeel)	
Jeugdige werknemers	

- De functies van het leidinggevend personeel door hun benaming en hun inhoud te verduidelijken, alsmede, bij wijze van aanduiding, de lijst van personen die deze functies uitoefenen¹

Benaming van de leidinggevende functie	Inhoud van de leidinggevende functie

- De datum van aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt en de datum die men beoogt voor de verkiezingen
 - De datum van aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt: / /
 - De datum die men beoogt voor de verkiezingen:

¹ Deze lijst van personen die de leidinggevende functies uitoefenen, kan meegedeeld worden door middel van het formulier X-60.B

II : FORMULIER X-60 COMITE

X-60.B
Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:
Adres TBE:
RSZ-nummer: - -
KBO-nummer :
Nr. Paritair Comité Arbeiders : - **Nr. Paritair Comité Bedienden :**
Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst : - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemersorganisaties**

- Per mail : socelec@werk.belgie.be

- of

- Per post:

A.C.L.V.B.

Koning Albertlaan 95

9000 Gent

A.B.V.V.

Hoogstraat 42

1000 Brussel

A.C.V. Dienst Onderneming

Postbus 10

1031 Brussel

- Aan het **comité**, bij ontstentenis ervan, aan de **vakbondsafvaardiging**
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

Uiterlijk op X-60, informeert de werkgever, bij wijze van aanduiding, over de lijst van de personen die de leidinggevende functies uitoefenen.

III : FORMULIER X-35 COMITE

X-35.A
Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:
Adres TBE:
RSZ-nummer: - -
KBO-nummer:
Nr. Paritair Comité Arbeiders : - **Nr. Paritair Comité Bedienden :**
Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst : - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemersorganisaties**
 - Per mail : socolec@werk.belgie.be
 - of**
 - Per post:

A.C.L.V.B.
Koning Albertlaan 95
9000 Gent

A.B.V.V.
Hoogstraat 42
1000 Brussel

A.C.V. Dienst Onderneming
Postbus 10
1031 Brussel

- Aan het **comité**, bij ontstentenis ervan, aan de **vakbondsafvaardiging**
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

Uiterlijk op X-35 informeert de werkgever schriftelijk over:

- Zijn beslissingen betreffende de functies van het leidinggevend personeel, alsmede bij wijze van aanduiding, de lijst van personen die deze functies uitoefenen²
- Zijn beslissing betreffende:
 - het aantal technische bedrijfseenheden of juridische entiteiten waarvoor organen moeten worden opgericht, met hun beschrijving
 - de indeling van de juridische entiteit in technische bedrijfseenheden met hun beschrijving en grenzen of de samenvoeging van meerdere juridische entiteiten in technische bedrijfseenheden met hun beschrijving en grenzen

² Deze lijst van personen die de leidinggevende functies uitoefenen, kan meegedeeld worden door middel van een formulier X-35.B

III : FORMULIER X-35 COMITE

X-35.B

Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:**Adres TBE:****RSZ-nummer:** - -**KBO-nummer :****Nr. Paritair Comité Arbeiders :** - **Nr. Paritair Comité Bedienden :****Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst :** - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemersorganisaties**

- Per mail : socolec@werk.belgie.be

- of

- Per post:

A.C.L.V.B.

Koning Albertlaan 95
9000 Gent

A.B.V.V.

Hoogstraat 42
1000 Brussel

A.C.V. Dienst Onderneming

Postbus 10
1031 Brussel

- Aan het **comité**, bij ontstentenis ervan, aan de **vakbondsafvaardiging**
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

Uiterlijk op X-35 informeert de werkgever, bij wijze van aanduiding, over zijn beslissing betreffende de lijst van de personen die de leidinggevende functies uitoefenen.

IV : FORMULIER X COMITE

X.A
Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:
Adres TBE:
RSZ-nummer: - -
KBO-nummer:
Nr. Paritair Comité Arbeiders : - **Nr. Paritair Comité Bedienden :**
Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst : - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemersorganisaties**

- Per mail : socolec@werk.belgie.be

of

- Per post:

A.C.L.V.B.

Koning Albertlaan 95
9000 Gent

A.B.V.V.

Hoogstraat 42
1000 Brussel

A.C.V. Dienst Onderneming

Postbus 10
1031 Brussel

- Aan de **vakbondsafvaardiging**, bij ontstentenis van een comité
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

Om de afvaardiging die zal worden verkozen, een werkelijk vertegenwoordigend karakter te geven, hebben alle werknemers tot plicht aan de stemming deel te nemen.

Negentig dagen voor de dag van de verkiezing stelt het comité, of bij ontstentenis ervan de werkgever, de betrokkenen door aanplakking in de verschillende secties en afdelingen van de onderneming, in kennis van:

- De datum en uurregeling van de verkiezingen:
 - Datum van de verkiezingen:
 - Uurregeling van de verkiezingen:
- Het adres en de benaming van de technische bedrijfseenheid of -eenheden waarvoor een comité opgericht moet worden.
- Het aantal mandaten per comité en per categorie.

IV : FORMULIER X COMITE

X.A

Sociale verkiezingen 2008

- Aantal mandaten voor het comité:
 - Aantal mandaten per categorie :
 - Arbeiders :
 - Bedienden :
 - Jeugdige werknemers :
-
- De voorlopige kiezerslijsten of de plaatsen waar zij kunnen worden geraadpleegd. Deze lijsten hernemen de in de onderneming tewerkgestelde werknemers die aan de voorwaarden inzake kiesrecht zullen voldoen op de dag van de verkiezing.³

Plaats(en) waar de voorlopige kiezerslijsten geraadpleegd kunnen worden:

- De lijst van de leden van het leidinggevend personeel met vermelding van de benaming en de inhoud van de functies, of de plaatsen waar zij kan worden geraadpleegd⁴
- De data die uit de verkiezingsprocedure voortvloeien ⁵
- De persoon of dienst belast met het versturen of het ronddelen van de oproepingsbrieven voor de verkiezing.

Datum van het bericht : / /

³ Deze inlichting kan opgenomen worden in formulier X.B.

⁴ Deze inlichting kan opgenomen worden in formulier X.C.

⁵ Deze inlichting kan opgenomen worden in formulier X.D.

IV : FORMULIER X COMITE

X.B

Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:**Adres TBE:****RSZ-nummer:** - -**KBO-nummer :****Nr. Paritair Comité Arbeiders :** - **Nr. Paritair Comité Bedienden :****Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst :** - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemersorganisaties** (*enkel wanneer er in de onderneming geen comité is*)

- Per mail : socolec@werk.belgie.be

of

- Per post:

A.C.L.V.B.

Koning Albertlaan 95

9000 Gent

A.B.V.V.

Hoogstraat 42

1000 Brussel

A.C.V. Dienst Onderneming

Postbus 10

1031 Brussel

- Aan de **vakbondsafvaardiging**, bij ontstentenis van een comité
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

De voorlopige kiezerslijsten. Deze lijsten hernemen de werknemers tewerkgesteld in de onderneming die op de dag van de verkiezingen zullen voldoen aan de kiesvoorwaarden.

IV : FORMULIER X COMITE

X.C
Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:
Adres TBE:
RSZ-nummer: - -
KBO-nummer :
Nr. Paritair Comité Arbeiders : - **Nr. Paritair Comité Bedienden :**
Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst : - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemersorganisaties**

- Per mail : socelec@werk.belgie.be

of

- Per post:

A.C.L.V.B.

Koning Albertlaan 95
9000 Gent

A.B.V.V.

Hoogstraat 42
1000 Brussel

A.C.V.

Dienst Onderneming
Postbus 10
1031 Brussel

- Aan de **vakbondsafvaardiging**, bij ontstentenis van een comité.
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

De lijst van de leden van het leidinggevend personeel met vermelding van de benaming en de inhoud van de functies.

IV : FORMULIER X COMITE

X.D
Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:
Adres TBE:
RSZ-nummer: - -
KBO-nummer :
Nr. Paritair Comité Arbeiders : - **Nr. Paritair Comité Bedienden :**
Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst : - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemersorganisaties**

○ Per mail : socolec@werk.belgie.be

of

○ Per post:

A.C.L.V.B.

Koning Albertlaan 95
9000 Gent

A.B.V.V.

Hoogstraat 42
1000 Brussel

A.C.V. Dienst Onderneming

Postbus 10
1031 Brussel

- Aan de **vakbondsafvaardiging**, bij ontstentenis van een comité
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

De data die uit de verkiezingenprocedure voortvloeien

X : dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt:
/ /

X+7 : bezwaar ingediend bij het comité, of bij ontstentenis ervan, bij de werkgever, in verband met de kiezerslijsten, de vaststelling van het aantal mandaten voor het comité en per categorie, de lijst van het leidinggevend personeel: / /

X+14 : beslissing van het comité, of bij ontstentenis ervan, de werkgever over de ingediende bezwaren en in geval van wijziging de aanplakking van de rechtzetting: / /

X+21 : beroep ingesteld bij de bevoegde arbeidsrechtbank tegen de kiezerslijsten, de vaststelling van het aantal mandaten voor het comité en per categorie, de lijst van het leidinggevend personeel: / /

X+28 :

- beslissing van de arbeidsrechtbank : / /
- Indien nodig, een rechtzetting van de aanplakking op X : / /

IV : FORMULIER X COMITE

X.D

Sociale verkiezingen 2008

- definitieve afsluiting van de kiezerslijsten, van de vaststelling van het aantal mandaten voor het comité en per categorie, van de lijst van het leidinggevend personeel:
/ /

X+35 :

- indiening van de kandidatenlijsten: / /
- beslissing door de werkgever om de kiesprocedure stop te zetten wanneer geen enkele kandidaat werd voorgedragen: / /

X+40 :

- aanplakking door de werkgever van een bericht dat de namen van de kandidaten vermeldt: / /
- aanwijzing van de voorzitter en van de plaatsvervangende voorzitter: / /

X+47 : klacht met betrekking tot de kandidatenlijsten en intrekking van kandidaturen:
/ /

X+48 : verzending door de werkgever van de klachten naar de betrokken representatieve organisaties van werknemers: / /

X+54 :

- eventuele wijzigingen van de kandidatenlijsten: / /
- aanwijzing door de voorzitter van elk stembureau van zijn secretaris en van een plaatsvervangende secretaris: / /
- aanwijzing door het comité, of bij ontstentenis ervan, door de voorzitter van 4 bijzitters: / /

X+56 :

- aanplakking door de werkgever van de eventueel gewijzigde kandidatenlijsten:
/ /
- akkoord van de betrokken representatieve werknemersorganisaties over de stemming per brief: / /

X+60 : aanplakking door het comité, of bij ontstentenis ervan, door de werkgever van een bericht dat de samenstelling van de stembureaus en de indeling van de kiezers per bureau aankondigt: / /

X+61 : beroep tegen de kandidatenlijsten: / /

X+70 : aanwijzing van de getuigen door de representatieve organisaties die kandidaten hebben voorgedragen: / /

X+75 :

- beslissing van de arbeidsrechtbank inzake het beroep tegen de kandidatenlijsten:
/ /
- beslissing door de werkgever om de kiesprocedure stop te zetten wanneer de arbeidsrechtbank alle kandidaturen geannuleerd heeft: / /

IV : FORMULIER X COMITE

X.D

Sociale verkiezingen 2008

X+76 : vervanging van de kandidaten een aanplakking door de werkgever van eventuele vervangingen: / /

X+77 : definitieve afsluiting van de kandidatenlijsten: / /

X+79 :

- het comité, of bij ontstentenis ervan, de werkgever met het akkoord van alle leden van de vakbondsafvaardiging, schrapt de werknemers die geen deel meer uitmaken van de onderneming van de kiezerslijsten: / /
- stopzetting van de kiesprocedure: / /

X+80 :

- overhandiging of verzending van de oproepingsbrieven voor de verkiezingen: / /
- verzending door de voorzitters van de stembureaus van de oproepingsbrieven en de stembiljetten in geval van stemming per brief: / /

X+90 = Y :

- dag van de verkiezingen en stemopneming: / /
- verzending door de voorzitter van het origineel van de PV's naar de Directeur-generaal van de Algemene Directie Individuele Arbeidsbetrekkingen van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, van een afschrift van de PV's naar de werkgever en naar de betrokken representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties: / /

Y+1 : overhandiging, door de voorzitter aan de werkgever, van de documenten die voor de verkiezingen hebben gediend: / /

Y+2 : aanplakking van de samenstelling van het comité door de werkgever: / /

Y+15: beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de verkiezingen of van de beslissing de procedure stop te zetten of een verzoek tot verbetering van de resultaten van de verkiezingen, of tegen de afvaardiging van de werkgever: / /

Y+25 : bewaring door de werkgever van de documenten die gediend hebben voor de verkiezingen: / /

Y+69 : beslissing van de arbeidsrechtbank: / /

Y+84 : beroep: / /

Y+86 : einde van de verplichte aanplakking van de verschillende berichten: / /

Y+144 : beslissing van het arbeidshof: / /

V : FORMULIER X-60 Ondernemingsraad

X-60.A
Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:
Adres TBE:
RSZ-nummer: - -
KBO-nummer :
Nr. Paritair Comité Arbeiders : - Nr. Paritair Comité Bedienden :
Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst : - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties**

○ Per mail : socolec@werk.belgie.be

of

○ Per post:

A.C.L.V.B.	A.B.V.V.	A.C.V.	NCK
Koning Albertlaan 95	Hoogstraat 42	Dienst Onderneming	Lambermontlaan
9000 Gent	1000 Brussel	Postbus 10	171, b 4
		1031 Brussel	1030 Brussel

- Aan de **ondernemingsraad**, bij ontstentenis ervan, aan de **vakbondsafvaardiging**.
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

Uiterlijk op X-60 informeert de werkgever schriftelijk :

- wanneer er nog geen ondernemingsraad werd opgericht, over de aard, de gebieden en de graad van zelfstandigheid of afhankelijkheid van de zetel ten opzichte van de juridische entiteit.
- wanneer er reeds een ondernemingsraad werd opgericht, over de wijzigingen die zich in de structuur van de onderneming hebben voorgedaan en op de nieuwe criteria van zelfstandigheid of afhankelijkheid van de zetel ten opzichte van de juridische entiteit.
- Over het aantal personeelsleden per categorie, rekening houdend met het aantal personeelsleden dat op het ogenblik in de onderneming wordt tewerkgesteld.

V : FORMULIER X-60 Ondernemingsraad

X-60.A
Sociale verkiezingen 2008

- De datum van aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt en over de datum die men beoogt voor de verkiezingen.
 - De datum van aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt: / /
 - De data die men beoogt voor de verkiezingen:

V : FORMULIER X-60 Ondernemingsraad

X-60.B
 Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:
Adres TBE:
RSZ-nummer: - -
KBO-nummer :
Nr. Paritair Comité Arbeiders : - **Nr. Paritair Comité Bedienden :**
Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst : - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties**

- Per mail : socelec@werk.belgie.be
of
- Per post:

A.C.L.V.B.	A.B.V.V.	A.C.V.	NCK
Koning Albertlaan 95	Hoogstraat 42	Dienst Onderneming	Lambermontlaan
9000 Gent	1000 Brussel	Postbus 10	171, b 4
		1031 Brussel	1030 Brussel

- Aan de **ondernemingsraad**, bij ontstentenis ervan, aan de **vakbondsafvaardiging**.
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

Uiterlijk op X-60 informeert de werkgever, bij wijze van aanduiding, over de lijst van de personen die de leidinggevende functies uitoefenen.

V : FORMULIER X-60 Ondernemingsraad

X-60.C
Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:
Adres TBE:
RSZ-nummer: - -
KBO-nummer :
Nr. Paritair Comité Arbeiders : - **Nr. Paritair Comité Bedienden :**
Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst : - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties**

- Per mail : socelec@werk.belgie.be

- of

- Per post:

A.C.L.V.B.

Koning Albertlaan 95
9000 Gent

A.B.V.V.

Hoogstraat 42
1000 Brussel

A.C.V.

Dienst Onderneming
Postbus 10
1031 Brussel

NCK

Lambermontlaan
171, b 4
1030 Brussel

- Aan de **ondernemingsraad**, bij ontstentenis ervan, aan de **vakbondsafvaardiging**.
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

Uiterlijk op X-60 informeert de werkgever, bij wijze van aanduiding, over de lijst van de personen die de functies van de kaderleden uitoefenen.

VI : FORMULIER X-35 Ondernemingsraad

X-35.A
Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:
Adres TBE:
RSZ-nummer: - -
KBO-nummer:
Nr. Paritair Comité Arbeiders : - **Nr. Paritair Comité Bedienden :**
Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst : - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties**

○ Per mail : socolec@werk.belgie.be

of

○ Per post:

A.C.L.V.B. Koning Albertlaan 95 9000 Gent	A.B.V.V. Hoogstraat 42 1000 Brussel	A.C.V. Dienst Onderneming Postbus 10 1031 Brussel	NCK Lambermontlaan 171, b 4 1030 Brussel
---	---	--	---

- Aan de **ondernemingsraad**, bij ontstentenis ervan, aan de **vakbondsafvaardiging**.
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

Uiterlijk op X-35 informeert de werkgever schriftelijk over:

- Zijn beslissing betreffende de functies van het leidinggevend personeel alsmede, bij wijze van aanduiding, de lijst van personen die deze functies uitoefenen⁸
- Zijn beslissing betreffende de functies van kaderleden evenals, bij wijze van aanduiding, de lijst van personen, die deze functies uitoefenen. Deze bepaling is niet van toepassing in de ondernemingen die minder dan 100 werknemers en minder dan 30 bedienden tellen⁹

⁸ Deze lijst van personen die de leidinggevende functies uitoefenen, kan meegedeeld worden door middel van het formulier X-35.B

⁹ Deze lijst van personen die de functies van kaderleden uitoefenen, kan meegedeeld worden door middel van het formulier X-35.C

VI : FORMULIER X-35 Ondernemingsraad

X-35.A
Sociale verkiezingen 2008

- Zijn beslissing betreffende :
 - het aantal technische bedrijfseenheden of juridische entiteiten waarvoor een ondernemingsraad moet worden opgericht, met hun beschrijving

 - de indeling van de juridische entiteit in technische bedrijfseenheden met hun beschrijving en grenzen of de samenvoeging van meerdere juridische entiteiten in technische bedrijfseenheden met hun beschrijving en grenzen

VI : FORMULIER X-35 Ondernemingsraad

X-35.B
Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:
Adres TBE:
RSZ-nummer: - -
KBO-nummer :
Nr. Paritair Comité Arbeiders : - **Nr. Paritair Comité Bedienden :**
Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst : - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties**

- Per mail : socelec@werk.belgie.be

- of**

- Per post:

A.C.L.V.B.

Koning Albertlaan 95

9000 Gent

A.B.V.V.

Hoogstraat 42

1000 Brussel

A.C.V.

Dienst Onderneming

Postbus 10

1031 Brussel

NCK

Lambermontlaan

171, b 4

1030 Brussel

- Aan de **ondernemingsraad**, bij ontstentenis ervan, aan de **vakbondsafvaardiging**.
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

Uiterlijk op X-35 informeert de werkgever, bij wijze van aanduiding, over zijn beslissing betreffende de lijst van de personen die de leidinggevende functies uitoefenen.

VI : FORMULIER X-35 Ondernemingsraad

X-35.C
Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:
Adres TBE:
RSZ-nummer: - -
KBO-nummer :
Nr. Paritair Comité Arbeiders : - **Nr. Paritair Comité Bedienden :**
Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst : - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties**

- Per mail : socelec@werk.belgie.be

- of

- Per post:

A.C.L.V.B.	A.B.V.V.	A.C.V.	NCK
Koning Albertlaan 95	Hoogstraat 42	Dienst Onderneming	Lambermontlaan
9000 Gent	1000 Brussel	Postbus 10	171, b 4
		1031 Brussel	1030 Brussel

- Aan de **ondernemingsraad**, bij ontstentenis ervan, aan de **vakbondsafvaardiging**.
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

Uiterlijk op X-35 informeert de werkgever, bij wijze van aanduiding, over zijn beslissing betreffende de lijst van de personen die de functies van kaderleden uitoefenen.

VII : FORMULIER X Ondernemingsraad

X.A
Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:
Adres TBE:
RSZ-nummer: - -
KBO-nummer:
Nr. Paritair Comité Arbeiders : - **Nr. Paritair Comité Bedienden :**
Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst : - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties**

- Per mail : socelec@werk.belgie.be

of

- Per post:

A.C.L.V.B.	A.B.V.V.	A.C.V.	NCK
Koning Albertlaan 95	Hoogstraat 42	Dienst Onderneming	Lambermontlaan
9000 Gent	1000 Brussel	Postbus 10	171, b 4
		1031 Brussel	1030 Brussel

- Aan de **vakbondsafvaardiging**, bij ontstentenis van een ondernemingsraad
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

Om de afvaardiging die zal worden verkozen, een werkelijk vertegenwoordigend karakter te geven, hebben alle werknemers tot plicht aan de stemming deel te nemen.

Negentig dagen voor de dag van de verkiezing stelt de ondernemingsraad, of bij ontstentenis ervan de werkgever, de betrokkenen door aanplakking in de verschillende secties en afdelingen van de onderneming, in kennis van:

- De datum en uurregeling van de verkiezingen:
 - Datum van de verkiezingen:
 - Uurregeling van de verkiezingen:
- Het adres en de benaming van de technische bedrijfseenheid of -eenheden waarvoor een ondernemingsraad opgericht moet worden.

VII : FORMULIER X Ondernemingsraad

X.A

Sociale verkiezingen 2008

- Het aantal mandaten per ondernemingsraad en per categorie.
 - Aantal mandaten voor de ondernemingsraad:
 - Aantal mandaten per categorie :
 - Arbeiders :
 - Bedienden :
 - Jeugdige werknemers :
 - Kaderleden:

- De voorlopige kiezerslijsten of de plaatsen waar zij kunnen worden geraadpleegd. Deze lijsten hernemen de in de onderneming tewerkgestelde werknemers die aan de voorwaarden inzake kiesrecht zullen voldoen op de dag van de verkiezing.¹⁰

Plaats(en) waar de voorlopige kiezerslijsten geraadpleegd kunnen worden:

- De lijst van de leden van het leidinggevend personeel met vermelding van de benaming en de inhoud van de functies, of de plaatsen waar zij kan worden geraadpleegd¹¹

- De lijst van kaderleden of de plaatsen waar zij kan worden geraadpleegd. De werknemers die één van de kaderfuncties uitoefenen en die op de kieslijst van de jeugdige werknemers voorkomen worden niet opgenomen in de lijst van kaderleden.¹²

- De data die uit de verkiezingsprocedure voortvloeien¹³

- De persoon of dienst belast met het versturen of het ronddelen van de oproepingsbrieven voor de verkiezing.

Datum van het bericht : / /

¹⁰ Deze inlichting kan opgenomen worden in formulier X.B

¹¹ Deze inlichting kan opgenomen worden in formulier X.C

¹² Deze inlichting kan opgenomen worden in formulier X.D

¹³ Deze inlichting kan opgenomen worden in formulier X.E

VII : FORMULIER X Ondernemingsraad

X.B
Sociale verkiezingen 2008

<p>Naam TBE: Adres TBE: RSZ-nummer: - - KBO-nummer : Nr. Paritair Comité Arbeiders : - Nr. Paritair Comité Bedienden : Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst : - -</p>																
<p>Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :</p> <ul style="list-style-type: none"> • De representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties (<i>enkel wanneer er in de onderneming geen ondernemingsraad is</i>) <ul style="list-style-type: none"> ○ Per mail : socelec@werk.belgie.be of ○ Per post: <table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 25%;">A.C.L.V.B.</td> <td style="width: 25%;">A.B.V.V.</td> <td style="width: 25%;">A.C.V.</td> <td style="width: 25%;">NCK</td> </tr> <tr> <td>Koning Albertlaan 95</td> <td>Hoogstraat 42</td> <td>Dienst Onderneming</td> <td>Lambermontlaan</td> </tr> <tr> <td>9000 Gent</td> <td>1000 Brussel</td> <td>Postbus 10</td> <td>171, b 4</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>1031 Brussel</td> <td>1030 Brussel</td> </tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> • Aan de vakbondsafvaardiging, bij ontstentenis van een ondernemingsraad • Aan de werknemers door aanplakking. 	A.C.L.V.B.	A.B.V.V.	A.C.V.	NCK	Koning Albertlaan 95	Hoogstraat 42	Dienst Onderneming	Lambermontlaan	9000 Gent	1000 Brussel	Postbus 10	171, b 4			1031 Brussel	1030 Brussel
A.C.L.V.B.	A.B.V.V.	A.C.V.	NCK													
Koning Albertlaan 95	Hoogstraat 42	Dienst Onderneming	Lambermontlaan													
9000 Gent	1000 Brussel	Postbus 10	171, b 4													
		1031 Brussel	1030 Brussel													

De voorlopige kiezerslijsten. Deze lijsten hernemen de werknemers tewerkgesteld in de onderneming die op de dag van de verkiezingen zullen voldoen aan de kiesvoorwaarden.

VII : FORMULIER X Ondernemingsraad

X.C
Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:
Adres TBE:
RSZ-nummer: - -
KBO-nummer :
Nr. Paritair Comité Arbeiders : - **Nr. Paritair Comité Bedienden :**
Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst : - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties**

- Per mail : socolec@werk.belgie.be

- of

- Per post:

A.C.L.V.B.	A.B.V.V.	A.C.V.	NCK
Koning Albertlaan 95	Hoogstraat 42	Dienst Onderneming	Lambermontlaan
9000 Gent	1000 Brussel	Postbus 10	171, b 4
		1031 Brussel	1030 Brussel

- Aan de **vakbondsafvaardiging**, bij ontstentenis van een ondernemingsraad
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

De lijst van de leden van het leidinggevend personeel met vermelding van de benaming en de inhoud van de functies.

VII : FORMULIER X Ondernemingsraad

X.D
Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:
Adres TBE:
RSZ-nummer: - -
KBO-nummer :
Nr. Paritair Comité Arbeiders : - Nr. Paritair Comité Bedienden :
Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst: - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties**

- Per mail : socolec@werk.belgie.be

of

- Per post:

A.C.L.V.B.	A.B.V.V.	A.C.V.	NCK
Koning Albertlaan 95	Hoogstraat 42	Dienst Onderneming	Lambermontlaan
9000 Gent	1000 Brussel	Postbus 10	171, b 4
		1031 Brussel	1030 Brussel

- Aan de **vakbondsafvaardiging**, bij ontstentenis van een ondernemingsraad
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

De lijst van de kaderleden.

VII : FORMULIER X Ondernemingsraad

X.E
Sociale verkiezingen 2008

Naam TBE:
Adres TBE:
RSZ-nummer: - -
KBO-nummer :
Nr. Paritair Comité Arbeiders : - **Nr. Paritair Comité Bedienden :**
Nr. toegekend door de Federale Overheidsdienst : - -

Deze inlichtingen moeten meegedeeld worden aan :

- De **representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties**

- Per mail : socelec@werk.belgie.be

of

- Per post:

A.C.L.V.B.

Koning Albertlaan 95
9000 Gent

A.B.V.V.

Hoogstraat 42
1000 Brussel

A.C.V.

Dienst Onderneming
Postbus 10
1031 Brussel

NCK

Lambermontlaan
171, b 4
1030 Brussel

- Aan de **vakbondsafvaardiging**, bij ontstentenis van een ondernemingsraad
- Aan de **werknemers** door aanplakking.

De data die uit de verkiezingenprocedure voortvloeien

X : dag van de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt:
/ /

X+7 : bezwaar ingediend bij de ondernemingsraad, of bij ontstentenis ervan, bij de werkgever in verband met de kiezerslijsten, de vaststelling van het aantal mandaten voor de ondernemingsraad en per categorie, de lijst van het leidinggevend personeel, de lijst van de kaderleden: / /

X+14 : beslissing van de ondernemingsraad, of bij ontstentenis ervan de werkgever, over de ingediende bezwaren en in geval van wijziging de aanplakking van de rechtzetting:
/ /

X+21: beroep ingesteld bij de bevoegde arbeidsrechtbank tegen de kiezerslijsten, de vaststelling van het aantal mandaten voor de ondernemingsraad en per categorie, de lijst van het leidinggevend personeel, de lijst van het kaderpersoneel: / /

VII : FORMULIER X Ondernemingsraad

X.E

Sociale verkiezingen 2008

X+28 :

- beslissing van de arbeidsrechtbank: / /
- indien nodig, een rechtzetting van de aanplakking op X : / /
- definitieve afsluiting van de kiezerslijsten, van de vaststelling van het aantal mandaten voor de ondernemingsraad en per categorie, van de lijst van het leidinggevend personeel, van de lijst van het kaderpersoneel: / /

X+35 :

- indiening van de kandidatenlijsten: / /
- beslissing door de werkgever om de kiesprocedure stop te zetten wanneer geen enkele kandidaat werd voorgedragen: / /

X+40 :

- aanplakking door de werkgever van een bericht dat de namen van de kandidaten vermeldt: / /
- aanwijzing van de voorzitter en van de plaatsvervangende voorzitter: / /

X+47 : klacht met betrekking tot de kandidatenlijsten en intrekking van kandidaturen:
/ /

X+48 : verzending door de werkgever van de klachten naar de betrokken representatieve organisaties van werknemers en van kaderleden: / /

X+54 :

- eventuele wijzigingen van de kandidatenlijsten: / /
- aanwijzing door de voorzitter van elk stembureau van zijn secretaris en van een plaatsvervangende secretaris: / /
- aanwijzing door de ondernemingsraad, of bij ontstentenis ervan, door de voorzitter, van 4 bijzitters: / /

X+56 :

- aanplakking door de werkgever van de eventueel gewijzigde kandidatenlijsten:
/ /
- akkoord van de betrokken representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties over de stemming per brief: / /

X+60 : aanplakking door de ondernemingsraad, of bij ontstentenis ervan, door de werkgever van een bericht dat de samenstelling van de stembureaus en de indeling van de kiezers per bureau aankondigt: / /

X+61 : beroep tegen de kandidatenlijsten: / /

X+70 : aanwijzing van de getuigen door de representatieve organisaties die kandidaten hebben voorgedragen: / /

X+75 :

- beslissing van de arbeidsrechtbank inzake het beroep tegen de kandidatenlijsten:
/ /
- beslissing door de werkgever om de kiesprocedure stop te zetten wanneer de arbeidsrechtbank alle kandidaturen geannuleerd heeft: / /

VII : FORMULIER X Ondernemingsraad

X.E

Sociale verkiezingen 2008

X+76 : vervanging van de kandidaten en aanplakking door de werkgever van eventuele vervangingen: / /

X+77 : definitieve afsluiting van de kandidatenlijsten: / /

X+79 :

- de ondernemingsraad, of bij ontstentenis ervan, de werkgever met het akkoord van alle leden van de vakbondsafvaardiging, schrapt de werknemers die geen deel meer uitmaken van de onderneming van de kiezerslijsten: / /
- stopzetting van de kiesprocedure: / /

X+80 :

- overhandiging of verzending van de oproepingsbrieven voor de verkiezingen: / /
- verzending door de voorzitters van de stembureaus van de oproepingsbrieven en de stembiljetten in geval van stemming per brief: / /

X+90 = Y :

- dag van de verkiezingen en stemopneming: / /
- verzending door de voorzitter van het origineel van de PV's naar de Directeur-generaal van de Algemene Directie Individuele Arbeidsbetrekkingen van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, van een afschrift van de PV's naar de werkgever en naar de betrokken representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties: / /

Y+1 : overhandiging, door de voorzitter aan de werkgever, van de documenten die voor de verkiezingen hebben gediend: / /

Y+2 : aanplakking van de samenstelling van de ondernemingsraad door de werkgever: / /

Y+15 : beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de verkiezingen of van de beslissing de procedure stop te zetten of een verzoek tot verbetering van de resultaten van de verkiezingen, of tegen de afvaardiging van de werkgever: / /

Y+25 : bewaring door de werkgever van de documenten die gediend hebben voor de verkiezingen: / /

Y+69 : beslissing van de arbeidsrechtbank: / /

Y+84 : beroep: / /

Y+86 : einde van de verplichte aanplakking van de verschillende berichten: / /

Y+144 : beslissing van het arbeidshof: / /